



EDMOND  
DE ROTHSCHILD



RAPPORT ANNUEL 2012  
BANQUE PRIVÉE  
EDMOND DE ROTHSCHILD S.A.



EDMOND  
DE ROTHSCHILD

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

Rapport annuel 2012



# Sommaire

## 5 | Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

- 6 Message du Baron Benjamin de Rothschild, Président du Conseil d'Administration
- 8 Message de Christophe de Backer, Président du Comité Exécutif
- 10 « 2012, une bonne année... finalement » Jean-Sylvain Perrig, CIO
- 13 Organes de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève

## 15 | Gouvernement d'entreprise

- 16 Introduction
- 17 Structure du Groupe et actionariat
- 19 Structure du capital
- 21 Conseil d'Administration
- 30 Direction générale
- 35 Rémunérations, participations et prêts
- 38 Droits de participation des actionnaires
- 39 Prise de contrôle et mesures de défense
- 40 Organe de révision
- 41 Politique d'information

## 43 | Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild

### Rapport de gestion

- 44 Chiffres-clés
- 45 Rapport du Conseil d'Administration
- 50 Rapport de l'organe de révision
- 52 Périmètre de consolidation
- 56 Principes de consolidation
- 58 Principes d'évaluation
- 60 Bilan consolidé
- 62 Compte de résultat consolidé
- 63 Tableau de financement consolidé
- 64 Annexe aux comptes consolidés

## 91 | Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève

### Rapport de gestion

- 92 Chiffres-clés
- 93 Rapport du Conseil d'Administration
- 98 Rapport de l'organe de révision
- 100 Bilan
- 102 Compte de résultat
- 103 Annexe aux comptes annuels

## 115 | Adresses



# Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

6

Message du Baron  
Benjamin de Rothschild,  
Président du Conseil d'Administration

8

Message de Christophe de Backer,  
Président du Comité Exécutif

10

« 2012, une bonne année... finalement »  
Jean-Sylvain Perrig, CIO

13

Organes de la Banque Privée  
Edmond de Rothschild S.A., Genève

# Message du Président du Conseil d'Administration

On a donné mille explications à la crise. Et si la raison profonde n'était autre que la défaite de la responsabilité ? Il est grand temps d'en prendre conscience et de réagir.

La crise que nous traversons reflète la fuite en avant des gouvernements qui n'ont pas assumé leurs responsabilités.

Telle une pandémie rapidement propagée faute de traitement, l'endettement non maîtrisé des pays a fait basculer nos systèmes d'évaluation. Aujourd'hui, la signature d'un Etat n'est plus une valeur refuge et le dilemme bien connu entre obligations d'Etat et actions a fait long feu. C'est dire combien le risque étatique n'est plus ce havre de quiétude qu'il fut au XX<sup>e</sup> siècle.

Certains Etats ont pris leurs responsabilités en adoptant des mesures drastiques. D'autres pas.

Les gouvernements européens – tout spécialement celui de la France – alourdissent sensiblement la fiscalité pesant sur les entreprises, comme sur les particuliers. Mais il leur faut rester mesurés dans leurs décisions, car le capital, qu'il soit humain ou financier, se déplace aisément et rapidement désormais.

A l'inverse, la Suisse a choisi un cap différent. Quand des décisions importantes doivent être prises, le bon sens de ce pays refait surface grâce aux votations populaires. On reconnaît bien là ce qui fait la force de la démocratie suisse depuis 700 ans. Je suis convaincu que la Suisse montrera bientôt au monde que son système bancaire n'existe pas uniquement par le secret, mais surtout par le professionnalisme de sa gestion et par la qualité de ses services. Il en va de même pour le Luxembourg, où le législateur est toujours en phase avec la réalité économique.

Mais la Suisse et le Luxembourg sont des exceptions. La plupart des pays européens sont très affaiblis par des gouvernements qui ne pensent qu'à leur réélection. Pour séduire les électeurs, ils n'ont pas hésité à faire des promesses déraisonnables, favorisant ainsi, année après année, le déséquilibre des finances publiques. Il leur faut aujourd'hui faire face à des dettes considérables et ils sont dans l'incapacité de rembourser le principal, mais également les intérêts.

Pire, la politique monétaire menée depuis la création de l'Euro a rempli son mandat s'agissant de la maîtrise de l'inflation, mais cette politique a conduit à une convergence à la baisse des taux d'intérêt dans la zone Euro ne reflétant plus les différences importantes entre les économies européennes. Ainsi, la Grèce a pu emprunter au cours des années 2000 avec un spread inférieur à 50 points de base par rapport à l'Allemagne. L'effet pervers de cette politique est d'avoir dévalorisé l'argent en même temps qu'était dévalorisé le travail.

Ces politiques économiques irresponsables, en ce qu'elles ont d'abord récompensé le moindre effort, avant de conduire aujourd'hui à un choc fiscal pour faire face à la crise de l'endettement, ont également des conséquences graves au-delà de la sphère financière. Un phénomène plus inquiétant encore se fait jour à travers le déclin de l'éducation et la démotivation des chercheurs dans le domaine scientifique. Tout comme les entrepreneurs, ces derniers sont poussés à s'exiler pour pouvoir exercer, ne serait-ce que décemment, leur métier. Cette hémorragie des talents est une menace considérable sur notre avenir.

L'Etat a le devoir et le pouvoir de créer les conditions adéquates pour que les entreprises puissent évoluer de façon compétitive dans un environnement global, en allégeant les charges sociales et la fiscalité. Le temps est venu d'abandonner ce modèle économique essoufflé fondé sur l'endettement, des dépenses publiques élevées et des prélèvements obligatoires en augmentation constante. C'est dans la compétitivité, le travail, l'innovation, le savoir et la recherche que l'Europe trouvera le moteur de sa croissance. Ce qui est en jeu, c'est non seulement de donner aux entreprises les moyens de jouer à armes plus égales dans une compétition mondiale, plus vive que jamais, par une action résolue sur le coût du travail, mais aussi de renforcer l'attractivité du territoire en créant un environnement favorable aux affaires. L'Etat peut montrer le chemin en diminuant son train de vie et en réorientant une partie de ses dépenses vers les investissements d'avenir. Le sens de la responsabilité, c'est en effet aussi d'arrêter de reporter sans cesse sur les générations futures le poids de nos lâchetés successives et de préparer leur avenir en retrouvant le sens de l'effort et de l'initiative. Les entreprises

ont le devoir et le pouvoir de générer de la valeur et de la croissance en récompensant équitablement leurs collaborateurs et en assurant leur promotion. L'élévation des compétences est l'un des moyens d'y parvenir. L'espoir que portent les entrepreneurs est d'attirer de nouveaux talents et de réussir à les garder, en leur donnant la possibilité de se révéler, par le biais de supports techniques ou industriels de premier plan et de nouveaux savoirs. La survie et la vigueur des entreprises en dépendent. En Europe comme dans le reste du monde, la création de valeur passera par les entreprises, qu'elles soient grandes ou petites, cotées ou non.

Faire face à leurs responsabilités est aussi le devoir des actionnaires, quel que soit le domaine d'activité, dans l'économie réelle et dans l'ensemble des secteurs d'activité. A cet égard, je considère, en tant qu'actionnaire et Président de ce Groupe, que mes responsabilités sont grandes.

C'est mon devoir de créer pour mon Groupe les conditions de son succès pour les années à venir. Cela implique, évidemment, d'inscrire nos décisions dans le long terme. Il est également indispensable de faire évoluer notre modèle quand les conditions de son exercice l'exigent. C'est bien le cas aujourd'hui, après 15 années de croissance. La crise économique et financière affecte si profondément le monde financier que le changement de cap est devenu une nécessité absolue. C'est pourquoi j'ai renouvelé les équipes dirigeantes et je veille à attirer dans le Groupe, comme par le passé, les meilleurs talents, les meilleurs développeurs et innovateurs.

C'est aussi la responsabilité de tous les collaborateurs du Groupe Edmond de Rothschild de s'inscrire dans ce dispositif de changement de cap et de renouvellement. Avec le soutien actif et déterminant de mon épouse Ariane, je compte accompagner toutes nos équipes dans cette direction.

Mais pourquoi cet engagement quotidien sinon pour être responsables à l'égard de nos clients ? C'est l'engagement quotidien de toute notre Maison. Ariane et moi partageons cette vision pour le Groupe avec Christophe de Backer, qui a pour mission de la concrétiser au sein de chacune des entités.

Nous exerçons une veille technologique permanente sur tous les nouveaux produits financiers du marché, de façon à faire une sélection extrêmement rigoureuse, par l'analyse la plus fine possible du risque et du rendement. Nous maintenons également nos efforts en matière de formation, car c'est une condition *sine qua non* pour que les niveaux d'expertise dans le Groupe soient une référence dans nos métiers.

Nous nous engageons à offrir les produits et les services les mieux adaptés à nos clients, qui sont notre priorité.

L'avenir dépendra bien de cette responsabilité collective et non pas d'un individualisme exacerbé, dont nul n'ignore plus désormais les méfaits. Cette crise profonde, que l'on pourrait bientôt dépasser si les engagements pris sont bien tenus, pourrait avoir été un ultime avertissement. A ce titre, elle peut être une chance de restaurer un sens de la responsabilité et de l'éthique, de l'Etat comme des affaires, qui s'était gravement relâché au cours des dernières décennies. Le redressement économique et la prospérité de demain ne seront durables que si nous tirons toutes les leçons de l'effondrement que nous avons frôlé, à plusieurs reprises, depuis 2008.

Etats, entreprises, actionnaires, collaborateurs, clients, nous sommes tous concernés. Mais dans notre Groupe, la responsabilité est bien plus qu'une ambition ou une parole verbale. C'est notre ADN et notre adrénaline ; c'est notre vision patrimoniale et durable de la gestion d'actifs depuis plus de deux siècles ; c'est une volonté sincère, profonde et partagée de préparer l'avenir des générations futures dès aujourd'hui.



Baron Benjamin de Rothschild



# Message du Président du Comité Exécutif

Ceux qui prévoient une « sortie de crise » en 2012 se sont trompés. Partout, même dans les pays émergents, la croissance a fléchi. Entre les nouvelles économies et l'Europe, l'écart se creuse. Cette dernière est handicapée durablement par le poids de sa dette. La récession frappe durement certains de ses pays et la crise de l'Euro reste latente. Dans le même temps, les exigences réglementaires se sont accrues dans le secteur financier, tant au niveau local qu'au niveau global. Cela génère une réelle complexité et peut même freiner le financement de l'économie. Enfin, les clients des institutions financières manifestent quant à eux une aversion toujours plus grande au risque et modifient leurs comportements en conséquence.

Nous avons anticipé et analysé l'accentuation de ces tendances. Nous l'avons fait pour nos clients afin de les prémunir contre leurs conséquences les plus sévères. Nous l'avons fait aussi pour nous-mêmes. Dès 2011, nous avons compris que la nouvelle donne économique ne nous permettrait plus d'exercer notre métier comme nous l'avions fait jusqu'en 2008-2009. Il allait devenir de plus en plus difficile d'être rentable si nous ne faisons pas évoluer notre modèle en tirant les enseignements de la crise.

Cet effort de lucidité n'allait pas de soi. En somme, le développement que le Groupe, présidé par Benjamin de Rothschild, avait connu pendant quinze ans reposait sur des moteurs puissants. Pendant cette période, le Groupe avait multiplié ses actifs sous gestion par cinq, ses effectifs et le nombre de ses sites dans le monde par trois. Le travail réalisé par les dirigeants et les équipes appelait le plus grand respect – et je veux ici le saluer. Enfin, le Groupe Edmond de Rothschild avait démontré sa capacité à surmonter des crises parfois très violentes.

Il aura fallu toute la clairvoyance d'Ariane et Benjamin de Rothschild pour décider de changer une formule qui semblait indéfiniment gagnante. Ils l'ont fait sur la base d'une conviction simple et forte : cette crise n'est pas une crise de plus. Ce que nous observons n'est pas conjoncturel. Ce sont les grands équilibres du monde de demain qui se dessinent sous nos yeux. Les leviers de rentabilité des banques ne sont plus les mêmes. Le rôle de la finance est à redéfinir. Seules les institutions financières qui évoluent

au rythme du monde se démarqueront... Les atouts du Groupe Edmond de Rothschild sont sérieux – prestige de la marque, créativité des équipes, qualité du service, loyauté des clients, présence internationale, stabilité de l'actionnariat – mais pour les faire prospérer de façon durable, il fallait emprunter la voie du changement.

Allions-nous pour autant renoncer à ce qui avait fait notre force et notre identité ? Certainement pas ! Annonçant dans son message pour 2011 la réorganisation à venir, Benjamin de Rothschild rappelait la formule fameuse : « il faut changer pour que rien ne change ». Fidèles à nos convictions et à nos valeurs, nous avons décidé de revoir notre organisation sans rien renier de notre différence. Nous avons voulu changer pour mieux rester ce que nous sommes.

L'année 2012 a donc été marquée par la mise en œuvre d'un plan stratégique porté par une nouvelle Direction.

La décentralisation de notre Groupe avait atteint ses limites. Nous disposons de talents et de savoir-faire hors pair dans nos trois pays de référence, la Suisse, le Luxembourg, la France et dans leurs implantations à travers le monde. Nous avons décidé de les faire mieux travailler ensemble au service de nos clients. Très vite, la complémentarité des expertises est apparue. La créativité des uns et des autres s'est additionnée. Dix actions prioritaires ont dessiné la feuille de route de ce partage de compétences et d'expérience. Au fil de l'année, nous avons vu les énergies se libérer. Ceux qui hier, travaillaient sur une base locale se sont engagés dans une coopération fructueuse par-delà les frontières ou les services. Cette collaboration renforcée permettra de fédérer nos talents et de renforcer nos procédures, en faisant prévaloir les meilleures pratiques. Les différences géographiques se sont inscrites dans le cadre élargi d'un véritable Groupe, homogène et cohérent.

Il convenait d'optimiser notre Groupe, mais surtout pas de le standardiser. Nous sommes restés intransigeants sur les points forts qui nous distinguent : le conseil personnalisé, l'écoute du client, l'innovation. Notre obsession aura ainsi été de faire converger d'un côté, un modèle moderne de banque efficiente et rationalisée et de l'autre côté, une offre de services et de produits cultivant le sur-mesure.

Le Groupe Edmond de Rothschild entend être le partenaire financier performant, innovant et réactif, que nos clients attendent dans un environnement économique fragile et mouvant, mais également le banquier qu'ils peuvent à tout moment appeler ou rencontrer pour trouver réponse à leurs questions les plus personnelles.

L'évolution de nos deux grands métiers traduit cette ambition.

En banque privée, au moment où d'autres acteurs financiers font le choix du traitement industriel de leur clientèle sur le modèle de la banque de détail, nous avons choisi d'aller plus loin encore dans le sur-mesure et dans la prise en compte fine des environnements locaux. Nous avons élargi les moyens à disposition de nos clients pour contacter leur conseiller ou passer leurs ordres. La relation personnelle de long terme avec un conseiller, le temps passé, le conseil cousu main que permet la connaissance précise de la situation de chaque client restent nos priorités. La technologie ne dilue pas la relation avec nos clients. Elle doit nous rapprocher d'eux.

En gestion d'actifs, le souci de la performance nous a conduits à unir les forces du Groupe, tant en production qu'en distribution. Dotés « d'usines » plus grandes et plus puissantes, nous sommes en mesure de couvrir l'ensemble des classes d'actifs de manière coordonnée au sein du Groupe. Gage de cohérence, la gestion d'actifs sera désormais dirigée par un seul Responsable. Cela permettra de mieux centraliser les problématiques, mais aussi de piloter l'organisation et l'offre au plus près. Dans le même temps, nous préservons une réactivité de tous les instants au service de nos clients et une capacité à leur délivrer un conseil personnalisé.

Nos autres métiers ont connu une évolution comparable. C'est le cas du métier de fusions et acquisitions, dont les liens avec les activités de banque privée dans le Groupe vont se renforcer. L'alliance de ces deux expertises permet de répondre de façon globale aux problématiques des chefs d'entreprise, dont les enjeux professionnels sont le plus souvent liés à de forts enjeux patrimoniaux. Les réponses en matière de transmission, d'augmentation de capital, de croissance externe seront encore plus rapides et plus efficaces.

Il en va de même avec le métier de private equity. Il propose aux chefs d'entreprise des réponses capitalistiques adaptées à mesure que leur entreprise grandit. Sa corrélation avec les métiers de banque privée et de gestion d'actifs est étroite. Enfin, le métier d'administration de fonds exercé depuis Luxembourg offre des solutions d'ingénierie qui complètent notre offre de service aux investisseurs.

Ainsi redéployés, nos métiers nous permettent aujourd'hui de rivaliser aussi bien avec les acteurs spécialisés qu'avec les généralistes globaux. Notre taille, notre histoire, notre marque, notre indépendance sont autant d'avantages dans cette compétition. Pour accélérer notre développement, l'internationalisation du Groupe se poursuivra, en particulier dans les régions à forte croissance, comme l'Asie, le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud, que cela soit en partenariat avec des acteurs locaux ou bien en toute indépendance.

Ariane et Benjamin de Rothschild ont démontré leur volonté de faire de notre Groupe un partenaire performant et pérenne pour ses clients. La capacité d'adaptation et la détermination familiale ont permis de traverser avec succès deux cent cinquante ans d'histoire. Les équipes du Groupe se sont approprié le nouveau cap avec énergie. Leur exemplarité est essentielle. Je suis fier de l'avoir partout vue à l'œuvre dans notre Groupe au cours de cette année.

Aujourd'hui, le Groupe Edmond de Rothschild est en ordre de marche pour faire face aux défis d'un environnement économique complexe et mobile. Je suis convaincu que nos clients perçoivent la sérénité et l'optimisme que suscite cette évolution. C'est pour eux que nous sommes mobilisés. C'est d'abord à eux que reviendront tout naturellement les fruits de nos efforts.



Christophe de Backer

# 2012, une bonne année... finalement

Politiquement, la réélection du Président Barack Obama aura fait passer au second plan la défaite de Nicolas Sarkozy et la transition à la tête de l'Etat en Chine, ainsi que le retour des conservateurs du parti libéral démocrate au Japon. Contrairement aux attentes, l'année aura été assez calme et la stabilité aura prévalu.

Car, même si l'une des premières sources de risque systémique demeure l'Europe, l'élection de François Hollande à un moment particulièrement critique – l'intégrité de la zone Euro étant alors menacée – n'aura en fait pas eu d'impact majeur. En effet, faisant preuve de pragmatisme et conscient que sans la volonté de l'Allemagne rien n'est possible en Europe, le nouveau Président français s'est rangé aux vues germaniques, après avoir tout de même obtenu un réaménagement de la politique économique européenne, pour y inclure un volet sur la croissance et pouvoir ainsi clamer que l'austérité n'est pas un programme.

De l'autre côté de l'Atlantique, jamais un Président n'a été réélu avec un bilan économique aussi mitigé. Dans une Amérique profondément divisée et durement touchée par la crise du crédit, la reconduction de Barack Obama n'allait pas de soi. Et pourtant, force est de reconnaître qu'il a fait preuve non seulement d'un certain volontarisme, mais aussi de pragmatisme durant son premier mandat. Alors que le secteur privé n'investissait plus et que la consommation privée était soumise à une forte pression, Barack Obama a maintenu le rythme des dépenses de l'Etat fédéral, sans vraiment se soucier de l'accroissement des déficits ; ce que ses adversaires politiques ont dénoncé sans cesse. Le plafond de la dette a dû être relevé à deux reprises, provoquant remous et tractations incertaines... Dans ce cadre, Ben Bernanke, le Président de la Réserve Fédérale, a représenté un allié de taille : expert de la Grande Dépression des années 1930 et résolu à ne pas reproduire les erreurs de politique monétaire de l'époque, il a activement participé à stabiliser l'économie américaine.

## Les banques centrales, pivots de la croissance

Ardent défenseur du «laisser-faire» économique, Milton Friedman, prix Nobel d'Economie 1976 et l'un des économistes les plus écoutés du XX<sup>e</sup> siècle, disait que «l'inflation des Etats-Unis se crée à Washington et nulle part ailleurs». Selon lui, c'est la Banque Centrale qui produit trop de monnaie et ainsi enclenche le processus inflationniste.

Aujourd'hui, en privilégiant la stabilité d'un système perclus de dettes de qualité souvent douteuses, les banques centrales font fi des préceptes de celui qui a démontré que l'inflation trouve sa source dans la monétisation de la dette publique. Une forte remontée des taux est donc à craindre si les liquidités devaient être retirées. Ainsi la FED aura de la peine à revenir à une politique monétaire conventionnelle.

L'année 2012 a été caractérisée par la montée en puissance des banquiers centraux et aura marqué un nouveau tournant au niveau de la conduite des affaires monétaires. Tandis qu'en Europe le fameux «whatever it takes!» de Mario Draghi, Président de la Banque Centrale Européenne (BCE), a démontré le changement de paradigme de la BCE – qui a désormais la possibilité d'acheter, de manière illimitée, la dette de pays en difficulté si ces derniers demandent une aide –, la Réserve Fédérale a également opté pour des mesures drastiques et non conventionnelles, liées à la réalisation de variables économiques-cibles, ici, un taux de chômage inférieur à 6,5 %.

L'objectif principal de ces changements majeurs était de convaincre les marchés que les banques centrales offrent un véritable filet de sécurité et qu'elles sont prêtes à maintenir le pied sur l'accélérateur, tant que les économies ne se sont pas sorties de la crise. Le pari semble fonctionner : même si la récession sévit toujours en zone Euro avec un taux de chômage record, le processus d'apaisement a été entamé. Les effets du programme baptisé «Outright Monetary Transactions» (OMT) lancé par la BCE en septembre 2012 et de la volonté affichée des politiques de préserver la zone Euro se sont fait ressentir tout au long du dernier trimestre de l'année, atténuant les inquiétudes liées au sort de l'Europe et faisant mentir ceux qui avaient parié sur sa désintégration.

Ainsi, « l'effet d'annonce » de la BCE a suffi à rassurer les marchés. Parallèlement à cela, l'Europe, mise sous forte pression, a fait d'importants pas vers plus de cohésion sur le front politique en parvenant notamment à un accord sur la première étape de l'union bancaire.

La question demeure pourtant : saura-t-on sortir de ces politiques économiques et monétaires pour le moins non conventionnelles ? Si oui, comment et à quel risque ? Car il ne fait aucun doute que le plus important défi à relever sera de normaliser les taux sans pour autant plonger les économies en récession.

## L'inflation est déjà là...

Malgré nos craintes de perte de contrôle, l'inflation est bel et bien déjà présente... sur les marchés financiers. Bien loin des pronostics initiaux et des inquiétudes liées aux problèmes structurels des économies développées, l'année 2012 aura été une année exceptionnelle, puisque l'ensemble des classes d'actifs a progressé.

La stratégie des banques centrales a fonctionné et leur détermination à maintenir les taux réels en territoire négatif a bel et bien incité les investisseurs à investir leurs liquidités. Pour la première fois depuis plus de quarante ans, le rendement des dividendes en Europe est largement supérieur aux rendements des obligations d'entreprises. En outre, les bilans des grandes entreprises sont en général sains et leurs cash-flows importants – gages de pérennité de leurs dividendes, voire de leur accroissement – devraient permettre de maintenir cet écart. Enfin, la qualité « d'actifs sans risque » – traditionnellement reconnue aux obligations souveraines de type « AAA » – ayant quasiment disparu depuis l'éclatement de la crise de la dette, tout semble pousser les investisseurs vers les actions dont les cours devraient continuer de progresser à la hausse, par manque d'alternative, via une expansion du multiple cours/bénéfices.

Après trente ans de baisse des taux et donc de hausse des prix, 2012 pourrait bien avoir été le feu d'artifice final pour les amateurs d'obligations d'échéances longues. Pour ne

prendre qu'un exemple, l'année écoulée restera certainement dans l'Histoire financière du XXI<sup>e</sup> siècle, comme celle où les obligations d'Etat ont atteint leur rendement le plus bas et notamment l'emprunt du trésor américain à dix ans, qui a atteint son plus bas historique le 25 juillet 2012 à 1,38 %.

Les pays émergents ont également réalisé une année solide, en ce qui concerne la dette. En effet, ils ont continué à bénéficier de meilleurs fondamentaux que les pays développés, d'une croissance plus soutenue, de balances commerciales et de ratios d'endettement nettement plus favorables. En outre, l'économie chinoise ne s'est pas effondrée et réaccélère en début d'année 2013. Enfin, le crédit et en particulier les obligations « risquées » ont délivré des rendements très élevés, performance difficile à renouveler à l'avenir dans les mêmes proportions.

L'or aurait pu en profiter pour atteindre de nouveaux records, l'environnement lui étant particulièrement favorable, les taux réels n'ayant rarement été aussi négatifs. Cependant même si la performance 2012 du métal jaune aura été positive pour la douzième année consécutive (+7,1 %), le début d'année 2013 est décevant et l'on retrouve des prix similaires à juillet 2011. Il s'agit probablement d'une pause dans une tendance haussière, car les fondamentaux qui favorisent une hausse des cours sont toujours en place.

## De la nécessité de devenir modeste

Bien que les stratégies monétaires agressives et non conventionnelles des économies développées – euphémisme qui permet de ne pas mentionner la monétisation de la dette publique – semblent porter leurs fruits, il est grand temps pour les Etats occidentaux et particulièrement au Japon et en Europe de devenir modestes.

En effet, ils ne pourront faire l'économie des réformes nécessaires et devront se résigner à vivre à nouveau selon leurs moyens. Il leur faudra donc redéfinir le rôle de l'Etat, que ce soit au niveau de la redistribution des richesses produites, de l'éducation ou des investissements. Les systèmes de

protection sociale actuels ne prennent en compte ni le vieillissement de la population ni la démographie déclinante. Des ajustements importants devront donc être décidés. Les promesses des systèmes actuels de retraite seront revues à la baisse, les caisses de pension ne pouvant honorer leurs engagements dans le présent contexte. Il faudra donc, à terme, cotiser davantage et travailler plus longtemps. Un transfert des charges des Etats vers les ménages sera également nécessaire et passera entre autres par une «privatisation» de la solidarité: certaines prestations qui sont aujourd'hui généralement offertes, comme par exemple la prise en charge des personnes âgées, pourra dans le futur incomber aux familles.

## Le salut pourrait venir d'un « new deal » américain

En dehors de ces ajustements nécessaires, notre salut pourrait, une fois encore, venir des Etats-Unis. En effet, la population y est plus jeune qu'en Europe et le pays bénéficie d'une démographie positive, aidée en cela par l'immigration.

Par ailleurs, une révolution industrielle (sorte de « new deal » du XXI<sup>e</sup> siècle) est en cours dans les domaines énergétique et industriel. Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), les Etats-Unis deviendront en effet le premier producteur de pétrole de la planète vers 2020 et un exportateur net de brut autour de 2030, leur permettant ainsi de ne plus importer d'énergie, grâce à l'essor de la production de gaz et de pétrole de schiste. Par ailleurs, après avoir subi de plein fouet les effets de la crise du crédit, les salaires américains ont chuté, alors même qu'ils augmentaient fortement en Asie et notamment en Chine. Ce regain de compétitivité du marché de l'emploi devrait ainsi pousser certaines entreprises à rapatrier sur le sol américain une partie de leur production jusqu'alors délocalisée. Si ce processus se confirme, il ne manquera pas de soutenir plus encore l'emploi et la croissance.

Ainsi, le déficit de la balance commerciale américaine devrait poursuivre sa baisse, ce qui sera positif pour le dollar. A terme, les Etats-Unis pourraient donc redevenir le moteur principal de l'économie mondiale, ce qui sera une excellente nouvelle pour l'Europe en particulier et pour la planète en général.

Go America, go.

Jean-Sylvain Perrig  
*Chief Investment Officer*

# Organes de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève

## Conseil d'Administration

### **Président**

Baron Benjamin de Rothschild

### **Vice-Présidente**

Baronne Benjamin de Rothschild

### **Secrétaire**

Manuel Dami<sup>1)</sup>  
Jean Laurent-Bellue<sup>2)</sup>

### **Membres**

John Alexander<sup>1)</sup>  
Luc Argand  
Walter Blum Gentilomo<sup>1)</sup>  
Michel Cicurel<sup>3)</sup>  
Rajna Gibson Brandon<sup>2)</sup>  
François Hottinger  
Klaus Jenny  
Veit de Maddalena  
Claude Messulam<sup>2)</sup>  
Jacques-André Reymond  
E. Trevor Salathé  
Guy Wais<sup>1)</sup>

## Comité du Conseil d'Administration<sup>4)</sup>

### **Président**

Baron Benjamin de Rothschild

### **Vice-Président**

E. Trevor Salathé

### **Secrétaire**

Manuel Dami

### **Membres**

John Alexander  
Michel Cicurel  
Klaus Jenny

## Comité d'Audit<sup>5)</sup>

Klaus Jenny  
Jacques-André Reymond  
Jean Laurent-Bellue<sup>2)</sup>  
E. Trevor Salathé

## Audit interne

### **Directeurs**

François Maendly  
Maurice Moser

### **Directeurs adjoints**

Serge Cochet  
Dan Protti  
Philippe Rebmann

## Organe de révision

PricewaterhouseCoopers S.A.

<sup>1)</sup> = jusqu'au 26 avril 2012

<sup>2)</sup> = depuis le 26 avril 2012

<sup>3)</sup> = jusqu'au 9 novembre 2012

<sup>4)</sup> = réuni pour la dernière fois le 23 février 2012

<sup>5)</sup> = au 31 décembre 2012



# Gouvernement d'entreprise

<b>16</b>	Introduction	<b>38</b>	Droits de participation des actionnaires
<b>17</b>	Structure du Groupe et actionariat	<b>39</b>	Prise de contrôle et mesures de défense
<b>19</b>	Structure du capital	<b>40</b>	Organe de révision
<b>21</b>	Conseil d'Administration	<b>41</b>	Politique d'information
<b>30</b>	Direction générale		
<b>35</b>	Rémunérations, participations et prêts		



# Le gouvernement d'entreprise

## Introduction

La Fédération des entreprises suisses, economiesuisse, a publié en date du 25 mars 2002 le Code suisse de bonne pratique, qui contient des standards en matière de gouvernement d'entreprise. Il s'agit de recommandations et non de règles juridiques obligatoires. Ce code est destiné en premier lieu aux sociétés cotées en Suisse.

La Directive actuelle de SIX Swiss Exchange (SIX) sur l'information relative au gouvernement d'entreprise (DCG) du 29 octobre 2008 est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009. La SIX l'a édictée en se fondant sur l'article 8 de la Loi fédérale sur les Bourses et le commerce de Valeurs Mobilières (LBVM), ainsi que sur les articles 1 à 6 et 49 et suivants du règlement de cotation (RC). Elle couvre la communication de sujets concernant le gouvernement d'entreprise. Elle s'applique notamment à tous les émetteurs dont le siège est en Suisse et dont des droits de participation sont cotés à la SIX.

Les principales préoccupations à l'origine de ces codes de conduite sont liées à la limitation des risques économiques, ainsi qu'à la réputation et à la responsabilité de l'entreprise. Le gouvernement d'entreprise est composé d'un ensemble de principes visant à assurer – dans l'optique de la protection des actionnaires – la transparence, la clarté dans l'information et l'équilibre entre la direction et le contrôle de l'entreprise à l'échelon le plus élevé, tout en respectant le pouvoir décisionnaire et l'efficacité.

Les principales informations requises par la DCG entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009 figurent dans les pages suivantes, avec des renvois à d'autres textes disponibles dans le présent rapport ou, s'agissant des statuts (les « Statuts ») et du Règlement interne (le « Règlement interne ») de la Banque, sur le site [www.edmond-de-rothschild.ch/Nous découvrir/Relations actionnaires - Documents légaux](http://www.edmond-de-rothschild.ch/Nous_découvrir/Relations_actionnaires_Documents_légaux).

# 1. Structure du Groupe et actionnariat

## 1.1. Structure du Groupe

### 1.1.1. Présentation de la structure opérationnelle du Groupe

#### Conseil d'Administration

##### **Président**

Baron Benjamin de Rothschild

##### **Vice-Présidente**

Baronne Benjamin de Rothschild

##### **Secrétaire**

Manuel Dami<sup>1)</sup>

Jean Laurent-Bellue<sup>2)</sup>

##### **Membres**

John Alexander<sup>1)</sup>

Luc Argand

Walter Blum Gentilomo<sup>1)</sup>

Michel Cicurel<sup>3)</sup>

Rajna Gibson Brandon<sup>2)</sup>

François Hottinger

Klaus Jenny

Veit de Maddalena

Claude Messulam<sup>2)</sup>

Jacques-André Reymond

E. Trevor Salathé

Guy Wais<sup>1)</sup>

#### Comité Exécutif

##### **Président et Directeur**

Claude Messulam<sup>1)</sup>

Christophe de Backer<sup>2)</sup>

##### **Vice-Président et Directeur Général adjoint**

Sylvain Roditi<sup>4)</sup>

Manuel Leuthold<sup>2)</sup>

##### **Membres**

Jean-Pierre Pieren<sup>1)</sup>

*Directeur général adjoint*

Luc Baatard

*Responsable des marchés*

Frédéric Binggeli

*Chef de groupe Gestion privée*

Alexandre Col

*Responsable de la Gestion d'actifs*

Philippe Currat

*Secrétaire général*

Michel Lusa

*Chef de groupe Gestion privée,*

*directeur ad intérim de la*

*Gestion privée*<sup>5) 6)</sup>

Martin Leuthold

*Directeur financier*

Bernard Schaub

*Chef de groupe Gestion privée*

De plus amples informations concernant les organes précités peuvent être consultées aux pages 21 et suivantes du présent Rapport annuel pour le Conseil d'Administration puis 30 et suivantes pour le Comité Exécutif.

**Début 2013, la composition du Comité Exécutif a été modifiée et mise en ligne sur notre site Internet.**

**[www.edmond-de-rothschild.ch/](http://www.edmond-de-rothschild.ch/)  
Nous découvrir / Communiqués de presse**

#### Audit interne

##### **Directeurs**

François Maendly

Maurice Moser

#### Organe de révision

PricewaterhouseCoopers S.A.

<sup>1)</sup> = jusqu'au 26 avril 2012

<sup>2)</sup> = depuis le 26 avril 2012

<sup>3)</sup> = jusqu'au 9 novembre 2012

<sup>4)</sup> = jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2012

<sup>5)</sup> = dès le 1<sup>er</sup> juin 2012

<sup>6)</sup> = l'arrivée d'Hervé de Montlivault comme Directeur général adjoint, en charge de la Gestion privée, a été annoncée par voie de communiqué de presse le 19 février 2013 (voir notre site)

### 1.1.2./1.1.3. Structure juridique du Groupe

Les sociétés du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild, consolidées par intégration globale, sont indiquées aux pages 52 à 55 du présent Rapport.

## 1.2. Actionnaires importants (au 31.12.2012)

	Nominal (milliers de CHF)	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
<b>Actionnaires importants</b>			
Edmond de Rothschild Holding S.A. <sup>(1)</sup>	36'379,5	80,8	86,7
Rothschild Holding AG, Zürich <sup>(2)</sup>	3'800,0	8,4	9,4

(1) La totalité du capital-actions de Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild. La Baronne Edmond de Rothschild détient 17 % du capital (6,77 % des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 66,33 % (89,84 % des voix). Les états financiers d'Edmond de Rothschild Holding S.A. sont à disposition sur demande écrite adressée à la société (case postale 5254, 1211 Genève 11).

(2) Rothschild Holding AG, Zurich est détenu par les personnes/entités suivantes : 1) Eric de Rothschild, Paris ; 2) David de Rothschild, Paris ; 3) Alexandre de Rothschild, Paris ; 4) Stéphanie Lifford de Buffévent, Paris ; 5) Louise de Rothschild, Paris ; 6) Financière de Tournon SAS, Paris ; 7) Financière de Reux SAS, Paris ; 8) Béro SCA, Paris ; 9) Ponthieu Rabelais SAS, Paris ; 10) Integritas Investments B.V., Amsterdam ; 11) Rothschild Trust (Schweiz) AG, Zürich ; 12) A.Y.R.E. Corporation (1972) Limited, Amsterdam ; 13) Edouard de Rothschild, Paris ; 14) Holding Financier Jean Goujon SAS Paris, (ensemble les personnes/entités précitées constituent le « RCSAS-Group ») ; 15) Rothschild Concordia SAS, Paris ; 16) Philippe de Nicolay, Paris ; 17) Olivier Pécoux, Paris ; 18) François Henrot, Paris ; 19) Compagnie Financière Martin-Maurel S.A., Marseille ;

20) Eranda Foundation, UK ; 21) PO Gestion SAS, Paris ; 22) PO Commandité SAS, Paris (ensemble les entités 1), 2), 3), 6), 8), 9), 13) à 22) constituent le « PO-Group » ; Rothschild Holding AG, Zurich détient ensemble 20000 actions nominatives et 3598 actions au porteur de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, représentant au total 8,4 % du capital et 9,4 % des droits de vote.

Rothschild Holding AG, Zurich détient une majorité de contrôle dans Rothschild Concordia SAS, Paris, laquelle contrôle Concordia Holding SARL Paris. Concordia Holding contrôle Rothschild Concordia AG, Zug, qui à son tour détient une majorité de contrôle dans Rothschilds Continuation Holdings AG, Zug. Rothschilds Continuation Holdings AG contrôle Rothschild Holding AG, Zurich, qui détient une participation directe dans la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève.

Au cours de l'exercice sous revue, la Banque a, conformément à l'article 20 al. 1 de la Loi sur les Bourses et Valeurs Mobilières (LBVM), annoncé les changements intervenus au sein du Groupe Rothschild Holding AG, notamment dans la composition du RCSAS-Group, rejoint par Edouard de Rothschild et la Holding Financier Jean Goujon.

## 1.3. Participations croisées (au 31.12.2012)

	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital (en %)	Taux de participation à l'ensemble des voix (en %)
<b>Participations croisées</b>			
Rothschild Holding AG, Zürich	10'161	9,5	9,5

## 2. Structure du capital

### 2.1. Capital

	Valeur nominale (milliers de CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers de CHF)
<b>Capital social</b>			
Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.– nominal	20'000	200'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.– nominal	25'000	50'000	25'000
<b>Total du capital social</b>	<b>45'000</b>		

### 2.2. Indications spécifiques concernant le capital autorisé et conditionnel

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. ne possède pas de capital conditionnel ni de capital autorisé.

### 2.3. Modification du capital

	2012	2011	2010	2009
	(milliers de CHF)			
<b>Capital social</b>	<b>45'000</b>	<b>45'000</b>	<b>45'000</b>	<b>45'000</b>
200'000 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.– nominal	20'000	20'000	20'000	20'000
50'000 actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.– nominal	25'000	25'000	25'000	25'000

### 2.4. Actions et bons de participation

Les 200'000 actions nominatives de CHF 100.– non cotées et les 50'000 actions au porteur de CHF 500.– cotées (capitalisation boursière au 31.12.2012 : CHF 1,501 milliard) auprès de la SIX (Code ISIN CH0001347498 et numéro de valeur 134749TK) ont droit, proportionnellement à leur valeur nominale, aux mêmes droits patrimoniaux, conformément à l'article 7, alinéas 2 et 3 des Statuts. Les actions nominatives et au porteur sont entièrement libérées.

action donne droit à une voix, quelle qu'en soit la valeur nominale (Art. 15 al. 1 des Statuts). Toujours en matière de droits sociaux, l'article 18 des Statuts stipule à son alinéa 4 que chaque groupe d'actionnaires (actions au porteur et nominatives) a le droit d'exiger un représentant au moins de son choix au Conseil d'Administration.

Les actions nominatives, liées aux termes de l'article 6, alinéas 5 et 6 des Statuts, bénéficient de droits sociaux privilégiés en ce sens qu'à l'Assemblée générale, chaque

## 2.5. Bons de jouissance

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. n'a pas émis de bons de jouissance.

## 2.6. Restrictions de transfert et inscriptions des « nominees »

### 2.6.1. Restrictions de transfert et dispositions régissant l'octroi de dérogations

L'autorisation d'exercer le droit de vote, ainsi que les droits y afférents des actionnaires et des usufruitiers des actions nominatives, présuppose la reconnaissance de la qualité d'actionnaire par le Conseil d'Administration et l'inscription en tant que telle dans le registre des actions.

Au terme de l'article 6 al. 5 des Statuts, le Conseil d'Administration peut refuser le transfert d'actions nominatives ou la constitution d'usufruit sur celles-ci, en invoquant un juste motif eu égard au but social ou à l'indépendance économique de la société, notamment le maintien de son caractère familial.

### 2.6.2. Motifs de l'octroi de dérogations pendant l'exercice

Aucune dérogation n'a été octroyée durant l'exercice sous revue et aucune demande dans ce sens n'a été formulée.

### 2.6.3. Admissibilité des inscriptions de « nominees »

Il n'existe pas de dispositions dérogeant aux dispositions statutaires mentionnées au point 2.6.1. (Art. 6 des Statuts) concernant l'inscription de « nominees ».

### 2.6.4. Procédure et conditions auxquelles les restrictions de transfert peuvent être levées

Toute modification des dispositions statutaires relatives aux restrictions de transfert des actions nominatives (Art. 6 des Statuts) doit être approuvée au minimum par deux tiers des

voix représentées à l'Assemblée générale et par la majorité absolue des valeurs nominales des actions représentées (Art. 15 al. 6 des Statuts et 704 al. 1 CO).

## 2.7. Emprunts convertibles et options

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. n'a pas émis d'emprunts convertibles ni d'options.

# 3. Conseil d'Administration

## 3.1. Membres du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend onze <sup>1)</sup> membres qui n'exercent, conformément à la pratique bancaire, aucune fonction exécutive au sein de l'entreprise, étant précisé que certains exercent ou ont exercé une fonction de direction dans le Groupe.

### Baron Benjamin de Rothschild Président, Français, 1963

#### Formation

1984 Master en Business and Management, Pepperdine University, California (US)

#### Parcours professionnel

1985 BP, Londres

1985-1987 Groupe LCF Rothschild, Genève et Paris (devenu Groupe Edmond de Rothschild)

1989 Fondation de la Compagnie Benjamin de Rothschild – *Président*

#### Fonction actuelle

Depuis 1997 Président du Groupe Edmond de Rothschild

#### Mandats d'administrateur

Président de :

- Edmond de Rothschild Holding S.A. (Suisse)
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny S.A. (Suisse)
- Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. (Suisse)
- Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A. (Suisse) (*jusqu'au 01.05.2012*)
- Banque Privée Edmond de Rothschild Europe (Luxembourg)
- La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A. (Suisse)
- The Caesarea Edmond Benjamin de Rothschild Development Corporation Ltd (Israël)
- The Edmond de Rothschild Foundation (USA)

Président du Conseil d'Administration de Edmond de Rothschild S.A. (*préalablement Président du Conseil de surveillance jusqu'au 23.05.2012*)

Administrateur de :

- Banque de Gestion Edmond de Rothschild Monaco (Monaco) (*jusqu'au 01.05.2012*)
- La Compagnie Fermière Benjamin et Edmond de Rothschild S.A.
- La Compagnie Vinicole Baron Edmond de Rothschild S.A.
- Rothschild Continuation Holdings A.G. (Suisse)
- La Compagnie Générale Immobilière de France (Cogifrance)
- EBR Ventures

Président du Conseil de surveillance de la Société Française des Hôtels de Montagne (S.F.H.M.)

Membre du Conseil de surveillance des Domaines Barons de Rothschild (Lafite).

### Baronne Benjamin de Rothschild Vice-Présidente, Française, 1965

#### Formation

1984 Baccalauréat à Kinshasa (Zaire) – Académie de Nantes

1988 BBA en Finance, Pace University, New York

1990 MBA en Gestion financière, Pace University, New York

#### Parcours professionnel

1988-1990 Analyste financier, puis cambiste à la Société Générale, Australie et New York

1990-1995 Cambiste, AIG, New York. Lancement de la filiale de Paris et développement des activités de marché en Europe

#### Mandats d'administrateur

Présidente de :

- BeCitizen S.A.S. (Paris) (*jusqu'à fin février 2012*)
- EDR Communication
- Administration et Gestion S.A.

Vice-Présidente du Conseil d'administration de :

- Edmond de Rothschild S.A. (*préalablement Vice-Présidente du Conseil de Surveillance jusqu'au 23.05.2012*)
- Banque Privée Edmond de Rothschild Europe (Luxembourg)
- OPEJ

Vice-Présidente du Conseil de surveillance de la Société Française des Hôtels de Montagne (S.F.H.M.)

Vice-Présidente Honoraire de RIT Capital Partners (Londres)

Administrateur de :

- Edmond de Rothschild Holding S.A. (Suisse)
- Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Pregny S.A. (Suisse)
- Baron et Baronne Associés (Holding de la S.C.B.A. Société Champenoise des Barons Associés)
- Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. (Suisse)
- LCFR Banque (Paris)

Membre du Conseil de surveillance de :

- SIACI Saint-Honoré
- Milestone

<sup>1)</sup> = au 31 décembre 2012

Jean Laurent-Bellue <sup>1)</sup>  
**Secrétaire, Français, 1951**

#### Formation

1974 Institut d'Etudes Politiques de Paris  
1975 Licence es Lettres et Maîtrise de droit  
1977 MBA HEC

#### Parcours professionnel

1978-1980 Groupe Compagnie du Midi, Attaché de Direction  
1980-1987 Institut de Développement Industriel (IDI), contrôleur de gestion puis chargé de mission sur des dossiers de prises de participations industrielles et de gestion de portefeuille de participations  
1987-1999 Groupe Crédit Commercial de France : différentes fonctions dans les métiers de Corporate Finance et de Private Equity :  
– 1987-1999 : Responsable des opérations d'investissement  
– 1993 : Directeur général de Nobel, Directeur Central du CCF et membre du Comité de Direction de la banque  
– 1994-1998 : Responsable du Corporate Finance, à Paris et à Londres (Charterhouse Bank)  
– 1998-1999 : Responsable du Private Equity, à Paris et à Londres (Charterhouse Development Capital)  
2000-2004 Groupe Crédit Lyonnais, membre du Directoire  
2004 Groupe LCF Edmond de Rothschild (devenu Groupe Edmond de Rothschild) en tant que membre du Directoire de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque et Président du Directoire de Edmond de Rothschild Corporate Finance  
2009-2011 Rejoint le Directoire de la Compagnie Financière Saint Honoré en tant que Secrétaire général et Président du Conseil de Surveillance d'Edmond de Rothschild Corporate Finance

#### Fonctions actuelles

Depuis janvier 2011 Edmond de Rothschild Holding à Genève, Secrétaire général Groupe  
Banque Privée Edmond de Rothschild, Genève, Administrateur et Membre du Conseil de Surveillance de EDR S.A., Paris

#### Autres mandats

Depuis 1999 Administrateur et Membre du Conseil de Surveillance KPMG Associés  
Depuis 2005 Administrateur et Membre du Conseil de Surveillance de KPMG S.A. et KPMG ASSOCIES (S.A.)  
Depuis 2008 Membre du Conseil de Surveillance d'Edmond de Rothschild Private Equity Partners

Manuel Dami <sup>1)</sup>  
**Secrétaire, Suisse, 1930**

John Alexander <sup>1)</sup>  
**Membre, Britannique, 1941**

Luc J. Argand  
**Membre, Suisse, 1948**

#### Formation

1968 Obtention de la Maturité Classique (Collège Calvin)  
1968-1972 Université de Genève  
1972 Obtention de la Licence en Droit  
1972-1974 Stage d'avocat à l'étude de Me Antoine Hafner, Genève  
1974 Obtention du Brevet d'avocat  
1976 Obtention du « Master Degree of Business Administration » (INSEAD)

#### Parcours professionnel et fonctions actuelles

1977-1981 *stages :*  
Compagnie Financière Benjamin & Edmond de Rothschild, Goldman Sachs, New York, NMR, Londres  
*emploi :*  
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève  
1982 à ce jour Associé à l'Etude de Pfyffer & Associés, Genève  
Depuis 1986 Administrateur de la Banque Morval S.A., Genève  
1993 à ce jour Administrateur de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève  
Administrateur de la Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Genève  
Administrateur de la Holding Benjamin et Edmond de Rothschild, Pregny  
1996-1998 Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Genève  
1990 à ce jour Arbitre au Tribunal Arbitral du Sport à Lausanne  
1998-2007 Membre du Conseil Supérieur de la Magistrature à Genève  
2004 à ce jour Président de la Commission de Surveillance des Notaires genevois  
2005-2011 Président du Salon de l'Automobile de Genève  
Depuis 2007 Président du Conseil d'Administration de la Banque Syz & Co S.A., Genève

Walter Blum Gentilomo <sup>1)</sup>  
**Membre, Suisse, 1941**

Michel Cicurel <sup>1)</sup>  
**Membre, Français, 1947**

Rajna Gibson Brandon <sup>1)</sup>  
**Membre, Suisse, 1962**

#### Formation

1987 Doctorat en Sciences économiques et sociales (Spécialisation en finance), Université de Genève  
1982 Licence en Sciences commerciales et industrielles (Business administration), Université de Genève

#### Expérience académique

Depuis 2009 Directrice du Finance Research Institute, Université de Genève  
Depuis 2008 Professeure de finance à l'Université de Genève et détentrice d'une Chaire du Swiss Finance Institute  
Depuis 2006 Directrice de recherche au Swiss Finance Institute (SFI)  
Depuis 2001 Directrice et Directrice adjointe du National Centre of Competence in Research, Financial Valuation and Riks Management (FINRISK)  
2000-2008 Professeure de finance au Swiss Banking Institute, Université de Zurich  
1991-2000 Professeure de finance à l'Ecole des HEC, Université de Lausanne  
1993-1997 Directrice du Master in Banking and Finance, Ecole des HEC, Université de Lausanne

#### Autorité de surveillance

1997-2004 Membre de la Commission Fédérale des Banques  
1995-1996 Membre de la Commission des OPA

#### Mandat d'administrateur

Depuis 2000 Membre du Conseil d'administration de Swiss Re

François Hottinger  
**Membre, Suisse, 1943**

#### Formation

1965 Cours de banque de l'AFB à la Sorbonne  
1966-1967 Stagiaire à la BNP (ex BNCI), Paris  
1967-1968 Banque Hottinguer & Cie Paris, employé au Service commercial  
1968 Stagiaire à la Banque Baring Bros, Londres

#### Parcours professionnel

1969-1992 Associé gérant Banque Hottinguer & Cie, Zurich  
1975-1990 Associé gérant Banque Hottinguer & Cie, Paris  
1992-2008 Associé gérant J.F.E. Hottinger & Co, Zurich

#### Fonctions actuelles

Depuis 1970 Administrateur de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève  
Depuis 1992 Administrateur de Hottinguer Corporate Finance S.A., Paris (ex Jean-Philippe Hottinguer Corporate Finance S.A., Paris)  
Depuis 1992 Administrateur de Messieurs Hottinguer Gestion Privée S.A., Paris (ex Jean-Philippe Hottinguer Gestion Privée S.A., Paris)  
Depuis 1995 Administrateur de Bolux Sicav, Luxembourg  
Depuis 1998 Président du Conseil de surveillance de Banque Hottinguer, Paris (ex Banque Jean-Philippe Hottinguer & Cie, Paris)  
Depuis 2009 Associé commanditaire J.C.E. Hottinger & Co, Zurich

Klaus Jenny  
**Membre, Suisse, 1942**

#### Formation

1967 Licence en Sciences économiques, mention banque (Université de Saint-Gall)  
1973 Doctorat en Sciences économiques (Université de Saint-Gall)  
1975 Brevet d'Avocat, canton de Glaris  
1986 Program for Senior Executives (Massachusetts Institute of Technology)

#### Parcours professionnel

1972 à 1998 Crédit Suisse / CREDIT SUISSE GROUP à partir de 1987  
Membre de la Direction Générale  
Membre du Comité de la Direction Générale  
Member Executive Board CREDIT SUISSE GROUP  
CEO Credit Suisse Private Banking  
Depuis 1999 Activités indépendantes dans le domaine des finances pour entreprises, institutionnelles et privées

<sup>1)</sup> = depuis le 26 avril 2012

<sup>1)</sup> = voir mention page 25



### Mandats d'administrateur

Depuis 2000	Maus Frères S.A.
Depuis 2001	Téléverbier S.A.
Depuis 2009	Assivalor S.A.
Depuis 2009	Edmond de Rothschild Holding S.A.
Depuis 2010	Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. (Divers autres mandats d'administrateur de sociétés de moindre importance et mandats au sein de Conseils de fondations à but caritatif)

### Veit de Maddalena

#### Membre, Suisse, 1967

#### Formation

1988-1994	Université de Berne <i>licentiatus rerum politicarum – Business Administration</i>
1998-1999	London Business School, Londres Masters en science et en finance

#### Parcours professionnel

1994-1995	Credit Suisse, Chiasso – Assistant du Directeur régional
1996	Credit Suisse Private Banking, Lugano – Assistant d'un membre de la direction générale, CSPB
1997-1998	Credit Suisse Private Banking, Londres – Responsable de la gestion clientèle
1999-2002	Credit Suisse (Monaco) SAM, Monaco – Président-Directeur général Membre du Comité de gestion Market Group 2 Credit Suisse Private Banking
2003-2006	Credit Suisse Trust Group – Président-Directeur général Membre du Comité de gestion de la division Private Banking International
2006-2007	Rothschild Bank AG, Zürich – Président-Directeur général

#### Fonction actuelle

Depuis 2008	Rothschild Wealth Management & Trust Président-Directeur général et Membre du Comité de gestion du Groupe
-------------	--

#### Mandats d'administrateur

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
Charles Rodolphe Brupbacher Foundation  
Rothschild Private Trust Holding AG – *Président*  
INSEAD Advisory Council

### Claude Messulam <sup>1)</sup>

#### Membre, Suisse, 1951

#### Formation

1974	Licence es sciences commerciales et industrielles, Université de Genève
1975	Certificat du troisième cycle d'enseignement romand en gestion d'entreprise
1984	Diplôme fédéral d'expert-comptable

#### Parcours professionnel

1974-1976	CETECOM S.A.
1976-1987	Deloitte & Touche
1988-1990	Deloitte & Touche – associé responsable de la révision bancaire en Suisse romande
1991-1993	Directeur, membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild
1994-2000	Directeur général, vice-président du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild
2001-2012	Directeur général, président du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild <sup>2)</sup>

#### Mandats d'administrateur

Depuis le 22.6.2012	Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Pregny S.A., Pregny-Chambésy – <i>Vice-Président</i> Edmond de Rothschild Holding S.A.
Depuis le 26.4.2012	Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
Jusqu'au 25.5.2012	La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Meyrin – <i>Vice-Président</i>
Jusqu'au 24.4.2012	Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano
Jusqu'au 24.4.2012	Banque Privée Edmond de Rothschild Europe S.A., Luxembourg
Jusqu'au 11.5.2012	Banque de Gestion Edmond de Rothschild – Monaco, Monaco
Jusqu'au 3.5.2012	Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd, Nassau – <i>Président</i>
Jusqu'au 20.6.2012	LCF Edmond de Rothschild Limited, Londres – <i>Président</i>
Jusqu'au 25.5.2012	LCF Edmond de Rothschild Prifund, Luxembourg – <i>Président</i>
Jusqu'au 23.5.2012	La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, Paris
Jusqu'au 23.5.2012	Compagnie Financière Saint-Honoré, Paris
Jusqu'en juillet 2012	Rothschild Bank AG, Zürich
Jusqu'en juillet 2012	Rothschild Holding AG, Zürich
Jusqu'au 27.6.2012	Edmond de Rothschild Informatique Genève – <i>Président</i>
Jusqu'au 31.12.2012	Edmond de Rothschild International Funds Ltd (E.D.R.I.F.) Hamilton, Bermudes

<sup>1)</sup> = membre du Conseil d'Administration depuis le 26 avril 2012

<sup>2)</sup> = fonction exercée jusqu'au 26 avril 2012

## Jacques-André Reymond

**Membre, Suisse, 1937**

### Formation

1959	Licence en droit (Université de Genève)
1962	Licence en sciences commerciales (Université de Genève)
1963	Diplôme de droit comparé (Institute of Comparative Law New York University)
1966	Brevet d'avocat (Genève)
1973	Doctorat en droit (Université de Genève)

### Parcours professionnel

1964-1965	Stagiaire chez Shearman & Sterling, New York
1965-1966	Stagiaire chez Helg, Picot, Grandjean (Genève)
1966-1968	Collaborateur à l'Etude Lenz
1968-1996	Collaborateur puis Associé (1972) à l'Etude Sandoz, Mayor, Moreillon & Reymond
1974-1998	Professeur de droit commercial et fiscal, Faculté de droit de l'Université de Genève. Doyen de 1989 à 1993

### Fonctions actuelles

Avocat, professeur honoraire de l'Université de Genève, Membre du Conseil d'Administration de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Membre du Conseil d'Administration d'Edmond de Rothschild Holding S.A., Président du Bureau Edmond de Rothschild Holding S.A., Vice-Président du Comité d'Audit de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

Depuis 1988	Vice-président de la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg
Depuis 1989	Vice-président de la Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Genève
Depuis 1995	Vice-président de Arbinter-Omnivalor S.A., Genève (société absorbée par Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. en 2009)
Depuis 2000	Administrateur, Vice-président du Conseil de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève
Depuis 2000	Administrateur délégué de la Banque de Gestion Edmond de Rothschild, Monaco
Depuis 2008	Administrateur d'Edmond de Rothschild Gestion Monaco – SAM, Monaco

## Guy Wais \*)

**Membre, Suisse, 1942**

A l'exception de Monsieur Claude Messulam, ancien Directeur Général de la Banque, aucun membre du Conseil d'Administration n'a entretenu de relations d'affaires étroites avec l'émetteur ou une société du même groupe.

## E. Trevor Salathé

**Membre, Suisse et Britannique, 1925**

### Formation

1946	Licence en droit (Université de Genève)
1948	Brevet d'avocat au Barreau de Genève
1953	Formation aux métiers de banque, Société Bancaire de Genève

### Parcours professionnel, fonctions actuelles et mandats d'administrateur

1954-1959	Société Bancaire de Genève, Attaché de direction
1959-2000	Administrateur délégué de la Banque Privée S.A., (devenue Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. en 1987)
Depuis 1972	Vice-président de la Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A.
Depuis 1985	Edmond de Rothschild Holding S.A.

\*) Messieurs Manuel Dami, John Alexander, Walter Blum Gentilomo, Michel Cicurel et Guy Wais, administrateurs depuis de longues années au sein de la Banque, ont quitté leurs fonctions en 2012. Leurs données personnelles peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque

[www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch) sous rubrique « Nous découvrir/Bibliothèque/Rapports annuels »

## 3.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Maître Luc Argand est Président de la Commission de Surveillance des Notaires genevois.

## 3.3. Election et durée du mandat

La durée des fonctions des administrateurs est de 3 ans, jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 70 ans dans l'année pendant laquelle leur mandat vient à échéance. Dès cet instant, la durée des fonctions est d'une année. L'âge moyen est actuellement de 62 ans.

La durée du mandat des membres actuels du Conseil d'Administration<sup>1)</sup> est la suivante :

Administrateurs	Membres du Conseil d'Administration depuis	Fin du mandat
Baron Benjamin de Rothschild	1985	2015
Baronne Benjamin de Rothschild	2009	2015
M. Jean Laurent-Bellue	2011	2014
* M. Luc J. Argand	1993	2014
* M <sup>me</sup> Rajna Gibson Brandon <sup>2)</sup>	2012	2015
* M. François Hottinger	1969	2014
* M. Klaus Jenny	2010	2013
* M. Veit de Maddalena	2009	2015
M. Claude Messulam <sup>2)</sup>	2012	2015
* M. Jacques-André Reymond	1996	2013
* M. E. Trevor Salathé	1959	2013

\* Remplissent les critères d'indépendance de la circulaire – FINMA 08/24 « Surveillance et contrôle interne ».

Chaque candidature à la fonction de membre du Conseil d'Administration est soumise individuellement aux suffrages de l'Assemblée générale des actionnaires.

<sup>1)</sup> = état au 31 décembre 2012

<sup>2)</sup> = élu / e lors de l'Assemblée générale ordinaire du 26 avril 2012

## 3.4. Organisation interne

### Le Conseil d'Administration

Le Règlement interne de la Banque, dont une version révisée entrera en vigueur en avril 2013 (*voir p. 27*), prévoit notamment ce qui suit dans sa version actuelle en vigueur :

1. en préambule, la Banque déclare qu'en plus de son activité principale de banque de gestion de fortune et de négociant en valeur mobilière, elle exerce une activité de Maison Mère d'un groupe bancaire et financier tel que défini dans la législation et la réglementation bancaire suisse. Il en résulte un élargissement des tâches et des compétences de chaque organe de la Banque (Art. 2.1. du Règlement interne) ;
2. pour chaque organe, la Banque définit dans son Règlement interne les exigences générales de compétences, d'expérience, de diligence, de disponibilité, de fidélité et d'indépendance (Art. 1.4., 3 et 4 du Règlement interne) ;
3. la Banque rappelle que les membres de ses organes doivent organiser leurs rapports personnels et professionnels de manière à éviter autant que faire ce peut tout conflit d'intérêts avec la Banque et le Groupe bancaire et financier dont elle est la Maison Mère (Art. 3.1.1.7., 3.2.1.6., 3.3.1.6., 3.4.1.5. du Règlement interne) ;
4. tant pour elle-même que pour le Groupe bancaire et financier dont elle est Maison Mère, la Banque élargit les tâches et renforce les compétences du Comité d'Audit (Art. 3.3.2. du Règlement interne), de l'Audit interne (Art. 4 du Règlement interne), de la fonction compliance et de la fonction contrôle des risques (Art. 3.1.2. du Règlement interne) ;
5. la Banque consolide les systèmes de contrôle interne, de gestion de l'information et de reporting (Art. 3.4.2. du Règlement interne), ainsi que de gestion des risques (Art. 2.3.1., 3.1.2., 3.2.2., 3.4.2. du Règlement interne) ;
6. enfin, dans un document annexé au Règlement interne, le Conseil d'Administration de la Banque définit de manière très détaillée sa « Politique des risques de crédit, risques de marché, risques de réputation et risques opérationnels » (Art. 5 et 8 du Règlement interne).

Le Conseil d'Administration, qui se compose de onze membres<sup>1)</sup>, est présidé par le Baron Benjamin de Rothschild. Depuis le 26 avril 2012, la Baronne Benjamin de Rothschild et Monsieur Jean Laurent-Bellue occupent les fonctions<sup>2)</sup> de Vice-Présidente, respectivement de Secrétaire. Le Conseil d'Administration fonctionne comme organe collégial. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante. A titre exceptionnel, les décisions du Conseil d'Administration peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne.

## Les Comités

Conformément aux Statuts et au Règlement interne de la Banque, lui permettant de constituer en son sein divers comités auxquels il peut confier des tâches de surveillance ou de direction supérieure, le Conseil d'Administration dispose d'un Comité d'Audit. Il disposait d'un Comité du Conseil d'Administration que le Conseil a décidé de dissoudre en novembre 2011. Ce Comité s'est réuni pour la dernière fois le 23 février 2012.

### Le Comité du Conseil d'Administration (le Comité du Conseil)

Le Conseil d'Administration déléguait au Comité du Conseil jusqu'à la cessation de son fonctionnement en février 2012, une large part de ses pouvoirs, notamment en matière de crédits et engagements et de contrôle de la gestion de la Banque. Le Comité du Conseil était composé de six membres tous issus du Conseil d'Administration. C'est le Baron Benjamin de Rothschild qui en assumait la Présidence, Monsieur E. Trevor Salathé la Vice-Présidence et Monsieur Manuel Dami le Secrétariat. Les trois autres membres de ce Comité étaient Messieurs John Alexander, Michel Cicurel et Klaus Jenny. Les décisions du Comité du Conseil étaient prises à la majorité absolue des administrateurs présents : en cas d'égalité des voix, celle du Président était prépondérante. A titre exceptionnel, les décisions du Comité du Conseil pouvaient être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne.

Fin 2011, le Conseil d'Administration de la Banque a décidé de dissoudre le Comité du Conseil, appliquant rigoureusement le principe de claire séparation entre fonctions de surveillance et fonctions exécutives. Cette décision a conduit à la refonte du Règlement interne de la Banque.

Ce nouveau Règlement interne, adopté par le Conseil d'Administration de la Banque et approuvé par la FINMA en mars 2013, entrera en vigueur en avril 2013.

Dans l'intervalle, les tâches attribuées au Comité du Conseil ont été réparties entre le Conseil d'Administration et le Comité Exécutif. Dès l'entrée en vigueur du Règlement interne révisé, les tâches du Comité du Conseil seront réallouées, en fonction de leurs compétences, au Conseil d'Administration, au Comité Exécutif et au Comité de rémunération et de nomination (le « Comité de Rémunération ») nouvellement constitué (*voir p. 28*).

En 2012, le Conseil d'Administration s'est réuni sept fois et le Comité du Conseil une fois le 23 février 2012, date de sa dernière réunion. La durée moyenne des séances du Conseil d'Administration est d'une demi-journée. Le Conseil d'Administration de la Banque opère sur la base de dossiers préparés par son secrétariat et le Président du Comité Exécutif (*voir chiffre 3.6.*). Les séances du Conseil d'Administration font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés conjointement par le Président et le Secrétaire. Elles se déroulent selon un ordre du jour fixe qui couvre les sujets suivants : 1. Lecture et approbation du procès-verbal de la séance précédente ; 2. Intervention du Président du Conseil d'Administration ; 3. Finance ; 4. Rapport du Directeur Général ; 5. Intervention des administrateurs indépendants ; 6. Rapport du Chief Operating Officer (COO) ; 7. Rapports du Comité d'Audit ; 8. Divers.

<sup>1)</sup> = au 31 décembre 2012

<sup>2)</sup> = préalablement au 26 avril 2012, ces fonctions étaient occupées par Messieurs E. Trevor Salathé (Vice-Président) et Manuel Dami (Secrétaire)

## Le Comité d'Audit

En vertu du Règlement interne, le Conseil d'Administration a délégué au Comité d'Audit, composé au minimum de trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, notamment ceux d'assurer la liaison entre la société d'audit externe et le Conseil d'Administration en vue de superviser les activités de l'Audit interne, de la fonction compliance et de la fonction contrôle des risques. Le Conseil d'Administration a désigné quatre de ses membres soit Messieurs Klaus Jenny (Président), Jacques-André Reymond (Vice-Président), Jean Laurent-Bellue<sup>1)</sup>, ainsi que E. Trevor Salathé, pour faire partie du Comité d'Audit. Par ailleurs, Monsieur François Maendly, Responsable de l'Audit interne, a été nommé Secrétaire hors Comité.

Les membres précités répondent majoritairement aux exigences d'indépendance, de compétences et d'expérience.

## Le Comité de Rémunération

Dans le cadre de la réorganisation interne de la Banque menée en 2012, le Conseil d'Administration a notamment prévu d'instituer un nouveau Comité de Rémunération (voir chapitre 5).

Le Conseil d'Administration a délégué au Comité de Rémunération, composé au minimum de trois membres tous issus du Conseil d'Administration, une partie de ses pouvoirs, dont l'établissement d'un règlement sur la rémunération, l'approbation de l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque et des membres du Comité Exécutif, sur proposition des organes compétents. Il sera également chargé de préaviser le Conseil d'Administration concernant la nomination et la révocation des membres précités, des membres du Conseil d'Administration et des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque.

Le Conseil d'Administration a désigné quatre de ses membres soit la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente) ainsi que Messieurs Luc J. Argand, Jean Laurent-Bellue (Secrétaire) et Klaus Jenny pour faire partie dudit Comité qui se réunira, dès l'entrée en vigueur du nouveau Règlement interne, au moins deux fois par année.

Les types de compétences essentielles (préparatoires, consultatives et décisionnelles) des Comités précités figurent dans le Règlement interne.

## 3.5. Compétences

Le Conseil d'Administration est l'organe responsable de la Direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la Banque. En vertu de la loi et des Statuts (Art. 22), il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales. En s'appuyant sur ses Comités, il fixe la stratégie générale de la Banque et du Groupe. Il arrête les principes d'organisation, de management et de contrôle et veille à leur application. Il exerce une surveillance consolidée sur l'ensemble des entités suisses et étrangères qui forment le Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild. Le Conseil d'Administration a délégué au Comité Exécutif la gestion quotidienne des affaires sociales de la Banque (voir chapitre 4).

Les compétences du Conseil d'Administration et de ses Comités sont clairement définies dans les Statuts et le Règlement interne de la Banque ([www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch), sous rubrique « Nous découvrir / Relations actionnaires, sous Documents légaux »).

## 3.6. Instruments d'information et de contrôle

### Description du reporting du Comité Exécutif

A chacune des séances du Conseil d'Administration, le Directeur général et/ou le Directeur général adjoint rendent compte des principales décisions prises par le Comité Exécutif, ainsi que des opérations traitées et présentent celles qui sont de la compétence du Conseil d'Administration. Tous deux n'ont qu'une voix consultative.

<sup>1)</sup> = à compter du 26 avril 2012. Préalablement, le Comité d'Audit était composé de cinq membres, à savoir: E. Trevor Salathé (Président), Jacques-André Reymond (Vice-Président), Manuel Dami (Secrétaire), Guy Wais et Klaus Jenny. Messieurs Manuel Dami et Guy Wais n'ont pas sollicité le renouvellement de leur mandat d'administrateur qui a pris fin le 26 avril 2012.

Afin de pouvoir assumer leur devoir de surveillance, les membres du Conseil d'Administration reçoivent à chaque séance, entre autres documents, un rapport d'activité mensuel qui inclut notamment les commentaires du Directeur général, les boucllements mensuels des différentes entités du Groupe avec les comparaisons budgétaires, ainsi que la liste des immobilisations financières et des participations.

De même, à chaque séance, il leur est mis à disposition un rapport trimestriel sur le contrôle des risques contenant entre autres l'état des fonds propres, l'annonce des gros risques, les risques de marché, de taux et de défaillance de contrepartie dans le domaine bancaire, l'état des liquidités, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation. Le Conseil d'Administration a, au surplus, mis en place des instruments de surveillance et de contrôle consolidés qui sont décrits aux pages 64 et suivantes du présent rapport annuel.

En dehors des séances du Conseil d'Administration, le Président et le Vice-Président du Comité Exécutif tiennent régulièrement informé le Président du Conseil d'Administration des principales décisions.

Le Conseil d'Administration peut inviter à ses séances d'autres membres du Comité Exécutif, de la Direction, des collaborateurs, des membres de l'Audit interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

### **Description du système de l'Audit interne**

Conformément à la loi et à la réglementation applicables (Art. 9 al. 4 OB, Art. 20 al. 2 OBVM, cm 9 ainsi que 54 et suivants de la Circulaire FINMA 2008/24), le Conseil d'Administration dispose d'un service d'Audit interne qui lui est hiérarchiquement rattaché. Le Responsable de l'Audit interne est désigné par le Conseil d'Administration sur préavis du Comité d'Audit. Il rapporte cependant directement au Comité d'Audit. Les droits et obligations de l'Audit interne sont définis dans le Règlement interne de la Banque, ainsi que dans la Charte et le code de déontologie de l'Audit interne. L'Audit interne a, par ailleurs, accès à tous les documents de la Banque et des sociétés filiales consolidées dont il assure la révision.

L'Audit interne comprend douze personnes.

Il établit sur une base annuelle, un programme d'audit qui est discuté et approuvé par le Comité d'Audit. La liste détaillée des missions prévues pour l'année en cours est également comprise dans le plan triennal résumant par domaine d'activité, les interventions qui auront lieu les trois années à venir.

Ce programme est discuté également avec la société d'audit externe.

Un rapport distinct est établi pour chaque domaine d'activité audité. Les prises de position de la Direction par rapport à chaque constatation sont incluses dans le rapport avec mention du délai fixé pour la mise en œuvre des mesures proposées. Lors de ses réunions, le Comité d'Audit traite les rapports de l'Audit interne en présence du Responsable de l'Audit interne et décide éventuellement de mesures complémentaires. Le Responsable de l'Audit interne en sa qualité de Secrétaire hors Comité, participe aux séances du Comité d'Audit. Il est par ailleurs appelé dans certains cas à participer aux séances du Conseil d'Administration. Le Président du Conseil d'Administration ou du Comité d'Audit peut, dans certaines circonstances, lui confier des missions spéciales.

La société d'audit externe établit pour sa part un plan d'audit pour chaque exercice qui est soumis au Comité d'Audit pour discussion et mise en œuvre. Le plan d'audit 2012 a été présenté au Comité d'Audit lors de sa séance du 4 septembre 2012. Le Comité d'Audit a des entretiens réguliers avec les représentants de la société d'audit externe.

### **Description du système de contrôle et de gestion des risques**

Se référer aux pages 64 à 67 de l'annexe aux comptes consolidés.

## 4. Direction générale

Le Comité Exécutif<sup>1)</sup> se compose de neuf membres nommés par le Conseil d'Administration et fonctionne selon le principe de la collégialité. Ses séances sont hebdomadaires. En 2012, il s'est réuni 49 fois. La durée moyenne des séances est d'une demi-journée. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents représentant le quorum. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Comité Exécutif est prépondérante. Les décisions du Comité Exécutif peuvent également être prises par voie de circulation en la forme prévue par le Règlement interne. Les séances du Comité Exécutif font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés et signés par le Président et par le Vice-Président. Elles se déroulent selon un ordre du jour fixe qui couvre l'ensemble des activités de la Banque.

Chaque Département de la Banque est placé sous l'autorité d'un membre du Comité Exécutif (*voir p. 17 - Structure du Groupe et Actionariat*). Lors des séances hebdomadaires, ce dernier informe ses collègues des événements importants survenus dans son secteur de responsabilité.

Les membres du Comité Exécutif reçoivent hebdomadairement, mensuellement ou trimestriellement un certain nombre de documents et statistiques établis par les Départements et Services concernés, dont plus particulièrement un rapport d'activité incluant les commentaires du Directeur général, diverses statistiques dont notamment les boucllements mensuels avec comparaison budgétaire, les listes mensuelles des titres en portefeuille et la présentation des états financiers des différentes entités du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild, le rapport sur le contrôle des risques comprenant les risques de crédit, de marché, de taux d'intérêt et le tableau des fonds propres, ainsi que les rapports sur les risques juridiques et de réputation (compliance). Le Comité Exécutif dispose aussi d'outils de contrôle et de surveillance décrits sous chiffre 3.6. qu'il s'emploie à perfectionner exercice après exercice.

Pour l'assister dans sa tâche, le Comité Exécutif a notamment créé les Comités suivants : Comité de gestion ; Comité de stratégie ; Comité permanent des opérations ; Comité des crédits ; Comité des risques ; Comité risques produits<sup>2)</sup> ; Comité de tarification ; Comité de conformité ; Comité de

sécurité ; Comité de Pilotage IT ; Comité Asset & Liability Management (AML) ; Comité des Salles de Marchés et Comité de formation.

Les séances de ces comités font l'objet de procès-verbaux dûment numérotés, datés et signés dont une copie est remise à chaque membre du Comité Exécutif.

Le Comité Exécutif peut inviter à ses séances d'autres membres de la Direction, des collaborateurs, l'auditeur interne, des conseillers ou des experts externes, dont le concours s'avère être nécessaire. Ces personnes n'ont qu'une voix consultative.

<sup>1)</sup> = au 31 décembre 2012

<sup>2)</sup> = remplacé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 par le Comité nouveaux produits et services

## 4.1. Membres de la Direction générale

Christophe de Backer  
**Président, Français, 1962**

**Directeur général**

### Formation

1986 Institut Supérieur de Gestion - Paris

### Parcours professionnel

2001-2011 HSBC France  
2001-2007 Directeur général adjoint HSBC France  
2007-2010 Directeur général délégué,  
Adjoint du Directeur général  
2010-2011 Directeur général HSBC France

### Fonctions actuelles

Depuis le 26 mai 2012 Groupe Edmond de Rothschild  
– Président du Comité Exécutif du Groupe  
Depuis le 26 avril 2012 Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève  
– Président du Comité Exécutif et Directeur général

### Mandats d'administrateur

Depuis juillet 2012 *Président et Administrateur* d'Edmond de Rothschild Ltd, Londres  
Depuis mai 2012 *Vice-Président et Administrateur* de la Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Genève  
Depuis avril 2012 *Administrateur* de la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg

Claude Messulam <sup>1) 3)</sup>  
**Président, Suisse, 1951**

**Directeur général**

Sylvain Roditi <sup>2) 1)</sup>  
**Vice-Président, Suisse, 1951**

**Directeur général adjoint**

Jean-Pierre Pieren <sup>3) 1)</sup>  
**Membre, Suisse, 1943**

**Directeur général adjoint**

Manuel Leuthold  
**Vice-Président, Suisse, 1959**

**Directeur général adjoint**

### Formation

1981 Master en droit, Université de Genève  
1984 Master en sciences économiques, Université de Genève

### Parcours professionnel

1984-1996 UBS Genève, crédits, commodity & trade finance  
1997-2008 UBS Lausanne, responsable Région Suisse romande  
2009-2011 UBS Zurich, responsable du secteur d'affaires  
« Corporate & Institutional Banking »  
Vice-Chairman, Wealth Management & Swiss Bank

### Fonctions actuelles

Depuis 2012 COO, Directeur général adjoint et Vice-Président  
du Comité exécutif

### Mandats d'administrateur

Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A.,  
Lugano – *Président*  
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe S.A.,  
Luxembourg  
Banque de Gestion Edmond de Rothschild Monaco,  
Monaco  
Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd, Nassau  
– *Président*  
LCF Edmond de Rothschild Limited, Londres  
LCF Edmond de Rothschild holdings (CI), Guernsey  
LCF Edmond de Rothschild Asset Management (CI) Ltd,  
Guernsey  
LCF Edmond de Rothschild (CI) Ltd, Guernsey  
Edmond de Rothschild Informatique S.A., Genève  
– *Président*  
Edmond de Rothschild Communication S.A., Genève

<sup>1)</sup> = voir CV page 24

<sup>2)</sup> = jusqu'au 31 mai 2012

<sup>3)</sup> = jusqu'au 26 avril 2012

<sup>1)</sup> = voir page 34



Luc Baatard

**Membre, Suisse, 1957**

**Directeur**

**Formation**

1967-1976 Institut Florimont Obtention du Bac B-C.  
1977-1978 Stage chez Messel & Co, Londres et Drexel, Londres  
1978-1979 Trader en Euro-Obligations, Merrill Lynch, Londres  
1979-1981 Université de Genève, Obtention de licence. Science commerciale & Industrielle. Gestion bancaire

**Parcours professionnel**

1981-1982 Analyste financier, Merrill Lynch, New York Thomson Mc Kinnon, New York  
1983-1984 Détaché par la Banque Privée Edmond de Rothschild en tant que mandataire auprès de Omnivalor, Genève  
1984-2007 Directeur général d'Arbinter-Omnivalor S.A. Genève

**Fonctions actuelles**

Depuis 1996 Membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève  
Depuis 2010 Responsable du Marché des Capitaux  
Depuis 2012 Responsable Bourse, Solutions structurées  
Depuis 2012 Responsable du Département Forex et Trésorerie

**Mandats d'administrateur**

Depuis 1989 *Administrateur* et membre du Conseil de la Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Genève  
Depuis 1995 *Administrateur* de Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano  
Depuis 1996 *Administrateur* et membre du Comité du Conseil de Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano, de la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg, de la Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Genève

Frédéric Binggeli

**Membre, Suisse, 1961**

**Directeur**

**Formation**

1979 Maturité fédérale classique  
1985 Licence en Sciences économiques, mention économie politique, Université de Genève (anglais) Master of Science  
1993 Séries 7 et 3 National Association of Securities Dealers

**Parcours professionnel**

1985-1986 Peat Marwick, Genève, Assistant auditeur  
1987-1991 Lombard, Odier & Cie, Genève, analyste financier  
1991-1993 Sogenal, Genève, Analyste financier

1993-1994 Merrill Lynch, Genève, broker  
1994-1996 Tetral Investment Management (Family Office du Groupe Tetra Pak), Pully, responsable des investissements en actions  
Depuis 1996 Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

**Fonctions actuelles**

Directeur et membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
Responsable d'un Groupe de gestion  
Vice-président du Comité de Stratégie  
Actif dans divers comités de la Banque  
Rédacteur d'une chronique financière

**Mandat d'administrateur**

Holding Benjamin et Edmond de Rothschild Pregny S.A., Pregny-Chambésy

Alexandre Col

**Membre, Franco-Suisse, 1963**

**Directeur**

**Formation**

1987 Licence en Sciences économiques, mention gestion de l'entreprise, Ecole des Hautes Etudes Commerciales, Université de Lausanne  
1991 Licence ès sciences politiques, Faculté des sciences sociales et politiques, Université de Lausanne  
1991 Licence en sciences économiques, mention économie politique, Ecole des Hautes Etudes Commerciales, Université de Lausanne  
1993 Maîtrise en Sciences politiques, Faculté des sciences sociales et politiques, Université de Lausanne  
1993 Diplôme d'études approfondies en économie appliquée, filière relations économiques, Institut d'études politiques de Paris

**Parcours professionnel**

Depuis 1994 Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. – Département Fonds de Placement

**Fonctions actuelles**

Depuis 2000 Directeur du Département Fonds de Placement de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève  
Depuis 2010 Membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève  
Responsable du secteur Fonds de placement  
Membre du Conseil de la Fondation de Prévoyance en faveur du personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

### Mandats d'administrateur

ACH Management S.A. – *Président*  
Edmond de Rothschild Real Estate SICAV – *Président*  
NOVA SICAV – *Président*  
Matterhorn Fund – *Président*  
Prifund Conseil S.A. – *Président*  
Prifund Conseil (Bahamas) S.A. – *Président*  
Multi Alternatif Alpha SICAV – *Administrateur*

### Autres

Membre de l'Alternative Investment Management Association Limited (AIMA), Londres  
Président du «Regulatory Circle», Comité Interne du Groupe d'Experts «Alternative Investments Council» (AIC) de la Swiss Fund Association (SFA), Bâle  
Membre de l'European Fund and Asset Management Association (EFAMA), Bruxelles  
Membre du Transparency Council Funds of Hedge Funds (TCF), Winterthur

Philippe Currat <sup>1)</sup>

**Membre, Suisse, 1948**

### Directeur

#### Formation

1972 Licence en Droit, Université de Fribourg  
1976 Brevet d'Avocat au Barreau de Fribourg

#### Parcours professionnel

1976-1977 Union de Banques Suisses, Fribourg et Zurich (Département crédits)  
1977-1979 Banque Hentsch & Cie, Genève (Service juridique)  
1979-1981 Associé Etude Nouveau, de Weck, Nordmann & Bussey, Fribourg  
1981-1986 Secrétariat de la Commission Fédérale des Banques (Adjoint du responsable du Service juridique)

#### Fonctions actuelles

Depuis 1987 Directeur et membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève  
Secrétaire général

#### Mandats d'administrateur

Depuis 1988 *Président* du Conseil d'Administration de Privaco Family Office S.A., Genève  
Depuis 2010 Edmond de Rothschild Communication S.A., Genève  
Depuis 2011 Privaco Family Office Ltd, Hong Kong

Martin Leuthold

**Membre, Suisse, 1952**

### Directeur

#### Formation

1975 Höhere Wirtschafts- und Verwaltungsschule Zürich, Economiste d'entreprise  
1982 Comptable, contrôleur de gestion, Genève

#### Parcours professionnel

1975-1978 Procter & Gamble Geneva  
Finance & Accounting  
1978-1980 Arthur Andersen S.C. – Assistant to the worldwide Controller  
1980-1988 Ferrier Lullin & Cie S.A. – Assistant du CFO

#### Fonctions actuelles

Depuis 1988 Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
– Directeur financier  
Depuis 1990 Membre du Conseil de la Fondation de Prévoyance en faveur du personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
Depuis 2010 Directeur et membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

#### Mandats d'Administrateur

Representación B.P. Edmond de Rothschild S.A. Montevideo  
Rotomobil S.A. Pregny  
Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A. Fribourg  
Copri III S.A. Luxembourg  
Prisia Ltd Tortola B.V.I.  
Privaco family Office, Genève  
Privaco Family Office, Hong Kong

Michel Lusa

**Membre, Suisse, 1949**

### Directeur

#### Formation

1974 Licence en Droit, Université Lausanne  
1974 Licence en Economie, Université Lausanne  
1979 Brevet d'Avocat au Barreau de Genève

#### Parcours professionnel

1979-1987 Union de Banques Suisses, Genève  
– Gestionnaire de fortune  
1987-1992 Union de Banques Suisses, Zurich – Directeur du Département gestion de fortune pour le Moyen-Orient

<sup>1)</sup> = jusqu'au 9 janvier 2013

1992-1998 Union de Banques Suisses, Genève  
– Chef du Département gestion de fortune  
1998 Managing Director - Regional market Manager  
Middle East, Israël and Africa - UBS S.A.

#### Fonctions actuelles

Depuis 1999 Directeur et membre du Comité Exécutif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève  
Responsable des secteurs: Etudes financières et gestion de fortune (AI)

#### Mandats d'administrateur

Membre du Conseil d'Administration de LCF Edmond de Rothschild *Prifund* et de Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A., Fribourg

Membre du Conseil d'Administration de LCH Investments NV (*depuis le 26.06.2012*)

Membre du Conseil d'Administration de ECH (*depuis le 23.10.2012*) et anciennement administrateur de ECH Investments Ltd (*jusqu'au 23.10.2012*)

Bernard Schaub

**Membre, Suisse, 1955**

#### Directeur

#### Formation

1979 Licence en Droit, Université de Genève

#### Parcours professionnel

1980-1983 Divers stages en entreprise, en Suisse et aux USA

1983-1995 Ferrier Lullin, Genève

1983 Analyste financier junior

1984 Gestionnaire

1990 Responsable des Tiers Gérants

1992 Membre du Comité Exécutif / co-responsable gestion

Depuis 1995 Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève,  
Directeur responsable administratif du Département gestion

#### Fonctions actuelles

Depuis 1999 Membre du Conseil de la Fondation de Prévoyance en faveur du Personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

Depuis 2000 Directeur et membre du Comité Exécutif, Responsable d'un Groupe de gestion et de la succursale de Hong Kong

#### Mandats d'administrateur

Depuis 1997 Administrateur de Prasia Ltd

Depuis 2000 Administrateur de LCF Edmond de Rothschild *Prifund*

Depuis 2005 Président de Prasia Ltd

\*) Messieurs Jean-Pierre Pieren et Sylvain Roditi, Directeurs généraux adjoints de la Banque depuis de longues années, ont quitté leurs fonctions le 26 avril, respectivement le 31 mai 2012. Leurs données personnelles peuvent être consultées dans nos précédents rapports annuels accessibles sur le site internet de la Banque

[www.edmond-de-rothschild.ch/presentation/bibliotheque/rapports-annuels.aspx](http://www.edmond-de-rothschild.ch/presentation/bibliotheque/rapports-annuels.aspx)

## 4.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Les membres du Comité Exécutif n'exercent pas d'autres activités ou ne font pas partie de groupements d'intérêt au sens de l'article 4.2. de la DCG de la SIX.

## 4.3. Contrats de management

De tels contrats n'existent pas à la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

# 5. Rémunérations, participations et prêts

## Introduction

La politique de rémunération adoptée s'inscrit dans le cadre de la stratégie, de la culture et de la nature des activités de notre Groupe, elle tient également compte des spécificités locales de chaque entité. Elle s'intègre dans le cadre de la politique générale de rémunération du Groupe Edmond de Rothschild. Elle vise à fidéliser et encourager nos collaborateurs à promouvoir notre succès dans la durée, en intégrant l'esprit d'entreprise et la maîtrise des risques.

La politique de rémunération s'appuie sur les principes de la Circulaire 2010/1 – Systèmes de rémunération, émise par l'autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) tout en respectant les règles locales.

## Compétences

En vertu de l'article 3.1.2. du Règlement interne de la Banque, il appartient au Conseil d'Administration de fixer la politique générale de rémunération ainsi que les rémunérations des membres du Conseil d'Administration.

Sur proposition du Comité Exécutif, le Conseil d'Administration approuve annuellement l'enveloppe financière relative aux réajustements de salaires et de la part variable de la rémunération du Comité Exécutif et du personnel.

Dans le cadre de la révision du Règlement interne (*mentionnée en p. 28*) qui entrera en vigueur en avril 2013, le Conseil d'Administration a décidé d'instituer un Comité de Rémunération en tenant compte des principes généraux énoncés dans la Circulaire FINMA 2010/1 - Systèmes de rémunération, dont il est recommandé de s'inspirer.

Ce Comité aura, sur délégation du Conseil d'Administration, pour principales tâches l'établissement d'un règlement sur la rémunération, l'approbation de l'enveloppe des salaires et des rémunérations variables des collaborateurs de la Banque et des membres du Comité Exécutif, sur propositions des organes compétents. Il sera également chargé de préavisier le Conseil d'Administration concernant la nomi-

nation et la révocation des membres précités, des membres du Conseil d'Administration et des personnes chargées de la gestion et de la représentation de la Banque.

Le Conseil d'Administration a désigné quatre de ses membres, soit la Baronne Benjamin de Rothschild (Présidente), ainsi que Messieurs Luc J. Argand, Jean Laurent-Bellue (Secrétaire) et Klaus Jenny pour faire partie dudit Comité qui se réunira, dès l'entrée en vigueur du nouveau Règlement interne, au moins deux fois par année.

## Rémunérations

### Principes

La rémunération se compose d'un salaire annuel fixe contractuel et d'une part variable, tous deux versés en espèces.

Afin de pérenniser les résultats dans le temps et d'assurer la maîtrise des risques, certains collaborateurs occupant des fonctions stratégiques sont au bénéfice d'une rémunération variable dont le paiement est en partie différé.

La rémunération est fixée selon la fonction, les compétences, les responsabilités et l'expérience du collaborateur. Elle prend aussi en considération les conditions prévalant sur le marché grâce à la participation aux enquêtes de rémunération de la profession.

Les collaborateurs occupant des fonctions de contrôle, notamment le Responsable de l'Audit, du Compliance, du domaine Juridique et du Contrôle et de Gestion des risques ont une part de rémunération fixe prépondérante afin d'éviter tout conflit d'intérêts. Les rémunérations des personnes concernées sont soumises au Comité d'Audit.

La Banque n'effectue aucun paiement à l'engagement, à l'exception de certaines compensations de la perte éventuelle de rémunération variable découlant d'un changement d'emploi.

Conformément au Règlement interne, le système de rémunération mis en place et les objectifs fixés aux collaborateurs ne doivent pas inciter ceux-ci à ne pas respecter les mécanismes de contrôle interne et les normes établies en matière de compliance.

## Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration perçoivent une rémunération fixe annuelle payée en espèces et qui varie en fonction de l'appartenance ou non à certains Comités.

## Comité Exécutif et membres de Direction

Les membres du Comité Exécutif et les autres membres de la Direction perçoivent un salaire annuel fixe et sont, dans la mesure où les résultats de la Banque le permettent, au bénéfice d'une part variable discrétionnaire (Bonus).

Ce Bonus est basé sur les résultats de la Banque, ainsi que sur la performance individuelle qualitative et quantitative de chacun des collaborateurs concernés. Seuls six cas font l'objet d'un calcul détaillé et contraignant. Cette part variable est versée dans les trente jours suivant la séance du Conseil d'Administration qui approuve les comptes annuels.

La cessation des rapports de travail pour faute professionnelle ou le non-respect des valeurs de notre Groupe entraîne la suppression du Bonus. Il en va de même en cas de cessation volontaire des rapports de travail à l'initiative du collaborateur.

Un nombre limité de cadres dirigeants du Groupe est au bénéfice de conventions prévoyant des indemnités en cas de résiliation par la Banque du contrat du travail sans juste motif. Ces dernières ne dépassent pas trois années de rémunérations.

Les membres du Comité Exécutif partagent le même plan de prévoyance que le personnel.

## Personnel non membre de Direction

Pour le personnel non membre de Direction, la rémunération se compose d'un salaire annuel fixe et d'une gratification discrétionnaire.

Cette dernière est liée à la performance individuelle du collaborateur. Elle est versée en fin d'année civile et est en principe comprise entre un et deux mois de salaire.

## Plans de participation

### Genève

La Banque poursuit une réflexion sur les opportunités et les implications de la mise en place d'un plan de rémunération incluant les notions de stock options et de paiements différés.

### Luxembourg

Au niveau de notre filiale du Luxembourg (la « Filiale »), la politique de rémunération comporte une composante variable additionnelle, par le biais de deux plans visant à la motivation des bénéficiaires sur le moyen/long terme et tenant compte de l'évolution future des affaires.

Le premier type de plan a pour objectif la fidélisation des cadres-clés de la Banque à travers l'attribution gratuite d'options d'une durée de vie de quatre ans. La charge est de 10 % du résultat net consolidé. Le Conseil d'Administration décide annuellement des modalités de mise en place d'un plan pour une nouvelle période de quatre années. Cette rémunération variable n'est acquise qu'aux bénéficiaires présents au terme dudit plan.

Un même type de plan a aussi été mis en place au sein de la succursale belge de la Filiale. Il consiste en l'attribution gratuite d'unités permettant leur conversion ultérieure en warrants. La conversion des unités en warrants se réalise à l'issue d'une période de trois ans, les warrants étant ensuite soumis à une période d'indisponibilité d'une année. Le Conseil d'Administration décide annuellement des modalités de mise en place d'un plan pour une nouvelle période de trois années. Cette rémunération variable n'est acquise qu'aux bénéficiaires présents au terme de la période d'indisponibilité des warrants.

Un second type de plan dit d'intéressement a pour but de motiver les cadres dirigeants de la Filiale par le biais d'un intéressement à la croissance réelle de la valeur de la Banque sur une période de cinq ans. Il consiste en l'octroi d'options irrévocables et définitivement acquises aux bénéficiaires et portant sur une portion du capital de la Filiale. L'échéance finale des options est fixée à fin juin de l'année suivant la

dernière année du plan et la durée minimale de détention des options avant exercice est fixée à deux ans. Ce plan se dénoue systématiquement par le versement d'une compensation financière (*cash settlement* ou *warrants*), permettant ainsi à la Maison Mère de conserver la maîtrise de l'actionnariat. La valeur réelle de l'action de référence est déterminée annuellement par un tiers indépendant désigné par la Banque et ce, sur la base de la méthode d'évaluation certifiée par PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. Le plan actuel mis en place sur une période de cinq ans avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011 consiste en l'octroi d'options aux bénéficiaires portant sur 8,33 % du capital de la Filiale. Il a été clôturé anticipativement de commun accord en octobre 2012 sur base d'une valorisation au 31 décembre 2011.

Le coût de ces plans d'intéressement est provisionné chaque année dans les comptes sociaux de la Filiale.

## Monaco

Un plan d'intéressement ayant pour objectif la motivation et la fidélisation de cadres dirigeants de la Filiale monégasque est en place. Ce plan est lié à la croissance réelle de la valeur de la Filiale. Il consiste en l'octroi d'options, d'une durée de cinq ans, portant sur les actions de cette dernière. Le plan qui a compté six bénéficiaires en 2012, se dénoue en cas de levée des options par le versement d'une compensation obligatoirement financière (*cash settlement*). La valeur réelle de l'action de référence est calculée chaque année par des tiers indépendants désignés par la Filiale.

## Autres entités du Groupe

Aucun plan d'intéressement n'est actuellement en vigueur.

## Rémunération, participation et prêts au cours de l'exercice 2012

Les rémunérations et prêts accordés aux membres en exercice des organes dirigeants sont mentionnés, conformément à l'article 663b<sup>bis</sup> et 663c al. 3 CO, au chiffre 15 de l'annexe aux comptes annuels de la Banque aux pages 110 et suivantes.

Aucune rémunération n'a été versée en 2012 à d'anciens membres des organes.

En 2012, la part variable de la rémunération a représenté 30,7 % de la rémunération totale de l'ensemble des collaborateurs (35,3 % en 2011). En ce qui concerne le Comité Exécutif, la part variable a représenté 59,7 % du total de sa rémunération (65,3 % en 2011).

Pour des motifs de comparabilité d'un exercice à l'autre, ces pourcentages ne tiennent pas compte d'événements extraordinaires.

# 6. Droits de participation des actionnaires

## 6.1. Limitation et représentation des droits de vote

Selon l'article 6, alinéa 4 des Statuts, les propriétaires et les usufruitiers d'actions nominatives sont inscrits sur le registre des actions avec indication de leur identité complète et de leur domicile. De plus, seuls les propriétaires et usufruitiers d'actions nominatives, dont l'inscription au registre des actions est confirmée par la signature d'un administrateur, sont légitimés à l'égard de la société à exercer leurs droits découlant d'une action nominative. Les alinéas 5, 6 et 8 des Statuts mentionnent les motifs de refus de l'autorisation par le Conseil d'Administration.

Par ailleurs, un actionnaire détenteur d'actions nominatives ne peut se faire représenter à l'Assemblée générale que par un autre propriétaire d'actions nominatives au bénéfice d'un pouvoir écrit (Art. 14, al. 2 des Statuts), alors que le détenteur d'actions au porteur est légitimé notamment par la simple production des titres ou de toute autre manière prescrite par le Conseil d'Administration (Art. 14, al. 3 des Statuts).

## 6.2. Quorums statutaires

L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque plus de la moitié des actions est représentée. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée peut être convoquée, avec le même ordre du jour (Art. 15, al. 2 des Statuts). Cette seconde assemblée ne peut toutefois se tenir qu'après un délai minimum de trente jours et est valablement constituée quel que soit le nombre d'actions représentées, ce qui doit être mentionné dans la convocation (Art. 15, al. 3 des Statuts).

## 6.3. Convocation de l'Assemblée générale

Les règles relatives à la convocation de l'Assemblée générale sont régies par les articles 11., 12. et 31. des Statuts qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations.

## 6.4. Inscription à l'ordre du jour

Les règles relatives à l'ordre du jour ainsi qu'aux délais applicables sont régies par les articles 11 et 12 des Statuts qui reprennent les dispositions du Code suisse des obligations (Art. 699 et suivants CO) :

### **Article 11 des Statuts**

*L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration et, au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.*

*Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble 10% au moins du capital-actions peut/peuvent aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale.*

*Des actionnaires qui représentent des actions totalisant une valeur nominale de CHF 1 million peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*

*La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.*

### **Article 12 al.1 et 2 des Statuts**

*L'Assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion, selon le mode prévu à l'article 31 pour les publications de la société.*

*Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation, ainsi que les propositions du Conseil d'Administration et des actionnaires qui ont requis la convocation de l'assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.*

## 6.5. Inscriptions au registre des actions

Le délai d'inscription des actions nominatives, non cotées, échoit, selon la pratique de la société, le jour de la publication de l'ordre du jour.

# 7. Prise de contrôle et mesures de défense

## 7.1.

La Société a inclus à l'article 6, alinéa 3 des Statuts une clause selon laquelle un offrant n'est pas tenu de présenter une offre publique d'acquisition conformément aux articles 32, 52 et 53 de la Loi fédérale du 24 mars 1995 sur les Bourses et le commerce de Valeurs Mobilières (LBVM).

## 7.2.

Aucun membre de la Direction (Conseil d'Administration, Direction générale et autres cadres dirigeants) n'est au bénéfice d'accords contractuels spéciaux pour le protéger contre une cession de contrôle de l'émetteur.



# 8. Organe de révision

## 8.1. Durée du mandat de révision et durée de la fonction du réviseur responsable

Depuis 1982, PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, est la société d'audit externe de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève. Les comptes du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild sont révisés par PricewaterhouseCoopers S.A. ; M. Beresford Caloia est le réviseur responsable du mandat de révision depuis 2012.

## 8.2. Honoraires de révision

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. a versé un montant total de CHF 567 000.- y compris TVA à PricewaterhouseCoopers S.A., Genève, au titre d'honoraires de révision au sens de la clause 8.2. de la DCG.

## 8.3. Honoraires supplémentaires

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. a versé un montant total de CHF 39 000.- y compris TVA au titre d'honoraires supplémentaires (conseil fiscal) au sens de la clause 8.3. de la DCG.

## 8.4. Instruments d'information sur la révision externe

PricewaterhouseCoopers S.A. élabore chaque année un plan d'audit et rédige un rapport sur l'audit des comptes annuels et un autre sur l'audit prudentiel. Le réviseur responsable du mandat de révision discute de ces documents avec le Comité d'Audit. Le plan d'audit a été présenté au Comité d'Audit lors de sa séance du 4 septembre 2012. Les résultats de l'audit des comptes annuels seront présentés et discutés au Comité d'Audit lors de sa séance du mois de mars, puis soumis pour approbation le même mois au Conseil d'Administration.

Les auditeurs externes ont accès en tout temps au Comité d'Audit, au Comité Exécutif et à l'Audit interne avec qui ils ont des séances de travail régulières.

Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.A. est annuel. La qualification des auditeurs externes, leurs performances et le montant des honoraires de révision sont évalués annuellement par le Comité d'Audit.

Tel qu'exigé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, le rythme de rotation du réviseur responsable du mandat de révision est de sept ans.

# 9. Politique d'information

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. informe ses actionnaires, les investisseurs potentiels, ses collaborateurs et le public en général, de la manière la plus complète et la plus transparente possible, notamment au travers de ses rapports annuels, de ses conférences de presse sur ses résultats annuels, d'interviews qu'elle accorde à la presse spécialisée et aux analystes financiers lors de l'Assemblée générale de ses actionnaires et sur son site internet :

[www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch), sous rubrique « Nous découvrir / Relations actionnaires ».

La politique et la gestion des risques, ainsi que le calcul des fonds propres consolidés et la publication financière (pilier 3) sont accessibles sur le site internet sous :

[www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch), sous rubrique « Nous découvrir / Relations actionnaires ».

## Evénements et agenda

### 4 mars 2013

- Publication de la convocation à l'Assemblée générale des actionnaires et de l'ordre du jour dans la FOSC (publication intégrale), le Temps, l'Agefi, la Neue Zürcher Zeitung, Finanz und Wirtschaft (publications résumées).
- Conférence de presse sur les résultats 2012, au siège de la Banque à Genève.
- Publication d'un communiqué de presse (contenant un résumé du rapport de gestion) dans les médias électroniques et dans la presse écrite et transmission aux abonnés Internet (mailing list).

### 5 avril 2013

- Parution du rapport annuel 2012.

### 26 avril 2013

- Assemblée générale ordinaire des actionnaires, à Genève (Château de Pregny).

### 22 août 2013

- Publication du rapport intermédiaire 2013 dans la FOSC.
- Publication d'un communiqué de presse dans les médias électroniques, dans la presse écrite et transmission aux abonnés Internet (mailing list).

### Contacts

#### *Relations avec les investisseurs*

Monsieur Martin Leuthold  
Chief Financial Officer  
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
18, rue de Hesse, 1204 Genève  
Téléphone: +41 58 818 93 41  
Fax: +41 58 818 91 39  
E-mail: [mleuthold@bper.ch](mailto:mleuthold@bper.ch)

#### *Relations avec les médias*

Madame Valérie Boscat  
Directrice du Département Communication-Marketing  
Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
18, rue de Hesse, 1204 Genève  
Téléphone: +41 58 818 94 62  
Fax: +41 58 818 91 91  
E-mail: [vboscat@bper.ch](mailto:vboscat@bper.ch)

### Internet

[www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch) sous rubrique « Nous découvrir / Relations actionnaires / Informations financières »



# Rapport de gestion

44

Chiffres-clés

45

Rapport du Conseil d'Administration  
sur les comptes consolidés

50

Rapport de l'organe de révision  
sur les comptes consolidés

52

Périmètre de consolidation

56

Principes de consolidation

58

Principes d'évaluation

60

Bilan consolidé

62

Compte de résultat consolidé

63

Tableau de financement consolidé

64

Annexe aux comptes consolidés

# Chiffres-clés

du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild

	2012	2011	Variations	
			(en CHF)	(en %)
<b>Compte de résultat consolidé</b> (en milliers de CHF)				
Résultat des opérations d'intérêts	42'065	64'842	(22'777)	(35,1)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	465'372	504'158	(38'786)	(7,7)
Résultat des opérations de négoce	91'435	87'851	3'584	4,1
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	521'865	491'431	30'434	6,2
<b>Bénéfice du Groupe</b>	<b>66'351</b>	<b>125'064</b>	<b>(58'713)</b>	<b>(46,9)</b>
<b>Rentabilité</b>				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net / moyenne des fonds propres <sup>2)</sup>	5,1	9,8	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net / moyenne des actifs	0,5	1,0	-	-
<b>Actions</b> (en CHF)				
Résultat par action au porteur après déduction de la part des intérêts minoritaires	682	1'326	(644)	(48,6)
Résultat par action nominative après déduction de la part des intérêts minoritaires	136	265	(129)	(48,7)
<b>Bilan consolidé</b> (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	7'794'129	7'391'811	402'318	5,4
Avances à la clientèle	1'663'056	1'388'619	274'437	19,8
Engagements envers les banques	306'574	259'125	47'449	18,3
Fonds de la clientèle	13'067'443	11'737'138	1'330'305	11,3
<b>Fonds propres<sup>1)</sup></b>	<b>1'337'439</b>	<b>1'381'474</b>	<b>(44'035)</b>	<b>(3,2)</b>
Total du bilan	15'199'069	14'015'149	1'183'920	8,4
<b>Avoirs de la clientèle</b> (en millions de CHF)				
Total des avoirs de la clientèle (y.c. prises en compte doubles)	101'598	96'378	5'220	5,4
<i>dont: - prises en compte doubles</i>	<i>9'607</i>	<i>9'993</i>	<i>(386)</i>	<i>(3,9)</i>
<i>- apports / retraits nets d'argent frais</i>	<i>2'481</i>	<i>1'150</i>	<i>1'331</i>	<i>115,7</i>
<b>Effectif du Groupe</b> (nombre de collaborateurs)				
Effectif moyen	1'785	1'688	97	5,7
- en Suisse	708	668	40	6,0
- à l'étranger	1'077	1'020	57	5,6
Effectif à la fin de la période	1'811	1'732	79	4,6
Effectif du personnel converti en places de travail à temps complet	1'755	1'683	72	4,3

1) Y compris le bénéfice net du Groupe avant paiement du dividende de la Maison Mère et parts des intérêts minoritaires

2) Après répartition du bénéfice de la Maison Mère

# Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes consolidés de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
à l'Assemblée générale des Actionnaires du 26 avril 2013

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

L'année 2012 a été caractérisée par un environnement conjoncturel difficile et incertain dans la plupart des pays qui nous entourent.

Cette incertitude a pesé sur le comportement de nos clients et sur leur propension à investir.

La pression réglementaire toujours plus forte a demandé un effort considérable d'adaptation à toutes nos équipes.

Malgré ce contexte difficile, le dynamisme de ces dernières et notre réputation de prudence nous ont permis de poursuivre notre croissance et d'acquérir de nouveaux clients avec des apports nets de CHF 2,5 milliards.

Les avoirs sous gestion du Groupe BPER atteignent CHF 101,6 milliards comparés à CHF 96,4 milliards en 2011. Ce résultat traduit un effet marché positif et un léger impact sur les devises.

Notre statut de banque de gestion de patrimoine à l'actionariat stable et familial nous permet de relever les défis qui se dressent devant nous et de poursuivre notre politique de recherche d'excellence et d'adaptation constante de notre organisation à l'évolution de notre métier. Mais il faut aujourd'hui savoir conjuguer la nécessaire évolution de notre modèle de banque aux nouvelles réglementations et simultanément poursuivre nos développements au plan domestique comme à l'international.

**En Suisse**, le développement de notre activité en direction de la clientèle résidente, sous toit depuis 2011, continue de progresser.

L'année 2012 a vu s'opérer un passage de relais à la Direction générale. Après 21 ans passés à la tête de la Banque Privée Edmond de Rothschild, Claude Messulam s'est retiré, tout comme Jean-Pierre Pieren, Directeur général adjoint, qui a pris une retraite méritée. Ils ont été remplacés par Christophe

de Backer, Président du Comité Exécutif et Manuel Leuthold, Directeur général adjoint, dans la fonction de Chief Operating Officer. Un nouveau directeur des Ressources Humaines, Jean-Luc Besençon, a été nommé en septembre 2012, ainsi qu'un nouveau directeur du Département Compliance, Yves Aeschlimann. Enfin, l'arrivée de Hervé de Montlivault, nouveau Directeur de la gestion privée et Directeur général adjoint, a été annoncée début 2013.

Pour se positionner face aux nouveaux défis auxquels la gestion d'actifs devra faire face dans les années à venir la banque réorganise cette deuxième branche de son activité.

Outre la prise en compte des nouvelles réglementations LPCC et AIFMD, il a été décidé de rassembler au niveau du Groupe et au sein d'une seule ligne métier les activités de la mutligestion traditionnelle et alternative.

Parallèlement, nous avons continué à développer notre activité en immobilier suisse en lançant le second compartiment « Helvetia » de notre ombrelle Edmond de Rothschild Real Estate SICAV, dont la taille des actifs a atteint plus de CHF 600 millions en fin d'année.

A noter aussi que notre savoir-faire en gestion alternative a été récompensé par la remise de trois prix prestigieux à Genève, Zurich et Londres, pour les dix dernières années, de notre fonds de hedge funds Prifund Alpha Uncorrelated.

Par ailleurs, le Groupe a poursuivi sa stratégie de croissance dans le domaine de la gestion de patrimoine au travers de son réseau national et international.

## Réseau en Suisse

### Genève, Fribourg, Lausanne et Lugano

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. est très présente à Genève. Elle est aussi active dans ses succursales de Fribourg (sous la direction de Patrick Zurkinden) et de Lausanne (sous la direction de Roland Humbert).

La filiale Banca Privata Edmond de Rothschild S.A. de Lugano, dirigée par Luca Venturini accélère sa croissance avec notamment l'acquisition de la Sella Bank AG et constitue pour la Banque un axe de développement important pour l'avenir. Elle a dégagé un bénéfice net de CHF 11,8 millions, en progression de 12,6 % par rapport à l'exercice précédent.

## Réseau international

### Succursale et bureau de représentation

#### Hong Kong

La succursale de Hong Kong pour laquelle toutes les licences requises ont été obtenues début 2012 est en ordre de marche; elle doit appuyer notre développement en Asie. L'année 2012 a été une année de mise en route marquée par des coûts de fonctionnement élevés et des recettes encore faibles (14 millions de perte cumulées pour l'exercice). L'année 2013 verra la mise en œuvre d'une rationalisation des différentes implantations du Groupe Edmond de Rothschild à Hong Kong, notamment pour améliorer notre efficacité commerciale.

#### Dubaï

Notre développement dans la région du Golfe revêt une importance stratégique; le bureau de représentation de Dubaï ouvert en 2011 est une première porte d'entrée qui s'avère pertinente

### Filiales

#### Luxembourg

Sous l'impulsion de Marc Ambroisien, qui a succédé à Frédéric Otto, la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, notre filiale au Luxembourg poursuit une stratégie de croissance dans ses différents métiers de base que sont la banque privée, l'asset management et l'administration de fonds communs de placement.

Notre expansion à l'international continue de progresser. La joint venture au Japon avec le groupe Nikko Sumitomo confirme son succès.

La filiale du Luxembourg a dégagé un bénéfice net de 34,7 millions d'Euros à comparer à 40,3 millions d'Euros en 2011, manifestant ainsi une bonne résistance à un environnement difficile.

#### Royaume-Uni

Les activités d'Edmond de Rothschild Limited, sous la conduite de Richard Briance s'articulent autour de 4 axes principaux:

- trading obligataire
- intermédiation de fonds d'investissement «pays émergents»
- conseil en haut de bilan, Mergers & Acquisitions, financement
- gestion de fonds «multimanagers» (Leveraged capital holdings) LCH

C'est autour de cette dernière activité que s'est cristallisée la coopération engagée en 2012 avec RIT, Investment Trust coté à la bourse de Londres et dirigé par Lord Rothschild. Une société nouvelle EDRRIT a été créée en juillet 2012; elle est détenue à 41 % par Edmond de Rothschild Limited, filiale de la Banque Privée Edmond de Rothschild et à 10 % par la Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, banque sœur de la BPER.

Cet accord qui n'a pas d'impact sur les comptes de la Banque en 2012, peut être révoqué par les parties. La création d'EDRRIT est une première étape qui pourrait conduire en 2013 à des relations plus étroites et à une coopération renforcée sur différentes classes d'actif entre RIT et le Groupe Edmond de Rothschild.

Début 2013, une nouvelle activité de Private Merchant Banking a été lancée.

La filiale de Londres, en 2012, réalise une perte nette de CHF 0,224 million (£ 0,150 million), comparés à un bénéfice net de CHF 4 millions (£ 2,9 millions) en 2011.

## Guernsey

A Guernsey, LCF Edmond de Rothschild (C.I.) Limited offre un service spécialisé d'« Asset Risk Management », tant sur une base de conseil que de mandats de gestion. La société est actionnaire de la Channel Islands Stock Exchange, où elle agit en tant qu'introductrice de fonds et de « Notes » sur cette Bourse. La société a également une compétence en gestion obligataire.

## Monaco

A Monaco, notre filiale, la Banque de Gestion Edmond de Rothschild – Monaco, est détenue à 54,85 % par le Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild. Elle est dirigée par Monsieur Giampaolo Bernini.

Les actifs sous gestion en 2012 sont globalement en hausse de 21 % à 4,29 milliards d'Euros, les apports nets ont représenté 293 millions d'Euros. Elle réalise un bénéfice de CHF 7,3 millions (€ 6,1 millions), en diminution de 1,6 % par rapport à l'exercice précédent (2011: CHF 7,4 millions - € 6 millions).

## Bahamas

Sous la direction de Monsieur Gian Fadri Pinoesch, notre filiale des Bahamas poursuit son développement. Elle a dégagé un bénéfice net de CHF 9,6 millions, comparés à CHF 10,1 millions l'exercice précédent, soit une diminution de 4,2 %.

## Résultats

### Comptes consolidés

Le bénéfice net du Groupe recule de 46,9 % par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 66,4 millions, comparés à CHF 125,1 millions en 2011.

### Evolution des produits

Le résultat des intérêts est en baisse de 35,1 % par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 42,1 millions, comparés à CHF 64,8 millions en 2011.

Le résultat sur opérations de commissions et des prestations de services diminue de 7,7 % pour s'établir à CHF 465,4 millions, comparés à CHF 504,2 millions en 2011.

Le résultat des opérations de négoce augmente de 4,1 % par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 91,4 millions, comparés à CHF 87,9 millions en 2011. Cette augmentation est en grande partie imputable à l'augmentation du résultat sur titres

Les autres résultats ordinaires s'inscrivent à CHF 32,3 millions en diminution de 23,6 %. Ce poste enregistre le produit des participations non consolidées.

### Evolution des charges

L'effectif moyen du Groupe s'établit à 1785 personnes contre 1688 en 2011. Les charges du personnel s'inscrivent à CHF 386 millions, comparés à CHF 357 millions en 2011, soit une augmentation de 8,1 %.

Les autres charges d'exploitation augmentent de 1 %. Elles s'élèvent à CHF 135,8 millions, comparés à CHF 134,4 millions en 2011.

Globalement, les charges d'exploitation s'élèvent à CHF 521,9 millions, en augmentation de 6,2 % par rapport à l'exercice précédent.

### Bénéfice brut

Le bénéfice brut du Groupe diminue de 47,4 % par rapport à l'exercice précédent. Il s'établit à CHF 109,3 millions, comparés à CHF 207,7 millions en 2011.

Les amortissements sur l'actif immobilisé totalisent CHF 40,3 millions, en augmentation de 11,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Les produits extraordinaires s'élèvent à CHF 38,9 millions, en forte augmentation par rapport à l'exercice précédent. Ils sont essentiellement constitués de la dissolution de provisions non nécessaires à l'exploitation et la dissolution de réserves pour risques bancaires généraux.



Les charges extraordinaires s'élèvent à CHF 8,8 millions, comparés à CHF 23 millions en 2011, soit une diminution de 61,8 % par rapport à l'exercice précédent. Elles contiennent essentiellement la constitution de réserves pour risques bancaires généraux.

Les impôts s'établissent à CHF 16,8 millions, comparés à CHF 29,7 millions en 2011, en forte baisse de 43,3 % par rapport à l'exercice précédent.

### **Analyse du bilan**

Le total du bilan du Groupe s'élève à CHF 15,2 milliards, en augmentation de 8,4 % par rapport à l'exercice précédent.

L'actif circulant, composé des liquidités, des créances résultant des papiers monétaires, des créances sur les banques et la clientèle, des créances hypothécaires, ainsi que du portefeuille titres et métaux précieux destinés au négoce, a augmenté de 10,9 % par rapport à l'exercice précédent. Il atteint CHF 13,5 milliards.

Le poste « immobilisations financières » totalise CHF 1,125 milliard, comparés à CHF 1,074 milliard en 2011. L'essentiel de cette augmentation provient de stock de métaux précieux servant à couvrir les comptes métaux de nos clients, ainsi que de titres de participations.

Les immobilisations corporelles s'élèvent à CHF 256,6 millions comparés à CHF 248,7 millions en 2011.

Les comptes de régularisation s'élèvent à CHF 92,8 millions, comparés à CHF 93,5 millions en 2011.

Le poste « autres actifs » s'élève à CHF 169,1 millions, comparés à CHF 361,5 millions en 2011. Cette forte diminution est due essentiellement à la diminution des valeurs de remplacement positives des instruments financiers dérivés ouverts.

Au passif, les fonds étrangers composés des engagements résultant des papiers monétaires, des engagements envers les banques et la clientèle s'élèvent à CHF 13,4 milliards,

comparés à CHF 12 milliards en 2011. Ils représentent 88 % du total du bilan. Cette augmentation de 11,5 % provient essentiellement des créances de nos clients.

Le poste « autres passifs » s'élève à CHF 235,2 millions, comparés à CHF 382,7 millions en 2011. Cette diminution de 38,5 % s'explique en partie par la diminution des valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés ouverts.

Le poste « correctif de valeurs et provisions » s'élève à CHF 69,6 millions, en augmentation de CHF 4,1 millions.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont en diminution de 7,8 % par rapport à l'exercice précédent. Elles s'établissent à CHF 287,4 millions, comparés à CHF 311,7 millions en 2011.

Avant distribution du dividende, les fonds propres du Groupe s'élèvent à CHF 1,3 milliard. Ils représentent 8,8 % du total du bilan.

### **Ratio de fonds propres**

Le rendement des fonds propres s'élève à 5,1 %. Les fonds propres requis selon la BRI (Bâle II) s'élèvent à CHF 307,2 millions. Les fonds propres pouvant être pris en compte se montent à CHF 1,1 milliard. Le rapport entre les fonds propres pris en compte et les fonds propres requis selon le droit suisse (ratio BRI) s'élève à 29,5 %, largement au-dessus du minimum légal (12 %).

## Perspectives pour l'année 2013

En 2013 le métier de Private Banking continuera à être confronté à un environnement très exigeant; les prescriptions sur le secret bancaire et le poids des réglementations pèseront encore sur la rentabilité.

Il sera plus que jamais nécessaire de renforcer et rajeunir, tant nos équipes de professionnels, que nos moyens technologiques. La qualité du service à nos clients, tout comme notre compétitivité en dépendent.

La nouvelle Direction installée en avril 2012, sous la conduite de Christophe de Backer a produit un plan stratégique à l'échelle du Groupe Edmond de Rothschild. La mise en œuvre de ce plan d'une durée de quatre ans doit permettre d'optimiser progressivement notre efficacité commerciale dans nos deux principaux métiers que sont la banque privée et la gestion d'actifs. Ce plan devrait également permettre de réaliser de substantielles économies par la mutualisation à l'échelle du Groupe Edmond de Rothschild d'un certain nombre de fonctions et de poste de frais.

La prudence restera toutefois de rigueur dans un monde financier en pleine mutation et dans un environnement de marché encore très volatil.

Nous ne terminerons pas ce rapport sans réitérer à nos actionnaires et à nos clients l'expression de notre reconnaissance pour la confiance dont ils veulent bien nous honorer.

Le Conseil d'Administration



Rapport de l'organe de révision  
à l'Assemblée générale de  
Banque Privée Edmond de Rothschild SA  
Genève

## Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Banque Privée Edmond de Rothschild SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de financement et l'annexe (pages 52 à 90) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012.

### *Responsabilité du Conseil d'administration*

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux directives régissant l'établissement des comptes des banques et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

### *Responsabilité de l'organe de révision*

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. En outre, l'audit comprend une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

### *Opinion d'audit*

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les directives régissant l'établissement des comptes des banques et sont conformes à la loi suisse.

---

PricewaterhouseCoopers SA, Avenue Giuseppe-Motta 50, Case postale, 1211 Genève 2  
Téléphone: +41 58 792 91 00, Téléfax: +41 58 792 91 10, [www.pwc.ch](http://www.pwc.ch)

PricewaterhouseCoopers SA fait partie d'un réseau global de sociétés juridiquement autonomes, indépendantes les unes des autres.



### Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA



Beresford Caloia  
Expert-réviseur  
Réviseur responsable



Alain Lattafi  
Expert-réviseur

Genève, le 20 mars 2013

# Périmètre de consolidation

au 31 décembre 2012

Sociétés du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild  
consolidées par intégration globale

## En Suisse

### Maison Mère

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
Genève  
*CHF 45,000 mio. <sup>2)</sup>*

### Banque

Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A.  
Lugano  
*100 % <sup>1)</sup> CHF 5,000 mio. <sup>2)</sup>*

### Sociétés de services

Privaco Family Office S.A.  
Genève  
*100 % <sup>1)</sup> CHF 2,100 mio. <sup>2)</sup>*

Les Conseillers du Léman Associés S.A.  
Genève<sup>5)</sup>  
*100 % <sup>1)</sup> CHF 0,100 mio. <sup>2)</sup>*

### Sociétés financières et de gestion de portefeuilles

Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A.  
Fribourg  
*100 % <sup>1)</sup> CHF 0,600 mio. <sup>2)</sup>*

Cefeo Investimenti S.A.  
Lugano<sup>3)</sup>  
*100 % <sup>1)</sup> CHF 0,100 mio. <sup>2)</sup>*

Castinvest S.A.  
Genève<sup>1)</sup>  
*100 % <sup>1)</sup> CHF 0,100 mio. <sup>2)</sup>*

Priadvisory Holding S.A.  
Genève<sup>4)</sup>  
*100 % <sup>1)</sup> CHF 3,120 mio. <sup>2)</sup>*

1) Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison Mère

2) Capital-actions

3) Participation détenue à 100 % par la Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano

4) Participation détenue à 100 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg

5) Participation détenue à 100 % par Privaco Family Office S.A., Genève

## A l'étranger

### Banques

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe Luxembourg	100 % <sup>1)</sup>	EUR 31,500 mio. <sup>2)</sup>
Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd, Nassau Bahamas	100 % <sup>1)</sup>	CHF 15,000 mio. <sup>2)</sup>
Banque de Gestion Edmond de Rothschild - Monaco Monaco <sup>3)</sup>	54,85 % <sup>1)</sup>	EUR 12,000 mio. <sup>2)</sup>

### Sociétés de services et sociétés immobilières

COPRI III S.A. Luxembourg	100 % <sup>1)</sup>	EUR 0,747 mio. <sup>2)</sup>
Immobilière du 3 Joseph II Luxembourg <sup>7)</sup>	100 % <sup>1)</sup>	EUR 0,064 mio. <sup>2)</sup>
Privaco Family Office (HK) Ltd Hong Kong <sup>8)</sup>	100 % <sup>1)</sup>	HKD 12,000 mio. <sup>2)</sup>

### Sociétés de gestion de portefeuilles et d'administration de trusts

LCF Edmond de Rothschild Fund Management Ltd U.K. <sup>4)</sup>	80 % <sup>1)</sup>	GBP 0,250 mio. <sup>2)</sup>
LCF Edmond de Rothschild Conseil S.A. Luxembourg <sup>5)</sup>	100 % <sup>1)</sup>	EUR 0,050 mio. <sup>2)</sup>
LCF Edmond de Rothschild Asset Management (C.I.) Limited Guernsey <sup>6)</sup>	100 % <sup>1)</sup>	GBP 0,005 mio. <sup>2)</sup>
Privaco Trust Limited New Zealand <sup>8)</sup>	100 % <sup>1)</sup>	NZD 0,050 mio. <sup>2)</sup>
Privaco Services Limited New Zealand <sup>8)</sup>	100 % <sup>1)</sup>	NZD 0,000001 mio. <sup>2)</sup>
Edmond de Rothschild Corporate Finance S.A. Espagne <sup>9)</sup>	89,80 % <sup>1)</sup>	EUR 1,000 mio. <sup>2)</sup>
LCF Edmond de Rothschild Client Nominees Limited U.K. <sup>10)</sup>	80 % <sup>1)</sup>	GBP 1,000 mio. <sup>2)</sup>

1) Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison Mère

2) Capital-actions

3) Participation détenue à 34 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, à 18 % par Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano et à 5,21 % par Incentive Management SAM, Monaco

4) Participation détenue à 100 % par Edmond de Rothschild Limited, Londres

5) Participation détenue à 99,99 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg et à 0,01 % par Edmond de Rothschild Investment Advisors, Luxembourg

6) Participation détenue à 100 % par La Compagnie Privée de Finance (Jersey), Jersey

7) Participation détenue à 100 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg

8) Participations détenues à 100 % par Privaco Family Office S.A., Genève

9) Participation détenue à 51 % par Edmond de Rothschild Limited, Londres et à 49 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg

10) Participation détenue à 100 % par LCF Edmond de Rothschild Securities, Londres

## A l'étranger

### Sociétés financières et sociétés de courtage

Edmond de Rothschild Limited Londres 80 % <sup>1)</sup>	GBP 1,000 mio. <sup>2)</sup>	LCF Edmond de Rothschild (C.I.) Limited Guernsey <sup>5)</sup> 100 % <sup>1)</sup>	GBP 0,000002 mio. <sup>2)</sup>
LCF Edmond de Rothschild Securities Limited U.K. <sup>3)</sup> 80 % <sup>1)</sup>	GBP 1,000 mio. <sup>2)</sup>	Testafid Anstalt Vaduz <sup>6)</sup> 100 % <sup>1)</sup>	CHF 0,020 mio. <sup>2)</sup>
Edmond de Rothschild International Funds Ltd Bermudes <sup>4)</sup> 62,28 % <sup>1)</sup>	USD 0,400 mio. <sup>2)</sup>	Rhoninvest Establishment Vaduz <sup>1)</sup> 100 % <sup>1)</sup>	CHF 0,020 mio. <sup>2)</sup>
Edmond de Rothschild Investment Advisors Luxembourg <sup>9)</sup> 100 % <sup>1)</sup>	EUR 0,125 mio. <sup>2)</sup>	Incentive Management SAM Monaco <sup>7)</sup> 54,74 % <sup>1)</sup>	EUR 0,150 mio. <sup>2)</sup>
LCF Edmond de Rothschild Holdings (C.I.) Limited Guernsey <sup>5)</sup> 100 % <sup>1)</sup>	GBP 0,040 mio. <sup>2)</sup>	Priglobal Advisory Limited Iles Caïman <sup>8)</sup> 100 % <sup>1)</sup>	EUR 0,000001 mio. <sup>2)</sup>
La Compagnie Privée de Finance (Jersey) Jersey 100 % <sup>1)</sup>	GBP 0,005 mio. <sup>2)</sup>		

1) Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison Mère

2) Capital-actions

3) Participation détenue à 100 % par Edmond de Rothschild Limited, Londres

4) Participation détenue à 32,25 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, à 2,25 % par Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano, à 14,75 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg, à 14,75 % par Edmond de Rothschild Limited, Londres, à 2,25 % par la Banque de Gestion Edmond de Rothschild-Monaco, Monaco

5) Participations détenues à 100 % par La Compagnie Privée de Finance (Jersey), Jersey

6) Participation détenue à 100 % par la Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano

7) Participation détenue à 99,80 % par la Banque de Gestion Edmond de Rothschild-Monaco, Monaco

8) Participation détenue à 100 % par Priadvisory Holding S.A., Genève

9) Participation détenue à 99,92 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg et à 0,08 % par LCF Rothschild Conseil S.A., Luxembourg

Prifund Conseil S.A. Luxembourg <sup>3)</sup> 100 % <sup>1)</sup>	EUR 0,078 mio. <sup>2)</sup>	Privaco (Uruguay) S.A. Montevideo <sup>6)</sup> 100 % <sup>1)</sup>	USD 0,037 mio. <sup>2)</sup>
Representación B.P. Edmond de Rothschild S.A. Montevideo 100 % <sup>1)</sup>	USD 0,014 mio. <sup>2)</sup>	Mizen Finance Corp. B.V.I. 100 % <sup>1)</sup>	USD 0,0005 mio. <sup>2)</sup>
Priasia Limited B.V.I. 100 % <sup>1)</sup>	USD 0,0003 mio. <sup>2)</sup>	Clancey Advisory Corp. B.V.I. 100 % <sup>1)</sup>	USD 0,0005 mio. <sup>2)</sup>
Edmond de Rothschild Conseil & Courtage d'assurances Monaco <sup>8)</sup> 54,47 % <sup>1)</sup>	EUR 0,150 mio. <sup>2)</sup>	LCF Fund Advisory Ltd Bahamas <sup>5)</sup> 62,28 % <sup>1)</sup>	USD 0,050 mio. <sup>2)</sup>
Iberian Renewable Energies GP, S.à r.l. Luxembourg <sup>9)</sup> 100 % <sup>1)</sup>	EUR 0,013 mio. <sup>2)</sup>	Adjutoris Conseil Luxembourg <sup>7)</sup> 100 % <sup>1)</sup>	EUR 0,031 mio. <sup>2)</sup>
Prifund Conseil Bahamas S.A. Bahamas 100 % <sup>1)</sup>	EUR 0,070 mio. <sup>2)</sup>	Edmond de Rothschild Gestion Monaco - SAM Monaco <sup>10)</sup> 54,47 % <sup>1)</sup>	EUR 0,150 mio. <sup>2)</sup>
E.C.H. Investments Ltd Iles Caïman <sup>4)</sup> 43,15 % <sup>1)</sup>	EUR 0,251 mio. <sup>2)</sup>	Edmond de Rothschild PBM LLP U.K. <sup>11)</sup> 76,92 % <sup>1)</sup>	GBP 780 mio. <sup>2)</sup>

1) Taux de participation directe et/ou indirecte de la Maison Mère

2) Capital-actions

3) Participation détenue à 100 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.

4) Participation détenue à 19,92 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, à 4,98 % par LCF Edmond de Rothschild Asset Management Ltd U.K., à 7,47 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg, à 22,68 % par Edmond de Rothschild International Funds Ltd, Bermudes

5) Participation détenue à 100 % par Edmond de Rothschild International Funds Ltd, Bermudes

6) Participation détenue à 100 % par Privaco Family Office S.A., Genève

7) Participation détenue à 99,68 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg et à 0,32 % par Edmond de Rothschild Investment Advisors, Luxembourg

8) Participation détenue à 99,30 % par la Banque de Gestion Edmond de Rothschild-Monaco, Monaco

9) Participation détenue à 100 % par la Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg

10) Participation détenue à 99,30 % par la Banque de Gestion Edmond de Rothschild-Monaco, Monaco

11) Participation détenue à 96 % par Edmond de Rothschild Limited, Londres



# Principes de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild ont été établis conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, de l'Ordonnance d'exécution (OB) et des directives de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA, ainsi qu'aux dispositions relatives à l'établissement des comptes du Règlement de cotation de la Bourse suisse. Les comptes de Groupe donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du Groupe.

## Périmètre de consolidation

### Sociétés du Groupe

Les comptes consolidés du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild comprennent les états financiers des banques et des principales sociétés exerçant une activité financière ainsi que les sociétés immobilières dans lesquelles la Maison Mère détient directement ou indirectement une participation majoritaire (les sociétés concernées figurent aux pages 52 à 55).

### Changements apportés au périmètre de consolidation

Sociétés entrées dans le périmètre durant l'exercice :

- Privaco Services Limited, New Zealand
- LCF Edmond de Rothschild Client Nominees Limited, U.K.
- EDRRIT Limited, U.K.
- Edmond de Rothschild PBM LLP, U.K.

En date du 29 novembre 2012, Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A. a conclu le contrat d'acquisition de l'intégralité du capital-actions de Sella Bank AG, Lugano. La prise de participation et la fusion par absorption de Sella Bank AG, Lugano, ont eu lieu le 28 février 2013. La fusion intervient avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Dans le cadre d'un accord de coopération entre RIT Capital Partners plc et le Groupe Edmond de Rothschild, une joint-venture (« EDRRIT ») a été créée en juillet 2012. Edmond de Rothschild Limited, filiale de la Banque Privée Edmond de

Rothschild S.A., détient 41 % d'EDRRIT et La Compagnie Financière Edmond de Rothschild, banque sœur, détient 10 %. Cet accord peut être révoqué par les parties. Le résultat généré par la création de la joint-venture est considéré comme un revenu différé enregistré sous « autres passifs ».

### Participations mises en équivalence

Les principales participations avec un taux de contrôle compris entre 20 et 50 % sont inscrites au bilan consolidé selon la méthode de mise en équivalence (« equity method »); le montant correspondant à la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et les résultats de ces sociétés est substitué à la valeur des titres détenus sous « Participations ».

Il s'agit de La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A. (34,68 %), A.C.H. Management S.A. (38 %), LCF EdR Nikko Cordial Japon (50 %), LCH Investment NV (44 %), LCF Edmond de Rothschild Asset Management Limited (41 %) et de EDRRIT Limited (41 %).

L'écart de première mise en équivalence est affecté au poste « Réserves issues du bénéfice ». L'incidence du retraitement des comptes, selon les principes retenus pour le Groupe, étant négligeable sur les états financiers consolidés, la mise en équivalence est, par conséquent, effectuée à partir des comptes sociaux.

Les participations mises en équivalence figurent sous « Participations non consolidées ».

La quote-part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence est prise en compte sous un poste distinct du compte de résultat consolidé.

### Autres participations

Les participations majoritaires de moindre importance ou destinées à être vendues, ainsi que les participations minoritaires sont inscrites au bilan sous la position « Participations non consolidées ».

## Méthode de consolidation

### Intégration globale

Les données des sociétés du Groupe sont consolidées par intégration globale.

Les actifs et les passifs, de même que les charges et produits, sont intégrés dans leur totalité.

Tous les postes du bilan et du compte de résultat qui découlent de relations d'affaires entre les sociétés consolidées du Groupe sont compensés réciproquement.

Les opérations hors bilan sont également saisies en totalité et compensées lorsqu'elles correspondent à des transactions effectuées entre les sociétés du Groupe.

L'élimination des dividendes se fait par les réserves. La part des actionnaires tiers (intérêts minoritaires) dans le patrimoine et les résultats sont indiqués séparément.

### Consolidation du capital

La consolidation du capital des banques, des sociétés financières, des sociétés de gestion et des sociétés immobilières du Groupe est établie selon la méthode anglo-saxonne (« purchase method »).

Les écarts actif et passif de première consolidation sont affectés respectivement aux postes « Valeurs immatérielles » et « Réserves issues du bénéfice ».

La position de propres titres de participations est portée en déduction des fonds propres sous « Réserves issues du capital », à concurrence des coûts d'acquisition. Les paiements de dividendes et les résultats des aliénations ultérieures sont directement attribués aux « Réserves issues du capital ».

## Sociétés nouvellement acquises

Les sociétés nouvellement acquises sont, en principe, intégrées aux comptes consolidés dans l'année de leur acquisition.

## Date de clôture des comptes consolidés

Les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 31 décembre, excepté les sociétés Priadvisory Holding S.A., Prifund Conseil S.A. et Prifund Conseil (Bahamas) S.A. qui clôturent au 30 novembre.

# Principes d'évaluation

## Conversion des comptes annuels en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions, ainsi que de la conversion, au taux de change en vigueur à la date du bilan, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

Les bilans établis en monnaies étrangères des sociétés consolidées sont convertis en francs suisses aux taux de change pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes, à l'exception des fonds propres convertis aux cours historiques.

Les comptes de résultat des sociétés du Groupe sont convertis à des cours de change annuels moyens.

Concernant les sociétés étrangères mises en équivalence, les cours pratiqués sur le marché à la date de clôture des comptes sont appliqués aux quotes-parts de leurs capitaux propres exprimées en devises et les quotes-parts du Groupe dans leurs résultats sont converties à des taux de change annuels moyens.

Les différences de conversion résultant de la consolidation et de la mise en équivalence figurent dans les fonds propres sous « Réserves issues du bénéfice ».

Les taux de change utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	2012		2011	
	Cours de clôture	Cours moyen annuel	Cours de clôture	Cours moyen annuel
<b>Principales monnaies</b>				
USD	0,91	0,93	0,94	0,88
GBP	1,48	1,48	1,46	1,41
EUR	1,21	1,20	1,22	1,23

## Saisie des opérations et inscription au bilan

Le bilan et le compte de résultat depuis le 31.12.2006 sont établis selon le principe de la date de règlement.

## Résultat des opérations de négoce sur devises et métaux précieux

Les positions en devises et métaux précieux sont converties aux cours de change du marché à la fin de l'année.

Les positions à terme sont estimées aux cours du terme restant à courir à la date de clôture des comptes. Les différences de change constatées sont enregistrées au compte de résultat.

Les produits et les charges libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change du marché du jour de leur transaction.

## Immobilisations

Les immobilisations figurent à leur prix d'achat déduction faite des amortissements (*voir note 8*), à l'exception des titres évalués selon la méthode de la mise en équivalence sous la position « Participations non consolidées ».

## Charges et produits

Les charges et les produits dégagés par l'activité des sociétés du Groupe sont comptabilisés dans l'exercice qui les a générés.

## Engagements de prévoyance

Les contributions sont présentées comme frais de personnel dans le compte de résultat de l'exercice auquel elles sont liées.

Le Groupe examine chaque année, s'il existe, de son point de vue, des avantages économiques ou des engagements économiques vis-à-vis des divers plans de prévoyance en faveur des collaborateurs du Groupe et les porte au bilan conformément à la Swiss GAAP RPC 16. La différence par rapport à la valeur correspondante de la période précédente est enregistrée comme frais de personnel dans le compte de résultat.

L'examen annuel est effectué sur la base des contrats, des comptes annuels (dont la date de clôture ne remonte pas à plus de douze mois) établis conformément à la Swiss GAAP RPC 26 pour les institutions de prévoyance suisses et d'éventuels autres calculs.

## Divers postes du bilan et du compte de résultat

Les principes d'évaluation sont détaillés dans l'annexe.

# Bilan

consolidé au 31 décembre 2012 (en milliers de CHF)

	Notes	2012	2011	Variations	
				(milliers de CHF)	(en %)
<b>Actifs</b>					
Liquidités	18	3'716'986	3'300'618	416'368	12,6
Créances résultant de papiers monétaires	1, 18	259'543	17'703	241'840	1'366,1
Créances sur les banques	2, 18	7'794'129	7'391'811	402'318	5,4
Créances sur la clientèle	3, 18	1'639'676	1'377'405	262'271	19,0
Créances hypothécaires	3, 18	23'380	11'214	12'166	108,5
Total des avances à la clientèle	4, 20	1'663'056	1'388'619	274'437	19,8
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	5, 18	18'216	32'081	(13'865)	(43,2)
Immobilisations financières	6, 18	1'125'788	1'074'457	51'331	4,8
Participations non consolidées	7, 8	101'561	92'122	9'439	10,2
Immobilisations corporelles	8	256'629	248'669	7'960	3,2
Valeurs immatérielles	8	1'278	14'088	(12'810)	(90,9)
Comptes de régularisation		92'811	93'484	(673)	(0,7)
Autres actifs	9	169'072	361'497	(192'425)	(53,2)
<b>Total des actifs</b>	8, 19, 21, 22, 23	<b>15'199'069</b>	<b>14'015'149</b>	<b>1'183'920</b>	<b>8,4</b>
Total des créances de rang subordonné		2'540	2'437	103	4,2
Total des créances sur les participations non consolidées et les participants qualifiés	7, 14	45'390	41'600	3'790	9,1

# Bilan

consolidé au 31 décembre 2012 (en milliers de CHF)

	Notes	2012	2011	Variations	
				(milliers de CHF)	(en %)
<b>Passifs</b>					
Engagements résultant de papiers monétaires	18	965	48	917	1'910,4
Engagements envers les banques	18	306'574	259'125	47'449	18,3
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	18	7'087	7'358	(271)	(3,7)
Autres engagements envers la clientèle	11, 18	13'060'356	11'729'780	1'330'576	11,3
Total des fonds de la clientèle		13'067'443	11'737'138	1'330'305	11,3
Comptes de régularisation		181'797	189'215	(7'418)	(3,9)
Autres passifs	12	235'236	382'684	(147'448)	(38,5)
Correctifs de valeurs et provisions	13	69'615	65'465	4'150	6,3
Réserves pour risques bancaires généraux	13	287'423	311'734	(24'311)	(7,8)
Capital social	14	45'000	45'000	-	-
Réserves issues du capital		92'096	93'644	(1'548)	(1,7)
Réserves issues du bénéfice	15	880'220	832'756	47'464	5,7
Propres titres de participations		(66'045)	(56'016)	(10'029)	17,9
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres	16	32'394	29'292	3'102	10,6
Bénéfice du Groupe		66'351	125'064	(58'713)	(46,9)
<i>dont: - part des intérêts minoritaires au bénéfice</i>		6'945	8'800	(1'855)	(21,1)
Total des fonds propres du Groupe	17	1'337'439	1'381'474	(44'035)	(3,2)
<b>Total des passifs</b>	19, 21, 23	<b>15'199'069</b>	<b>14'015'149</b>	<b>1'183'920</b>	<b>8,4</b>
Total des engagements de rang subordonné		-	-	-	-
Total des engagements envers les participations non consolidées et les participants qualifiés	7, 14	22'164	20'663	1'501	7,3

## Opérations hors bilan

Engagements conditionnels	4, 20, 24, 25	298'395	324'056	(25'661)	(7,9)
Engagements irrévocables	4	78'302	54'688	23'614	43,2
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	4	2'107	2'347	(240)	(10,2)
Instruments financiers dérivés	26				
Valeurs de remplacement positives		142'383	344'719	(202'336)	(58,7)
Valeurs de remplacement négatives		141'230	337'189	(195'959)	(58,1)
Montants des sous-jacents		19'997'453	22'505'565	(2'508'112)	(11,1)
Opérations fiduciaires	27	3'435'510	5'769'088	(2'333'578)	(40,4)

# Compte de résultat

de l'exercice consolidé au 31 décembre 2012 (en milliers de CHF)

	Notes	2012	2011	Variations	
				(milliers de CHF)	(en %)
Produit des intérêts et des escomptes	29	44'375	70'565	(26'190)	(37,1)
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce	29	75	120	(45)	(37,5)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	29	4'526	4'731	(205)	(4,3)
Charges d'intérêts	30	6'911	10'574	(3'663)	(34,6)
Résultat des opérations d'intérêts		42'065	64'842	(22'777)	(35,1)
Produit des commissions sur les opérations de crédit		1'370	1'365	5	0,4
Produit des commissions sur les opérations de négoce de titres et les placements	31	514'906	556'675	(41'769)	(7,5)
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de services	32	59'608	70'486	(10'878)	(15,4)
Charges de commissions		110'512	124'368	(13'856)	(11,1)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services		465'372	504'158	(38'786)	(7,7)
Résultat des opérations de négoce	33	91'435	87'851	3'584	4,1
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		1'384	4'927	(3'543)	(71,9)
Produit total des participations		18'062	21'989	(3'927)	(17,9)
<i>dont: - participations prises en compte selon la méthode de la mise en équivalence</i>		11'706	14'635	(2'929)	(20,0)
<i>- autres participations non consolidées</i>		6'356	7'354	(998)	(13,6)
Résultat des immeubles		1'889	1'835	54	2,9
Autres produits ordinaires	34	14'379	15'064	(685)	(4,5)
Autres charges ordinaires		3'391	1'530	1'861	121,6
Autres résultats ordinaires		32'323	42'285	(9'962)	(23,6)
<b>Total produits d'exploitation</b>		<b>631'195</b>	<b>699'136</b>	<b>(67'941)</b>	<b>(9,7)</b>
Charges de personnel	35	386'050	356'982	29'068	8,1
Autres charges d'exploitation	36	135'815	134'449	1'366	1,0
<b>Total charges d'exploitation</b>		<b>521'865</b>	<b>491'431</b>	<b>30'434</b>	<b>6,2</b>
<b>Bénéfice brut</b>		<b>109'330</b>	<b>207'705</b>	<b>(98'375)</b>	<b>(47,4)</b>
Amortissements sur l'actif immobilisé	8,37	40'269	36'038	4'231	11,7
Correctifs de valeurs, provisions et pertes	38	16'008	6'137	9'871	160,8
<b>Résultat intermédiaire</b>		<b>53'053</b>	<b>165'530</b>	<b>(112'477)</b>	<b>(67,9)</b>
Produits extraordinaires	39	38'943	12'275	26'668	217,3
Charges extraordinaires	39	8'804	23'047	(14'243)	(61,8)
Impôts	40	16'841	29'694	(12'853)	(43,3)
<b>Bénéfice du Groupe</b>	41, 42, 43	<b>66'351</b>	<b>125'064</b>	<b>(58'713)</b>	<b>(46,9)</b>
<i>dont: - part des intérêts minoritaires au bénéfice</i>		6'945	8'800	(1'855)	(21,1)

# Tableau de financement

consolidé au 31 décembre 2012 (en milliers de CHF)

	2012			2011		
	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde	Sources de fonds	Emplois de fonds	Solde
Bénéfice du Groupe	66'351	-		125'064	-	
Amortissements sur l'actif immobilisé	40'269	-		36'038	-	
Comptes de régularisation actifs	673	-		23'122	-	
Comptes de régularisation passifs	-	7'418		12'509	-	
Correctifs de valeurs et provisions	4'150	-		4'317	-	
Réserves pour risques bancaires généraux	-	24'311		16'767	-	
Dividende de l'exercice précédent		78'750			69'750	
Autres variations des réserves et des intérêts minoritaires	-	5'777		-	16'358	
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne)	111'443	116'256	(4'813)	217'817	86'108	131'709
Capital						
Réserves issues du capital	-	1'548		424	-	
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres	-	1'548		424	-	
Participations non consolidées	-	9'606		-	1'332	
Immeubles	-	-		-	76'322	
Autres immobilisations corporelles	-	46'644		-	23'511	
Valeurs immatérielles	10'772	-		-	7'436	
Variation de change	620	-		2'090	-	
Flux de fonds des mutations dans l'actif immobilisé	11'392	56'250	(44'858)	2'090	108'601	(106'511)
Créances résultant de papiers monétaires	-	241'840		100'303	-	
Engagements résultant de papiers monétaires	917	-		-	24	
<b>Opérations sur papiers monétaires</b>	<b>917</b>	<b>241'840</b>	<b>(240'923)</b>	<b>100'303</b>	<b>24</b>	<b>100'279</b>
Créances sur les banques	-	402'318		1'219'191	-	
Engagements envers les banques	47'449	-		13'417	-	
Immobilisations financières	-	51'331		-	275'784	
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	13'865	-		1'079	-	
<b>Activités bancaire et de négoce</b>	<b>61'314</b>	<b>453'649</b>	<b>(392'335)</b>	<b>1'233'687</b>	<b>275'784</b>	<b>957'903</b>
Créances sur la clientèle	-	262'271		260'367	-	
Créances hypothécaires	-	12'166		2'963	-	
Fonds d'épargne et de placement	-	271		-	379	
Autres engagements envers la clientèle	1'330'576	-		1'630'564	-	
Obligations de caisse	-	-		-	-	
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>1'330'576</b>	<b>274'708</b>	<b>1'055'868</b>	<b>1'893'894</b>	<b>379</b>	<b>1'893'515</b>
Autres actifs	192'425	-		-	2'937	
Autres passifs	-	147'448		-	2'114	
<b>Autres postes du bilan</b>	<b>192'425</b>	<b>147'448</b>	<b>44'977</b>	<b>-</b>	<b>5'051</b>	<b>(5'051)</b>
Liquidités	-	416'368		-	2'972'268	
<b>Etat des liquidités</b>	<b>-</b>	<b>416'368</b>	<b>(416'368)</b>	<b>-</b>	<b>2'972'268</b>	<b>(2'972'268)</b>
Flux de fonds de l'activité bancaire	1'585'232	1'534'013	51'219	3'227'884	3'253'506	(25'622)
<b>Total des sources et emplois de fonds</b>	<b>1'708'067</b>	<b>1'708'067</b>		<b>3'448'215</b>	<b>3'448'215</b>	



# Annexe aux comptes consolidés

## Commentaires relatifs à l'activité et mention de l'effectif du personnel

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Maison Mère, est une banque universelle spécialisée dans la gestion de patrimoine de clients privés et institutionnels. Elle est membre de la Bourse électronique suisse.

L'effectif du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 1755 collaborateurs comparés à 1683 collaborateurs pour l'exercice précédent.

Le Groupe, au travers de ses entités en Suisse et à l'étranger exécute pour le compte de sa clientèle l'ensemble des opérations usuellement proposées par les banques de gestion de patrimoine. La gestion de fortune, les opérations relatives aux dépôts fiduciaires, le trafic de paiements ainsi que le négoce de titres, de métaux précieux et de dérivés pour le compte de la clientèle représentent l'essentiel des opérations de commissions et de prestations de service. Le Groupe fournit également des prestations de service dans le domaine de la direction et de l'administration de fonds de placement.

En outre, le Groupe pratique pour son propre compte un négoce actif de titres de créance, de titres de participation, de devises, de métaux précieux ainsi que d'instruments financiers dérivés. Le négoce des matières premières et des marchandises ne fait pas partie de ses activités.

## Principes comptables et principes d'évaluation

Les principes généraux de consolidation et d'évaluation sont mentionnés séparément.

Les actifs et passifs, ainsi que les affaires hors bilan publiés sous une même rubrique font toujours l'objet d'une évaluation individuelle.

## Description du système de contrôle et de gestion des risques

### Gestion des risques

#### Politique des risques

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. Genève (ci-après « la Banque ») ainsi que ses filiales en Suisse et à l'étranger (ci-après « le Groupe ») sont principalement actives dans la gestion de patrimoine pour une clientèle privée. Les activités du Groupe s'élargissent également à la gestion de fonds de placement et au conseil en matière d'investissement. En sa qualité de Maison Mère, la Banque assume la responsabilité de la surveillance en matière de contrôle et gestion des risques sur l'ensemble des entités du Groupe.

Une politique des risques commune établie par la Banque et approuvée par le Conseil d'Administration détermine les principes généraux auxquels les entités du Groupe sont soumises. Dans ce contexte et dans le cadre des réglementations locales, chaque filiale met en place sa propre structure visant à identifier, limiter et contrôler les risques auxquels elle est exposée.

Le dispositif de surveillance et l'organisation de contrôle mis en place bénéficient de ressources importantes tant du point de vue humain que technique.

L'organisation de la gestion des risques se résume comme suit :

- le Conseil d'Administration décide des éléments constitutifs de la gestion des risques et de l'appétence au risque du Groupe ;
- le Comité d'Audit surveille et évalue le fonctionnement de la gestion des risques. Il exerce un contrôle périodique sur les risques par l'examen des états préparés à intervalles réguliers ou à la demande par la fonction « Contrôle et Gestion des Risques » ;
- le Comité Exécutif est responsable de la mise en place de procédures destinées à l'identification, l'évaluation, l'analyse et le contrôle de l'ensemble des risques pris par la Banque

et le Groupe. Il veille, avec l'assistance du Comité des Risques, d'une part, à l'application de la politique des risques arrêtée par le Conseil d'Administration et, d'autre part, à ce que toutes les informations importantes sur la situation de risques de la Banque/Groupe soient collectées, traitées et notifiées à son organe de haute direction et de surveillance ;

- les Responsables de Département ont la charge d'anticiper, prévenir et gérer les principaux événements susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs inhérents à leurs activités et aux processus opérationnels qui les sous-tendent ;
- le Responsable des Risques assure la transposition des principes et des méthodes de gestion des risques dans les processus décisionnels et opérationnels. Il contrôle l'exposition aux risques et surveille le respect des limites y relatives. Il fait rapport sur la situation de risques de la Banque/Groupe. La fonction « Contrôle et Gestion des Risques » est exercée auprès des différentes entités du Groupe et rend compte régulièrement de ses activités au Responsable des Risques de la Banque, Maison Mère du Groupe ;
- la Banque et ses filiales sont un sous-groupe de Edmond de Rothschild Holding S.A. (ci-après « la Holding ») qui est la holding faitière du Groupe Edmond de Rothschild (ci-après « Groupe EDR »). A ce titre, la Holding est soumise à la surveillance de la FINMA sur une base consolidée. Afin de satisfaire aux exigences de l'autorité de surveillance en matière de gestion et contrôle des risques du Groupe EDR, une filière Risque a été constituée qui regroupe l'ensemble des responsables risques des entités du Groupe EDR et reporte au Group Chief Financial Officer. Une charte de fonctionnement de cette filière a été établie fixant certains principes directeurs alignés sur le plan stratégique du Groupe EDR. Des échanges et une collaboration importante entre tous les acteurs de la filière animent celle-ci.

### **Risques de liquidité et de taux d'intérêt**

Le **risque de liquidité** correspond au risque que le Groupe ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins en flux de trésorerie et en sûretés, présents et futurs, attendus et inat-

tendus, sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière. Le **risque de taux d'intérêt** réside dans la vulnérabilité de la fortune ou de la marge d'intérêt nette du Groupe à une évolution défavorable des taux d'intérêt du marché.

La Banque et ses filiales adoptent une attitude prudente dans la gestion de leur trésorerie tant du point de vue qualitatif – choix des contreparties – que dans la durée des dépôts qu'elles effectuent en privilégiant des flux de liquidités quotidiens et/ou à court terme. Elles privilégient le respect de leurs engagements vis-à-vis de la clientèle, tant en situation normale que de stress et recherchent la concordance, tant sur la durée que sur l'échéance, de leurs ressources et de leurs emplois. Par ailleurs, la Banque et le Groupe veillent scrupuleusement au respect des ratios légaux actuels en matière de liquidités et participent activement aux tests relatifs aux nouvelles exigences découlant de Bâle III, qui entreront prochainement en vigueur.

L'évaluation du risque de liquidité et des positions/échéances de taux d'intérêt s'effectuent en fonction de techniques modernes de gestion du bilan et à l'aide d'outils informatiques dédiés. Un Comité opérationnel - ALM (Asset & Liability Management) - définit et veille à la mise en œuvre des règles relatives à la gestion des risques de liquidité, de taux d'intérêt et de change. Il a en outre pour mission d'optimiser la gestion de la trésorerie et d'assurer la gestion structurelle du bilan.

### **Risque de crédit**

Le **risque de crédit** correspond au risque qu'un client ou une contrepartie bancaire ou tierce soit dans l'impossibilité d'honorer une obligation envers le Groupe.

### **Contreparties bancaires**

Les contreparties bancaires avec lesquelles le Groupe collabore font l'objet d'une analyse financière approfondie et de critères de sélection exigeants. Les expositions sur les contreparties bancaires sont suivies quotidiennement par une structure de contrôle permanente et les limites accordées font l'objet de mises à jour périodiques ou immédiates si la dégradation des conditions financières de certaines

d'entre elles l'exige. Afin de minimiser le risque de crédit sur les contreparties bancaires, le Groupe privilégie les opérations de reverse repo et le placement des liquidités auprès des banques centrales. Le système de limites et la surveillance du risque de concentration sur les contreparties bancaires s'étendent à l'ensemble des entités du Groupe.

### **Clientèle**

Les opérations de crédit octroyées à la clientèle concernent essentiellement des avances sur titres à court terme et accessoirement des prêts liés aux activités de la clientèle sous gestion. Accessoirement et à la demande de clients disposant d'avoirs déposés auprès du Groupe, les entités peuvent consentir des prêts hypothécaires destinés à financer les résidences principales des débiteurs. Les facilités de crédit consenties sur base du nantissement de titres et autres avoirs font l'objet d'une analyse et d'un suivi réguliers et les taux d'avance fixés sur les actifs nantis le sont en fonction de critères rigoureux en termes de liquidité, diversification, couverture géographique et notation.

La surveillance et le contrôle quotidiens de l'exposition au risque de crédit sont effectués par un service spécifique, qui en assure également l'administration.

### **Immobilisations financières**

Les entités financières du Groupe peuvent investir une partie de leurs fonds propres et de leurs liquidités dans des actifs financiers de première qualité, notamment dans des obligations ou créances assimilables répondant à des critères de notations sévères. Ces investissements sont de nature à diversifier les liquidités du Groupe dans des placements à moyen terme et à se procurer également des rendements réguliers. Ces investissements font l'objet de limites spécifiques et le choix des placements est confié à des collaborateurs de nos propres Départements d'analyses financières. La surveillance des limites et des portefeuilles est du ressort du comité ALM auquel un reporting régulier est effectué.

### **Risque de marché**

*Le **risque de marché** réside dans la vulnérabilité de la situation financière du Groupe à une évolution défavorable des cours du marché, en particulier du prix du sous-jacent et de sa volatilité implicite (devises, titres de participations, métaux précieux et matières premières).*

Le Groupe est peu actif en matière de négoce pour propre compte de valeurs mobilières. S'agissant du marché des devises et des métaux précieux, il opère essentiellement pour le compte de sa clientèle et ne prend que de faibles positions pour son compte propre. Les limites accordées aux opérateurs sont modestes et les expositions font l'objet d'un suivi quotidien, à l'aide d'outils informatiques, par une fonction indépendante de gestion des risques et/ou de contrôle interne.

### **Risque opérationnel**

*Le **risque opérationnel** correspond à la perte potentielle que le Groupe est susceptible de subir suite à l'inadéquation ou la défaillance de procédures internes, de personnes, de systèmes d'information ou d'évènements extérieurs.*

Eu égard à leurs activités de gestion de patrimoine, d'asset management et/ou d'administration de véhicules de placements collectifs de capitaux, les entités du Groupe ont une politique visant à atténuer et contrôler les principaux risques opérationnels suivants auxquels ils pourraient faire face :

- le risque stratégique et d'affaires ;
- la fraude interne et externe ;
- la négligence aux normes applicables au devoir de confidentialité et/ou de protection du secret bancaire ;
- les pratiques défaillantes concernant la gestion des actifs de la clientèle et de véhicules de placement collectifs ;
- l'interruption de l'activité induite par des défaillances de systèmes ou d'autres causes extraordinaires.

La fonction « Contrôle et Gestion des Risques » comprend une cellule dédiée aux risques opérationnels. Destinée à mettre en exergue les améliorations possibles du dispositif de gestion des risques et du contrôle interne, elle a notamment pour mission :

- d'élaborer la méthodologie de gestion des risques opérationnels, en fonction notamment des éléments constitutifs de Bâle II/III, de la soumettre pour validation au Comité des Risques et d'assurer sa mise en place/à jour ;
- de collecter les incidents opérationnels, de les analyser et d'apprécier les mesures visant à éviter leur survenance à l'avenir.

Cette cellule participe étroitement au dispositif du système de surveillance et de contrôle interne de la Banque et collabore étroitement avec le Service de contrôle interne dans l'évaluation des contrôles mis en place, des plans d'actions à entreprendre afin d'atténuer les risques identifiés comme critiques et/ou élevés. L'équipe en place utilise un outil informatique performant dédié et déployé dans le Groupe. En outre, la cellule rend compte périodiquement, ou lorsque les circonstances l'exigent, à la Direction Générale sur la situation des risques opérationnels et les incidents.

En fonction de situations de crises retenues par la Banque susceptibles de créer une rupture, totale ou partielle, des processus opérationnels, un plan et une organisation de continuité des activités ont été définis. Propres à la Banque et à ses filiales, l'infrastructure et les moyens techniques/humains déployés visent à permettre aux fonctions critiques de travailler en mode dégradé et de revenir à la normale. Eu égard aux objectifs de continuité arrêtés par la Banque et ses filiales en cas de sinistre ou d'événement majeur, le développement et les tests de leur plan respectif seront poursuivis au cours de l'exercice 2013.

## Externalisation d'activités (Outsourcing)

La Banque ne fait pas appel à des prestations relevant de l'outsourcing au sens de la circulaire 2008/7 de la FINMA.

2012  
(milliers de CHF)

2011  
(milliers de CHF)

Variations  
(en %)

1	<b>Créances résultant de papiers monétaires</b>	<b>Total</b>	<b>259'543</b>	<b>17'703</b>	<b>1'366,1</b>
	Rescriptions et bons du trésor		15'742	17'682	(11,0)
	Autres effets de change et papiers monétaires		243'801	21	-
			<b>259'543</b>	<b>17'703</b>	

2	<b>Créances sur les banques</b>	<b>Total</b>	<b>7'794'129</b>	<b>7'391'811</b>	<b>5,4</b>
	Créances sur les banques		2'524'924	2'637'006	(4,3)
	Reverse repo		5'269'205	4'754'805	10,8
			<b>7'794'129</b>	<b>7'391'811</b>	

3	<b>Avances à la clientèle</b>	<b>Total</b>	<b>1'663'056</b>	<b>1'388'619</b>	<b>19,8</b>
	Comptes courants débiteurs		682'028	610'544	11,7
	Avances et prêts à terme fixe		957'648	766'861	24,9
	<b>Total des créances sur la clientèle</b>		<b>1'639'676</b>	<b>1'377'405</b>	<b>19,0</b>
	<b>Créances hypothécaires</b>		<b>23'380</b>	<b>11'214</b>	<b>108,5</b>
			<b>1'663'056</b>	<b>1'388'619</b>	

Les comptes courants débiteurs, avances et prêts à terme fixe ainsi que les créances hypothécaires figurent à leur valeur nominale, déduction faite des correctifs de valeurs commandés par les circonstances,

	Garanties hypothécaires	Autres garanties	En blanc	Total
<b>4 Nature des couvertures</b> (en milliers de CHF)				
<b>Prêts</b>				
Créances sur la clientèle	17'564	1'457'543	164'569	1'639'676
Créances hypothécaires :				
- immeubles d'habitation	23'380	-	-	23'380
<b>Total 2012</b>	<b>40'944</b>	<b>1'457'543</b>	<b>164'569</b>	<b>1'663'056</b>
<b>Total 2011</b>	<b>20'910</b>	<b>1'247'049</b>	<b>120'660</b>	<b>1'388'619</b>
<b>Opérations hors bilan</b>				
Engagements conditionnels	-	283'058	15'337	298'395
Engagements irrévocables	-	58'414	19'888	78'302
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	-	2'107	2'107
<b>Total 2012</b>	<b>-</b>	<b>341'472</b>	<b>37'332</b>	<b>378'804</b>
<b>Total 2011</b>	<b>-</b>	<b>359'988</b>	<b>21'103</b>	<b>381'091</b>

	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Correctifs de valeurs individuels
<b>Prêts compromis:</b> (en milliers de CHF)				
<b>Total 2012</b>	<b>13'620</b>	<b>-</b>	<b>13'620</b>	<b>13'607</b>
<b>Total 2011</b>	<b>13'288</b>	<b>-</b>	<b>13'288</b>	<b>13'287</b>

Les créances compromises, c'est-à-dire les créances pour lesquelles il est peu vraisemblable que le débiteur soit en mesure de faire face à ses engagements futurs sont évaluées individuellement et la dépréciation de valeur est couverte par des correctifs de valeurs individuels. Les opérations hors bilan tels qu'engagements fermes, garanties et instruments financiers dérivés sont également compris dans cette évaluation. Une créance est considérée comme compromise lorsque des indices probants rendent les paiements contractuels futurs dus au titre du capital et/ou des intérêts peu vraisemblables ou, au plus tard, lorsque ces paiements sont en retard depuis plus de 90 jours. Les intérêts échus depuis 90 jours sont dits en souffrance. Le Groupe renonce à comptabiliser au compte de résultat les intérêts en souffrance et les intérêts compromis et les comptabilise directement à la rubrique « Correctifs de valeurs et provisions ».

2012 2011 Variations  
(milliers de CHF) (milliers de CHF) (en %)

5	Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	Total	18'216	32'081	(43,2)
	Titres de créances		3'416	6'391	(46,5)
	<i>dont: - cotés</i>		3'416	6'391	(46,5)
	Titres de participation		14'769	25'675	(42,5)
	Métaux précieux		31	15	106,7
			<b>18'216</b>	<b>32'081</b>	

Les valeurs négociables sont inscrites à la juste valeur à la date du bilan (valeurs négociées auprès d'une bourse reconnue ou sur un marché représentatif; si ces conditions font défaut, les titres sont alors évalués selon le principe de la valeur la plus basse); les plus ou moins-values sont enregistrées au compte «Résultat des opérations de négoce».

Concernant la présentation au bilan des propres titres de participation, voir **note 17**.

6	Immobilisations financières	Total	1'125'788	1'074'457	4,8
---	-----------------------------	-------	-----------	-----------	-----

	2012		2011	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres de créance	256'011	262'223	262'797	266'911
<i>dont: - destinés à être conservés jusqu'à l'échéance</i>	178'698	181'667	180'882	183'228
<i>- portés au bilan selon le principe de la valeur la plus basse</i>	77'313	80'556	81'915	83'683
Titres de participation	56'600	62'946	28'172	33'542
<i>dont: - participations qualifiées (au minimum 10% du capital ou des voix)</i>	-	-	-	-
Métaux précieux	813'177	813'177	783'488	783'488
Immeubles	-	-	-	-
	<b>1'125'788</b>	<b>1'138'346</b>	<b>1'074'457</b>	<b>1'083'941</b>
<i>dont: - titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités</i>	142'709	-	181'616	-

Les titres productifs d'intérêts destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués selon l'«accrual method». Les agios et disagios correspondants sont délimités sur la durée, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance de l'emprunt.

Les titres productifs d'intérêts qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance et les titres de participation sont évalués selon le principe de la valeur la plus basse.

Lorsque la valeur de marché des titres cotés est inférieure à la valeur d'acquisition, respectivement à la valeur de l'actif net des sociétés émettrices de titres non cotés, la différence est comptabilisée sous le compte de charge «Autres charges ordinaires».

Les métaux précieux détenus en contrepartie des engagements clients sous forme de métaux sont évalués à la juste valeur.

Concernant la présentation au bilan des propres titres de participation, voir **note 17**.

7 Participations non consolidées	Total	101'561	92'122	10,2
Avec valeur boursière		-	-	-
Sans valeur boursière		101'561	92'122	10,2
		<b>101'561</b>	<b>92'122</b>	
Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence		55'049	45'556	20,8
Autres participations non consolidées		46'512	46'566	(0,1)
		<b>101'561</b>	<b>92'122</b>	
Le poste «Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence» comprend les participations significatives détenues entre 20 et 50 % par le Groupe.				
Différences de première mise en équivalence :				
- passives, comprises dans les « Réserves issues du bénéfice »		2'365	2'365	
- actives, figurant sous « Valeurs immatérielles »		-	-	
Sociétés inscrites au bilan selon la méthode de la mise en équivalence :				
- La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A., Meyrin, détenue par : Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A., Lugano (17,34 %) et Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève (17,34 %) Total du capital-actions CHF 11 534 000				
- A.C.H. Management S.A., Luxembourg, détenue par : Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève (27 %), Edmond de Rothschild Limited, Londres (10 %) et par Edmond de Rothschild International Funds Ltd, Bermudes (1 %) Total du capital-actions USD 87 590				
- LCF EdR Nikko Cordial, Japon, détenue par : Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, Luxembourg (50 %) Total du capital-actions JPY 100 000 000				
- LCF Edmond de Rothschild Asset Management Limited U.K., détenue par : EDRRIT Limited (100 %) Total du capital-actions GBP 250 000				
- EDRRIT Limited, détenue par : Edmond de Rothschild Limited - Londres (41 %) Total du capital-actions GBP 277 778				
- L.C.H. Investment NV, Antilles Néerlandaises, détenue par : Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève (43 %), Edmond de Rothschild Limited, Londres (0,5 %) et par Edmond de Rothschild International Funds Ltd, Bermudes (0,5 %) Total du capital-actions USD 2000				
Créances et engagements envers les participations mises en équivalence :				
Créances sur la clientèle		1	1	
Comptes de régularisation		451	92	
Autres actifs		86	631	
<b>Total des créances</b>		<b>538</b>	<b>724</b>	<b>(25,7)</b>
Engagements envers les banques		-	-	
Autres engagements envers la clientèle		11'677	3'155	
Comptes de régularisation		297	1'041	
<b>Total des engagements</b>		<b>11'981</b>	<b>4'196</b>	<b>185,5</b>

Les autres participations sont évaluées selon le principe de la valeur d'acquisition, déduction faite d'éventuels amortissements à caractère de « write-off » destinés à prendre en compte des moins-values permanentes ; les autres moins-values sont enregistrées au compte de bilan « Correctifs de valeurs et provisions » et au compte de résultat correspondant.



## 8 Présentation de l'actif immobilisé (en milliers de CHF)

Participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence	45'556	-	45'556
Autres participations	47'016	(450)	46'566
<b>Participations non consolidées</b>	<b>92'572</b>	<b>(450)</b>	<b>92'122</b>
Immeubles à l'usage de la Banque	236'704	(48'086)	188'618
Autres immeubles	13'200	(4'069)	9'131
Autres immobilisations corporelles	277'821	(226'901)	50'920
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>527'725</b>	<b>(279'056)</b>	<b>248'669</b>
Goodwill	74'980	(71'924)	3'056
Autres valeurs immatérielles	97'934	(86'902)	11'032
<b>Valeurs immatérielles</b>	<b>172'914</b>	<b>(158'826)</b>	<b>14'088</b>

	2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)
Valeur d'assurance incendie des immeubles à l'usage de la Banque	197'205	196'176
Valeur d'assurance incendie des autres immeubles	13'410	13'257
Valeur d'assurance incendie des autres immobilisations corporelles	123'132	122'676
Engagement : termes de leasing futurs résultant de leasing d'exploitation	-	-

### Immobilisations corporelles

Les augmentations ou diminutions de valeur des participations évaluées selon la méthode de la mise en équivalence figurent sous « Investissements » ou respectivement sous « Désinvestissements ».

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable et qui sont supérieures à la limite inférieure d'activation, sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition. Les investissements dans des immobilisations corporelles existantes sont activés si la valeur de marché ou d'usage est durablement augmentée ou s'ils entraînent une augmentation notable de la durée de vie.

Lors de l'évaluation postérieure, les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction des amortissements cumulés. Les amortissements sont effectués selon un plan sur toute la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié. Les amortissements effectués selon un plan, de même que les amortissements supplémentaires non planifiés, sont comptabilisés au débit de la rubrique « Amortissements sur l'actif immobilisé » du compte de résultat. Lorsque la raison ayant motivé un amortissement non planifié cesse d'exister, le Groupe procède à une réévaluation.

Les immeubles sont amortis de façon linéaire sur une durée d'utilisation fixée à 66 ans.

Les autres immobilisations corporelles se composent du mobilier, du matériel et de l'équipement (y compris les travaux d'aménagement des immeubles) sont amorties linéairement selon leur nature sur une durée d'utilisation fixée entre 2 et 5 ans.

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes à la rubrique « Charges extraordinaires ».

### Goodwill

Si le coût total d'une acquisition est plus élevé que les actifs nets repris, évalués selon les principes du Groupe, la différence est considérée comme goodwill acquis et activée. Les différences actives de première consolidation et de mise en équivalence des sociétés intégrées font l'objet d'un amortissement linéaire sur 5 ans à charge du compte de résultat.

### Autres valeurs immatérielles

Les autres valeurs immatérielles acquises sont portées au bilan dès lors qu'il est prévu que ces valeurs procureront des avantages économiques futurs au Groupe pendant plusieurs années. Les autres valeurs immatérielles que le Groupe a lui-même créées ne sont pas portées au bilan. Elles sont évaluées et inscrites au bilan au coût d'acquisition et sont amorties au compte de résultat sur la base de leur valeur résiduelle sur une durée d'utilisation de 5 ans. L'actualité de la valeur est revue chaque année. Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une diminution de valeur, le Groupe amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

Variations de change	Changement d'affectation	Investissements et entrées dans le périmètre de consolidation	Désinvestissements et sorties du périmètre de consolidation	Amortissements, y compris modifications du périmètre	Valeurs du Groupe au 31 décembre 2012
(113)	-	9'606	-	-	55'049
(54)	-	-	-	-	46'512
<b>(167)</b>	-	<b>9'606</b>	-	-	<b>101'561</b>
(231)	-	-	-	(4'647)	183'740
-	-	-	-	(274)	8'857
(223)	10'772	36'707	(835)	(33'309)	64'032
<b>(454)</b>	<b>10'772</b>	<b>36'707</b>	<b>(835)</b>	<b>(38'230)</b>	<b>256'629</b>
-	-	-	-	(1'778)	1'278
1	(10'772)	-	-	(261)	-
<b>1</b>	<b>(10'772)</b>	-	-	<b>(2'039)</b>	<b>1'278</b>

2012 2011 Variations  
(milliers de CHF) (milliers de CHF) (en %)

9 Autres actifs	Total	2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
Valeurs de remplacement positives des instruments financiers dérivés		142'383	344'719	(58,7)
Compte de compensation		7	-	-
Autres		26'682	16'778	59,0
	<b>Total</b>	<b>169'072</b>	<b>361'497</b>	

10 Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements et actifs faisant l'objet d'une réserve de propriété (en milliers de CHF)	2012		2011	
	Valeur comptable des actifs	Engagements effectifs correspondants	Valeur comptable des actifs	Engagements effectifs correspondants
Titres remis en nantissement auprès de la Chambre de la Bourse et en garantie du trafic des paiements	29'447	-	24'955	-
Autres	-	-	-	-
Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements	29'447	-	24'955	-
Total des limitations du droit de propriété pour engagements propres	29'447	-	24'955	-

2012 2011

#### Opérations de prêt et de pension effectuées avec des titres

Prétentions découlant de la mise en gage de « cash » lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	5'269'205	4'754'805
Titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	5'334'138	4'738'324
<i>dont: - titres ci-dessus aliénés ou remis à un tiers en garantie</i>	-	-

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions reverse repo sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

2012 2011 Variations  
(milliers de CHF) (milliers de CHF) (en %)

11 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle	Total	2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
		46'303	52'700	(12,1)

Les engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle (fondations paritaires et patronales) figurent sous le compte « Autres engagements envers la clientèle ».

12 Autres passifs	Total	2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés		141'230	337'189	(58,1)
Compte de compensation		90	98	(8,2)
Autres		93'916	45'397	106,9
	<b>Total</b>	<b>235'236</b>	<b>382'684</b>	

La ligne « Autres » enregistre, en 2012 notamment, le résultat généré par la création de la joint-venture décrit sous le chapitre « Principes de consolidation » à la page 56.

	Etat fin 2011	Utilisations et dissolutions conformes à leur but	Modifications du périmètre de consolidation	Recouvrements, intérêts compromis, différences de change	Nouvelles constitutions à charge du compte de résultat	Dissolutions au profit du compte de résultat	Etat fin 2012
<b>13 Correctifs de valeurs et provisions</b>							
<b>Réserves pour risques bancaires généraux</b> (en milliers de CHF)							
Provisions pour impôts latents	39'164	-	-	(89)	61	(3'935)	35'201
Correctifs de valeurs et provisions pour risques de défaillance et autres risques:							
- correctifs de valeurs et provisions pour risques de défaillance (risques de recouvrement et risques-pays)	16'785	(79)	-	238	190	(29)	17'105
- autres provisions	22'803	(194)	-	(234)	10'097	(1'559)	30'913
Sous-total	39'588	(273)	-	4	10'287	(1'588)	48'018
<b>Total des correctifs de valeurs et provisions</b>	<b>78'752</b>	<b>(273)</b>	<b>-</b>	<b>(85)</b>	<b>10'348</b>	<b>(5'523)</b>	<b>83'219</b>
Moins correctifs de valeurs compensés directement à l'actif:	13'287						13'604
<i>dont: - clientèle</i>	13'287						13'604
<b>Total des correctifs de valeurs et provisions selon le bilan</b>	<b>65'465</b>						<b>69'615</b>
<b>Réserves pour risques bancaires généraux</b>	<b>311'734</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7'866</b>	<b>(32'177)</b>	<b>287'423</b>

En application du principe de prudence, le Groupe constitue des correctifs de valeurs et des provisions individuels pour tous les risques de perte reconnaissables. Les correctifs de valeurs et provisions qui, au cours d'une période comptable, ne sont plus économiquement nécessaires sont dissous et portés au compte de résultat. Les correctifs de valeurs individuels sont directement déduits des rubriques correspondantes de l'actif.

Les impôts différés sont pour la plupart liés à des écarts temporaires affectant les réserves pour risques bancaires généraux. Ils sont déterminés sur la base des taux d'impôt moyen prévisibles au moment de l'établissement du bilan. Les charges et les produits d'impôts différés sont comptabilisés au compte de résultat.

Les réserves pour risques bancaires généraux sont intégrées dans les fonds propres consolidés.

#### Procédures judiciaires

Le Groupe est impliqué dans diverses procédures judiciaires entrant dans le cadre de l'exercice normal de ses activités. Le contexte d'affaire global actuel implique certains risques juridiques, dont l'impact sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe en raison de l'état d'avancement de ces procédures est difficile à évaluer. Conformément à sa politique, le Groupe constitue des provisions pour des procédures en cours ou potentielles, lorsque la direction estime que ces procédures sont susceptibles d'entraîner une perte ou un engagement financier, ou lorsque le litige devrait être réglé de manière transactionnelle et que le montant de l'obligation ou de la perte peut être estimé raisonnablement. Toutefois, pour certaines procédures, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer le montant des pertes raisonnables possibles, en raison notamment de la complexité de la procédure, du stade préliminaire de celle-ci, d'un état de fait incertain ou pour d'autres raisons objectives.

#### Rétrocessions

Dans une décision de principe rendue en matière de rétrocessions, le Tribunal fédéral suisse a jugé en octobre 2012 que la perception par une banque de commissions d'état versées par des tiers (en relation en particulier avec des fonds de placement ou des produits structurés) dans le cadre de l'exécution d'un mandat de gestion discrétionnaire conclu avec un client est de nature à créer un conflit d'intérêt actuel ou potentiel. Le Tribunal fédéral considère qu'une banque qui reçoit des commissions d'état de tiers dans le cadre de son mandat de gestion pourrait être incitée à ne pas agir dans le meilleur intérêt de son client. Par conséquent, conformément aux règles suisses applicables en matière de mandat, une banque doit non seulement informer son client sur les commissions d'état perçues de tiers dans le cadre de l'exécution du mandat de gestion, mais également les restituer au client pour autant que celui-ci n'y ait pas valablement renoncé conformément aux règles légales applicables. En ce qui concerne les filiales bancaires suisses du Groupe (à savoir Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. et Banca Privata Edmond de Rothschild Lugano S.A.), leurs grilles tarifaires prennent en compte le fait que ces rémunérations reçues de tiers sont acquises aux Banques. Celles-ci investissent des frais de personnel et d'organisation élevés afin de fournir à leurs clients des prestations de services de première qualité. Les rémunérations versées par des tiers contribuent à couvrir une partie des coûts des Banques, ce qui permet à leurs clients de bénéficier directement, en contrepartie, de tarifs plus avantageux. Les fourchettes de valeur de ces rémunérations reçues de tiers figurent dans les Conditions générales conformément aux règles applicables. Les Banques analysent toutefois la portée à long terme de cet arrêt, l'évolution de la législation applicable, les types de mandats concernés, leurs documentations contractuelles – en particulier la clause de renonciation introduite il y a quelques années –, ainsi que leurs grilles tarifaires existantes, afin de pouvoir prendre sur cette base les mesures appropriées, tant à l'égard de leurs clients que de leurs partenaires d'affaires.

<b>14 Capital social</b>	<b>Total</b>	<b>45'000</b>	<b>45'000</b>	<b>-</b>
200'000 actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal		20'000	20'000	-
50'000 actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal		25'000	25'000	-
		<b>45'000</b>	<b>45'000</b>	
Concernant les actions détenues pour compte propre, voir sous <b>note 17</b> .				
Créances et engagements envers les participants qualifiés :				
Créances sur la clientèle		44'687	37'638	
Autres actifs		165	3'238	
<b>Total des créances</b>		<b>44'852</b>	<b>40'876</b>	<b>9,7</b>
Autres engagements envers la clientèle		9'867	15'215	
Autres passifs		316	1'252	
<b>Total des engagements</b>		<b>10'183</b>	<b>16'467</b>	<b>(38,2)</b>

<b>15 Réserves issues du bénéfice</b>	<b>Total</b>	<b>880'220</b>	<b>832'756</b>	<b>5,7</b>
Réserves issues du bénéfice		962'295	914'164	5,3
Différences passives de consolidation et de mise en équivalence		7'224	7'224	-
Ecart de conversion cumulés		(89'299)	(88'632)	0,8
		<b>880'220</b>	<b>832'756</b>	

<b>16 Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres</b>	<b>Total</b>	<b>32'394</b>	<b>29'292</b>	<b>10,6</b>
Part des intérêts minoritaires aux réserves issues du bénéfice		43'302	40'267	7,5
Part des intérêts minoritaires aux écarts de conversion cumulés		(10'908)	(10'975)	(0,6)
		<b>32'394</b>	<b>29'292</b>	

## 17 Justification des capitaux propres

### Capitaux propres au début de l'exercice

Capital social	45'000	45'000
Réserves issues du capital	93'644	93'220
Réserves issues du bénéfice (part des intérêts minoritaires aux capitaux propres compris)	862'048	798'542
<i>dont: - écart de conversion des monnaies étrangères</i>	<i>(99'607)</i>	<i>(96'456)</i>
Réserves pour risques bancaires généraux	311'734	294'967
Bénéfice du Groupe	125'064	149'898
Propres titres de participations	(56'016)	(56'300)
<b>Total des capitaux propres au début de l'exercice</b>	<b>1'381'474</b>	<b>1'325'327</b>
Augmentation/Diminution de capital	-	-
Attributions/Prélèvements sur les réserves pour risques bancaires généraux	(24'311)	16'767
Dividende	(78'750)	(69'750)
Autres Attributions/Prélèvements sur les réserves issues du bénéfice	4'852	(13'491)
Bénéfice de l'exercice	66'351	125'064
Achats de propres titres de participation (au coût d'acquisition)	(28'199)	(18'280)
Ventes de propres titres de participation (au coût d'acquisition)	18'170	18'564
Gains ou pertes d'aliénation de propres titres de participation	(1'548)	424
Différences de conversion des monnaies étrangères	(600)	(3'151)
<b>Total des capitaux propres à la fin de l'exercice</b>	<b>1'337'439</b>	<b>1'381'474</b>
<i>dont: - capital social</i>	<i>45'000</i>	<i>45'000</i>
<i>- réserves issues du capital</i>	<i>92'096</i>	<i>93'644</i>
<i>- réserves issues du bénéfice (part des intérêts minoritaires aux capitaux propres compris)</i>	<i>912'614</i>	<i>862'048</i>
<i>dont: - écart de conversion des monnaies étrangères</i>	<i>(100'207)</i>	<i>(99'607)</i>
<i>- réserves pour risques bancaires généraux</i>	<i>287'423</i>	<i>311'734</i>
<i>- bénéfice du Groupe</i>	<i>66'351</i>	<i>125'064</i>
<i>dont: - part des intérêts minoritaires au bénéfice</i>	<i>6'945</i>	<i>8'800</i>
Propres titres de participations	(66'045)	(56'016)

Les actionnaires minoritaires étant considérés comme des apporteurs de capitaux au Groupe, leur part est, dès lors, comprise dans les fonds propres de l'entité économique « Groupe ». Au même titre, la part des tiers minoritaires au bénéfice est englobée dans le bénéfice net des sociétés intégrées dans la consolidation.

### Propres titres de participation portés en déduction des fonds propres:

#### Portefeuille de titres et de métaux précieux destinés au négoce

- nombre de propres actions au début de l'exercice	113	113
- nombre d'actions acquises durant l'exercice	387	418
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice	(360)	(418)
<b>- nombre de propres actions à la fin de l'exercice</b>	<b>140</b>	<b>113</b>

#### Propres titres de participation sous les immobilisations financières

- nombre de propres actions au début de l'exercice	2'221	2'191
- nombre d'actions acquises durant l'exercice	875	330
- nombre d'actions aliénées durant l'exercice	(400)	(300)
<b>- nombre de propres actions à la fin de l'exercice</b>	<b>2'696</b>	<b>2'221</b>

	A vue	Dénonçables	Dans les 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 12 mois et 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
--	-------	-------------	--------------------	--------------------------	------------------------------	---------------------	-------

**18 Structure des échéances de l'actif circulant, des immobilisations financières et des fonds étrangers** (en milliers de CHF)

**Actif circulant**

Liquidités	3'716'986	-	-	-	-	-	3'716'986
Créances résultant de papiers monétaires	133	-	259'239	171	-	-	259'543
Créances sur les banques	554'310	-	7'222'739	17'080	-	-	7'794'129
Créances sur la clientèle	-	682'027	388'521	485'074	24'182	59'872	1'639'676
Créances hypothécaires	-	23'380	-	-	-	-	23'380
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	18'216	-	-	-	-	-	18'216
Immobilisations financières	869'775	-	26'887	28'529	184'689	15'908	1'125'788
<b>Total 2012</b>	<b>5'159'420</b>	<b>705'407</b>	<b>7'897'386</b>	<b>530'854</b>	<b>208'871</b>	<b>75'780</b>	<b>14'577'718</b>
<b>Total 2011</b>	<b>5'033'199</b>	<b>822'332</b>	<b>6'648'833</b>	<b>454'704</b>	<b>169'422</b>	<b>76'799</b>	<b>13'205'289</b>

**Fonds étrangers**

Engagements résultant de papiers monétaires	965	-	-	-	-	-	965
Engagements envers les banques	255'368	-	51'206	-	-	-	306'574
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	-	7'087	-	-	-	-	7'087
Autres engagements envers la clientèle	12'631'866	2'758	238'721	172'689	14'322	-	13'060'356
<b>Total 2012</b>	<b>12'888'199</b>	<b>9'845</b>	<b>289'927</b>	<b>172'689</b>	<b>14'322</b>	<b>-</b>	<b>13'374'982</b>
<b>Total 2011</b>	<b>10'985'856</b>	<b>205'187</b>	<b>731'716</b>	<b>60'652</b>	<b>20</b>	<b>12'880</b>	<b>11'996'311</b>

	2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
<b>19 Créances et engagements envers les sociétés liées</b>			
Créances sur les banques	7'882	24'082	
Créances sur la clientèle	-	12	
Comptes de régularisation	1'767	2'297	
Autres actifs	7'352	6'708	
<b>Total des créances</b>	<b>17'001</b>	<b>33'099</b>	<b>(48,6)</b>
Engagements envers les banques	3'441	-	
Autres engagements envers la clientèle	15'885	6'771	
Comptes de régularisation	927	1'158	
Autres passifs	3'726	6'183	
<b>Total des engagements</b>	<b>23'979</b>	<b>14'112</b>	<b>69,9</b>

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild.

Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles aussi bien auprès de la Banque en Suisse qu'auprès des filiales à l'étranger.

	2012		2011	
	Crédits	Nombre de membres	Crédits	Nombre de membres
<b>20 Crédits aux organes de la Banque</b>				
<b>Engagements pris pour le compte des organes de la Banque à titre de garantie</b>				
<b>Rémunérations des organes de la Banque</b>				
<b>Crédits accordés aux organes de la Banque:</b> (en milliers de CHF)				
- conseils d'administration	51'285	7	39'649	6
- comités de direction	2'092	6	4'015	5
- services de l'audit interne	-	-	-	-
- organe de révision	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>53'377</b>	<b>13</b>	<b>43'664</b>	<b>11</b>
	Engagements	Nombre de membres	Engagements	Nombre de membres
<b>Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie:</b> (en milliers de CHF)				
- conseils d'administration	581	7	341	4
- comités de direction	823	9	896	10
- services de l'audit interne	37	5	31	4
- organe de révision	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1'441</b>	<b>21</b>	<b>1'268</b>	<b>18</b>



	2012			2011		
	Suisse	Etranger	Total	Suisse	Etranger	Total
<b>21 Répartition du bilan entre la Suisse et l'étranger</b> (en milliers de CHF)						
<b>Actifs</b>						
Liquidités	2'720'931	996'055	3'716'986	2'481'473	819'145	3'300'618
Créances résultant de papiers monétaires	255'805	3'738	259'543	17'045	658	17'703
Créances sur les banques	583'286	7'210'843	7'794'129	231'493	7'160'318	7'391'811
Créances sur la clientèle	144'158	1'495'518	1'639'676	103'930	1'273'475	1'377'405
Créances hypothécaires	16'880	6'500	23'380	11'214	-	11'214
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	31	18'185	18'216	332	31'749	32'081
Immobilisations financières	948'486	177'302	1'125'788	923'999	150'458	1'074'457
Participations non consolidées	74'259	27'302	101'561	83'438	8'684	92'122
Immobilisations corporelles	185'970	70'659	256'629	182'219	66'450	248'669
Valeurs immatérielles	1'278	-	1'278	8'102	5'986	14'088
Comptes de régularisation	21'567	71'244	92'811	23'719	69'765	93'484
Autres actifs	97'823	71'249	169'072	104'339	257'158	361'497
<b>Total des actifs</b>	<b>5'050'474</b>	<b>10'148'595</b>	<b>15'199'069</b>	<b>4'171'303</b>	<b>9'843'846</b>	<b>14'015'149</b>

## Passifs

Engagements résultant de papiers monétaires	965	-	965	48	-	48
Engagements envers les banques	10'800	295'774	306'574	4'189	254'936	259'125
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	6'450	637	7'087	6'790	568	7'358
Autres engagements envers la clientèle	1'553'908	11'506'448	13'060'356	1'464'582	10'265'198	11'729'780
Comptes de régularisation	74'324	107'473	181'797	77'761	111'454	189'215
Autres passifs	64'256	170'980	235'236	276'637	106'047	382'684
Correctifs de valeurs et provisions	44'129	25'486	69'615	35'918	29'547	65'465
Réserves pour risques bancaires généraux	232'865	54'558	287'423	246'969	64'765	311'734
Capital social	45'000	-	45'000	45'000	-	45'000
Réserves issues du capital	91'165	931	92'096	92'713	931	93'644
Réserves issues du bénéfice	668'644	211'576	880'220	657'623	175'133	832'756
Propres titres de participations	(66'045)	-	(66'045)	(56'016)	-	(56'016)
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres	-	32'394	32'394	-	29'292	29'292
Bénéfice du Groupe	(16'945)	83'296	66'351	14'465	110'599	125'064
<b>Total des passifs</b>	<b>2'709'516</b>	<b>12'489'553</b>	<b>15'199'069</b>	<b>2'866'679</b>	<b>11'148'470</b>	<b>14'015'149</b>

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue en fonction du domicile du débiteur, du créancier et de l'émetteur de titres et emprunts. En ce qui concerne les créances hypothécaires et les immeubles, le lieu du gage est pris en considération.

	2012		2011	
	Valeur	Part en %	Valeur	Part en %
<b>22 Répartition des actifs consolidés par pays/groupe de pays</b> (en milliers de CHF)				
<b>Actifs</b>				
Suisse	5'050'474	33,2	4'171'303	29,8
Europe hors Suisse	9'554'396	62,8	9'226'880	65,8
Amérique du Nord	134'895	0,9	179'866	1,3
Amérique du Sud	69'005	0,5	42'851	0,3
Asie, Australie, Océanie	55'569	0,4	29'285	0,2
Caraïbes	273'591	1,8	324'823	2,3
Afrique, Moyen-Orient	61'139	0,4	40'141	0,3
<b>Total des actifs</b>	<b>15'199'069</b>	<b>100,0</b>	<b>14'015'149</b>	<b>100,0</b>

**23 Bilan par monnaie** (en milliers de CHF)

## Actifs

Liquidités	2'718'273	384	992'329	6'000	3'716'986
Créances résultant de papiers monétaires	-	73'769	108'869	76'905	259'543
Créances sur les banques	6'562	3'777'359	3'298'335	711'873	7'794'129
Créances sur la clientèle	156'374	345'966	975'735	161'601	1'639'676
Créances hypothécaires	23'380	-	-	-	23'380
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	157	5'704	8'505	3'850	18'216
Immobilisations financières	255'931	7'785	29'229	832'843	1'125'788
Participations non consolidées	88'873	184	7'760	4'744	101'561
Immobilisations corporelles	193'261	72	62'601	695	256'629
Valeurs immatérielles	1'278	-	-	-	1'278
Comptes de régularisation	29'369	4'186	56'925	2'331	92'811
Autres actifs	98'227	214	62'012	8'619	169'072
Total des positions portées à l'actif	3'571'685	4'215'623	5'602'300	1'809'461	15'199'069
Prétention à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options	2'177'636	7'365'196	7'967'327	3'002'168	20'512'327
<b>Total des actifs 2012</b>	<b>5'749'321</b>	<b>11'580'819</b>	<b>13'569'627</b>	<b>4'811'629</b>	<b>35'711'396</b>
<b>Total des actifs 2011</b>	<b>6'571'355</b>	<b>12'302'339</b>	<b>13'640'193</b>	<b>4'267'300</b>	<b>36'781'187</b>

## Passifs

Engagements résultant de papiers monétaires	965	-	-	-	965
Engagements envers les banques	6'582	128'985	94'364	76'643	306'574
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placements	7'087	-	-	-	7'087
Autres engagements envers la clientèle	1'683'621	4'151'422	5'481'068	1'744'245	13'060'356
Comptes de régularisation	78'637	1'568	89'381	12'211	181'797
Autres passifs	66'170	682	147'771	20'613	235'236
Correctifs de valeurs et provisions	55'863	-	13'752	-	69'615
Réserves pour risques bancaires généraux	232'865	-	54'558	-	287'423
Capital social	45'000	-	-	-	45'000
Réserves issues du capital	91'165	-	931	-	92'096
Réserves issues du bénéfice	703'124	1'522	139'350	36'224	880'220
Propres titres de participations	(66'045)	-	-	-	(66'045)
Part des intérêts minoritaires aux capitaux propres	5	588	23'804	7'997	32'394
Bénéfice du Groupe	(29'002)	822	97'474	(2'943)	66'351
Total des positions portées au passif	2'876'037	4'285'589	6'142'453	1'894'990	15'199'069
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options	2'922'657	7'278'967	7'393'708	2'916'995	20'512'327
<b>Total des passifs 2012</b>	<b>5'798'694</b>	<b>11'564'556</b>	<b>13'536'161</b>	<b>4'811'985</b>	<b>35'711'396</b>
<b>Position nette par devise</b>	<b>(49'373)</b>	<b>16'263</b>	<b>33'466</b>	<b>(356)</b>	<b>-</b>
<b>Total des passifs 2011</b>	<b>6'559'329</b>	<b>12'291'784</b>	<b>13'588'415</b>	<b>4'341'659</b>	<b>36'781'187</b>

		2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
<b>24 Engagements conditionnels</b>	<b>Total</b>	<b>298'395</b>	<b>324'056</b>	<b>(7,9)</b>
Garanties irrévocables émises sous forme d'avals, cautionnements et garanties (y compris les engagements par garantie sous forme d'accréditifs irrévocables), engagements par endossement d'effets réescomptés et garanties de remboursement d'acomptes		225'039	263'194	(14,5)
Garanties de prestations de garantie telles que garanties de soumission, de livraison et d'exécution, « letters of indemnity » et autres prestations de garantie (y compris les prestations de garantie sous forme d'accréditifs irrévocables)		73'356	60'862	20,5
		<b>298'395</b>	<b>324'056</b>	

Concernant les engagements pris pour le compte des organes de la Banque à titre de garantie, voir sous **note 20**. La présentation de ces éléments dans les opérations hors bilan se fait à la valeur nominale. Pour les risques prévisibles, le Groupe constitue des provisions dans les passifs du bilan.

<b>25 Obligations de garantie en faveur de tiers</b>	<b>Total</b>	<b>298'395</b>	<b>324'056</b>	<b>(7,9)</b>
Cautionnements		4'121	3'655	12,7
Garanties		294'274	320'401	(8,2)
		<b>298'395</b>	<b>324'056</b>	

	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Montants des sous-jacents	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Montants des sous-jacents
<b>26 Instruments financiers dérivés ouverts</b> (en milliers de CHF)						
<b>Instruments sur taux d'intérêt</b>						
Contrats à terme y compris FRAs	-	-	-	-	-	-
Swaps	-	409	7'000	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
<b>Devises / métaux précieux</b>						
Contrats à terme	120'487	72'849	13'549'420	-	-	-
Swaps combinés d'intérêts et de devises	19'288	63'578	6'033'899	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	2'375	2'394	303'755	90	7	50'346
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
<b>Titres de participation / indices</b>						
Contrats à terme	-	1'850	11'000	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	143	143	42'033	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
<b>Autres</b>						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (négociables)	-	-	-	-	-	-
<b>Total avant impact des contrats de netting:</b>						
<b>2012</b>	<b>142'293</b>	<b>141'223</b>	<b>19'947'107</b>	<b>90</b>	<b>7</b>	<b>50'346</b>
<b>2011</b>	<b>344'621</b>	<b>337'189</b>	<b>22'451'966</b>	<b>98</b>	<b>-</b>	<b>53'599</b>
			Valeurs de remplacement positives (cumulées)		Valeurs de remplacement négatives (cumulées)	
<b>Total après impact des contrats de netting:</b>						
<b>2012</b>			<b>142'383</b>			<b>141'230</b>
<b>2011</b>			<b>344'719</b>			<b>337'189</b>

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe englobent les opérations à terme traitées en bourse (futures), les contrats à terme traités hors bourse (forwards), les swaps, les options traitées hors bourse (OTC) et les options traitées en bourse (exchange traded options).

Les transactions de produits dérivés effectués par le Groupe le sont pour le compte de clients ainsi que pour compte propre. Les opérations sur options, futures et swaps pour compte propre servent à couvrir les positions d'investissements financiers et à contrôler le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Les valeurs de remplacement positives et négatives correspondent aux avoirs, respectivement aux engagements de la Banque en cas de conclusion avec d'autres contreparties de contrats de remplacement identiques aux contrats de base. Les valeurs de remplacement positives et négatives figurent au bilan sous «Autres actifs», respectivement «Autres passifs» et dans le compte de résultat sous «Résultat des opérations de négoce». La juste valeur découle soit du prix résultant d'un marché efficient et liquide, soit du prix offert par les teneurs de marché, soit du prix établi à l'aide de modèles d'évaluation.

Les montants des sous-jacents correspondent à la part créancière des achats et des ventes d'instruments dérivés pour compte propre ou pour la clientèle (volume des contrats).

(suite annexe 26: page suivante)

	2012			2011		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Montants des sous-jacents	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Montants des sous-jacents
<b>Instruments financiers dérivés ouverts</b> (en milliers de CHF)						
Banques et bourses de dérivés						
- avec échéance jusqu'à un an	103'800	44'788	10'846'866	123'100	281'996	14'278'130
- avec échéance de plus d'un an	29	385	2'367	26	203	4'414
Clients avec couverture	38'554	96'057	9'148'220	221'593	54'990	8'223'021
<b>Total</b>	<b>142'383</b>	<b>141'230</b>	<b>19'997'453</b>	<b>344'719</b>	<b>337'189</b>	<b>22'505'565</b>

	Total	2012	2011	Variations
		(milliers de CHF)	(milliers de CHF)	(en %)
<b>27 Opérations fiduciaires</b>	<b>Total</b>	<b>3'435'510</b>	<b>5'769'088</b>	<b>(40,4)</b>
Placements fiduciaires auprès de banques tierces		3'357'571	5'552'724	(39,5)
Prêts fiduciaires		77'939	216'364	(64,0)
		<b>3'435'510</b>	<b>5'769'088</b>	
<b>28 Avoirs de la clientèle*</b>				
Avoirs détenus par des fonds sous gestion propre		15'974'539	17'531'954	(8,9)
Avoirs sous mandat de gestion		20'729'405	21'180'495	(2,1)
Autres avoirs		64'894'281	57'665'377	12,5
<b>Total des avoirs de la clientèle (y.c. prises en compte doubles)</b>		<b>101'598'225</b>	<b>96'377'826</b>	<b>5,4</b>
<i>dont: - prises en compte doubles</i>		9'607'052	9'993'465	(3,9)
<i>- apports/retraits nets d'argent frais</i>		2'481'288	1'149'820	115,8

Les avoirs administrés comprennent les instruments de placement collectifs sous gestion propre, les avoirs des investisseurs qui sont gérés sur la base d'un mandat de gestion de fortune (y.c. les avoirs déposés auprès de tiers) ainsi que les autres avoirs détenus à des fins d'investissement (autres avoirs administrés).

Est considéré comme « assets under custody » l'actif d'un client institutionnel dont l'unique objectif est le dépôt.

Les apports/retraits nets d'argent frais de la clientèle découlent de l'acquisition de nouveaux clients, des départs de clients ainsi que des apports et retraits de clients existants. Les modifications des avoirs dues aux performances (par ex. les modifications de cours, les paiements d'intérêts, les frais de banque et de dividendes) ne représentent pas un apport/retrait.

\* La présentation des avoirs de la clientèle a été établie pour l'exercice 2012 sur la base d'une nouvelle définition unique au sein du Groupe Edmond de Rothschild. Les chiffres de l'année 2011 ont été retraités afin d'assurer la comparaison.

	Total	44'375	70'565	(37,1)
<b>29 Produits des intérêts et des escomptes</b>				
Créances sur les banques		23'655	44'938	(47,4)
<i>dont: - reverse repo</i>		11'001	30'329	(63,7)
Créances résultant de papiers monétaires		574	349	64,5
Avances à la clientèle		20'146	25'278	(20,3)
		<b>44'375</b>	<b>70'565</b>	
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		75	120	(37,5)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		4'526	4'731	(4,3)

		2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
<b>30 Charges d'intérêts</b>	<b>Total</b>	<b>6'911</b>	<b>10'574</b>	<b>(34,6)</b>
Engagements envers les banques		1'685	1'485	13,5
Fonds de la clientèle		5'226	9'089	(42,5)
		<b>6'911</b>	<b>10'574</b>	

<b>31 Produit des commissions sur les opérations de négoce de titres et les placements</b>	<b>Total</b>	<b>514'906</b>	<b>556'675</b>	<b>(7,5)</b>
--	--------------	----------------	----------------	--------------

Cette rubrique comprend les courtages, les droits de garde reçus, les commissions résultant des opérations de gestion de fortune, les commissions de conseil et les commissions provenant des opérations de placement (prêts et dépôts fiduciaires, or, options sur devises, futures, fonds de placement, transferts de titres, opérations d'émission de titres).

<b>32 Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de services</b>	<b>Total</b>	<b>59'608</b>	<b>70'486</b>	<b>(15,4)</b>
--	--------------	---------------	---------------	---------------

Les produits des commissions sur les autres prestations de services comprennent les frais d'administration à la charge des clients et d'autres commissions (location de coffres-forts, trafic des paiements, chèques).

<b>33 Résultat des opérations de négoce</b>	<b>Total</b>	<b>91'435</b>	<b>87'851</b>	<b>4,1</b>
Résultat sur titres (y compris instruments dérivés sur titres / indices)		26'567	18'300	45,2
Devises (y compris instruments dérivés sur devises)		64'102	68'528	(6,5)
Métaux précieux (y compris instruments dérivés sur métaux précieux)		766	1'023	(25,1)
		<b>91'435</b>	<b>87'851</b>	

Les gains et pertes de cours ainsi que le produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce sont comptabilisés dans le résultat des opérations de négoce. Le Groupe ne porte pas les frais de refinancement des portefeuilles au débit du résultat des opérations de négoce. Le résultat des emprunts et des prêts de titres est comptabilisé dans le résultat des opérations d'intérêts.

<b>34 Autres produits ordinaires</b>	<b>Total</b>	<b>14'379</b>	<b>15'064</b>	<b>(4,5)</b>
--------------------------------------	--------------	---------------	---------------	--------------

Ce poste comprend notamment les honoraires perçus, les produits des comptes de coupons ainsi que la récupération de la TVA payée.

<b>35 Charges de personnel</b>	<b>Total</b>	<b>386'050</b>	<b>356'982</b>	<b>8,1</b>
Appointements		315'023	289'384	8,9
Prestations sociales :				
- contributions sociales légales		26'647	24'768	7,6
- contributions aux institutions de prévoyance du personnel		29'427	27'401	7,4
Autres charges de personnel		14'953	15'429	(3,1)
		<b>386'050</b>	<b>356'982</b>	

Le poste «Appointements» comprend les salaires du personnel fixe et temporaire, les gratifications, les indemnités des administrateurs et les allocations supplémentaires.

#### Indications relatives aux plans de prévoyance

Les collaborateurs de la Maison Mère et certaines de ses filiales sont assurés auprès de la Fondation de prévoyance en faveur du personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. (Fondation paritaire). La Fondation a pour but de prémunir le personnel des sociétés adhérentes contre les conséquences économiques de la vieillesse, de l'invalidité et du décès. Elle est semi-autonome et est basée sur le principe de la primauté des cotisations. Les cotisations sont croissantes en fonction de l'âge de la personne assurée. L'employeur participe pour 2/3 au financement des cotisations tandis que 1/3 est à la charge des assurés. Les cotisations pour la couverture des risques décès et invalidité sont prises en charge par la Fondation patronale tandis que les frais administratifs sont à la charge des employeurs. La solidarité à l'intérieur du cercle des assurés est complète.

Les derniers comptes annuels révisés de la Fondation font apparaître un degré de couverture de 93,43 % au 31 décembre 2011 (101,10 % au 31 décembre 2010).

La performance positive de la gestion des avoirs de la Fondation nous permet d'estimer un taux de couverture entre 97 % et 98 % pour la fin de l'exercice 2012. Le Conseil de Fondation a décidé pour cette année 2012 de rémunérer les capitaux d'épargne des actifs au taux de 1 % et de ne pas adapter les rentes servies.

Le Conseil d'Administration considère que les éventuels excédents de couverture au sens de la norme Swiss GAAP RPC 16 seraient utilisés au profit des assurés et qu'il n'en résulterait dès lors aucun avantage économique pour les sociétés adhérentes.

Les entités dont le personnel est assuré par la Fondation paritaire participent également à la Fondation patronale de prévoyance en faveur du personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. et des sociétés connexes (Fondation patronale). La Fondation a pour but d'effectuer des versements bénévoles à la Fondation de prévoyance en faveur du personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. Son financement est assuré au moyen des attributions volontaires des sociétés adhérentes. La solidarité à l'intérieur du cercle des assurés est complète.

Les collaborateurs des autres entités du Groupe participent à des plans dont les prestations sont déterminées en fonction des cotisations encaissées (primauté des cotisations).

Afin de renforcer, parmi les sociétés qui le composent, le sentiment d'appartenance au Groupe Edmond de Rothschild et de bénéficiaire, dans le domaine de la prévoyance professionnelle, de synergies que peut dégager une approche «Groupe», les conseils des sociétés affiliées de trois fondations ont jugé souhaitable le regroupement au sein d'une entité, dès janvier 2013, de la Fondation de prévoyance en faveur du personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. (Fondation paritaire), de la Fondation patronale de prévoyance en faveur du personnel de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. et des sociétés connexes (Fondation patronale) et de la Fondation de Prévoyance Edmond de Rothschild. Le taux de couverture de la nouvelle entité au 1<sup>er</sup> janvier 2013 sera largement supérieur à 100 %.

Au 31 décembre 2012, il n'y a pas de réserve de contribution de l'employeur.

(suite annexe 35 : page suivante)



	2011	2011	2010			2011	2010
	Excédent de couverture / découvert	Part économique de l'entité		Variation par rapport à l'exercice précédent	Cotisations ajustées à la période	Charges de prévoyance dans frais de personnel	
<b>Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance</b> (en milliers de CHF)							
Fonds patronaux / institutions de prévoyance patronales	16'772	-	-	-	5'342	5'342	5'159
Institutions de prévoyance avec excédent/découvert de couverture	(23'779)	-	-	-	22'059	22'059	22'624
Institutions de prévoyance sans actifs propres	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>					<b>27'401</b>	<b>27'401</b>	<b>27'783</b>

	2012				2011			
	En Suisse	Dans l'UE	Autres pays	Total	En Suisse	Dans l'UE	Autres pays	Total
<b>Effectif du Groupe</b> (nombre de collaborateurs)								
Effectif moyen	708	1'006	71	<b>1'785</b>	668	965	55	<b>1'688</b>
Effectif à fin décembre	718	1'019	74	<b>1'811</b>	686	982	64	<b>1'732</b>
Effectif du personnel à fin décembre, converti en places de travail à temps complet	691	990	74	<b>1'755</b>	662	957	64	<b>1'683</b>

	Total	2012	2011	Variations
		(milliers de CHF)	(milliers de CHF)	(en %)
<b>36 Autres charges d'exploitation</b>	<b>Total</b>	<b>135'815</b>	<b>134'449</b>	<b>1,0</b>
Coût des locaux		23'066	22'206	3,9
Coût des installations:				
- informatique		30'344	27'617	9,9
- machines		734	612	19,9
- mobilier		1'024	1'083	(5,4)
- véhicules		467	461	1,3
Autres charges d'exploitation:				
- frais de bureau		8'816	8'911	(1,1)
- frais de communication		21'970	19'570	12,3
- honoraires et divers		48'843	53'989	(9,5)
- TVA		551	-	-
		<b>135'815</b>	<b>134'449</b>	

		2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
<b>37 Amortissements sur l'actif immobilisé</b>	<b>Total</b>	<b>40'269</b>	<b>36'038</b>	<b>11,7</b>
Participations consolidées		-	3	(100,0)
Immobilisations corporelles:				
- immeubles		4'921	3'496	40,8
- mobilier, matériel, équipement		33'309	23'180	43,7
Valeurs immatérielles		2'039	9'359	(78,2)
		<b>40'269</b>	<b>36'038</b>	

Concernant les participations non consolidées figurant au coût d'acquisition, seules les moins-values permanentes font l'objet d'amortissements reportés sous cette rubrique, voir **note 7**. Les mouvements des amortissements sur l'actif immobilisé sont détaillés sous **note 8**.

<b>38 Correctifs de valeurs, provisions et pertes</b>	<b>Total</b>	<b>16'008</b>	<b>6'137</b>	<b>160,8</b>
Correctifs de valeurs et provisions		10'287	3'034	239,1
Pertes		5'721	3'103	84,4
		<b>16'008</b>	<b>6'137</b>	

Le détail des dotations aux correctifs de valeurs et provisions figure sous **note 13**.

<b>39 Produits et charges extraordinaires</b>				
Produits extraordinaires		38'943	12'275	217,3
Charges extraordinaires		8'804	23'047	(61,8)

La rubrique produits extraordinaires contient principalement la dissolution d'autres provisions devenues non nécessaires à l'exploitation et la dissolution de réserves pour risques bancaires généraux.

La rubrique charges extraordinaires contient principalement la constitution de réserves pour risques bancaires généraux de CHF 7,9 millions en 2012 et CHF 22,7 millions en 2011.

<b>40 Impôts</b>	<b>Total</b>	<b>16'841</b>	<b>29'694</b>	<b>(43,3)</b>
Impôts courants		20'715	26'811	(22,7)
Impôts différés		(3'874)	2'883	-
		<b>16'841</b>	<b>29'694</b>	

Les impôts sur le revenu sont déterminés sur la base des comptes individuels des sociétés du Groupe et sont enregistrés à la charge de l'exercice qui les a générés. Concernant la dotation à la provision pour impôts, voir sous **note 13**.

<b>41 Bénéfice du Groupe</b>	<b>Total</b>	<b>66'351</b>	<b>125'064</b>	<b>(46,9)</b>
------------------------------	--------------	---------------	----------------	---------------

La part des intérêts minoritaires au bénéfice est intégrée dans le résultat consolidé en accord avec le principe de l'unité du Groupe exposé sous **note 17**.

**42 Résultat par action**

Résultat du Groupe après déduction de la part des intérêts minoritaires (en milliers de CHF)	59'406	116'264
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation		
Actions au porteur (valeur nominale de CHF 500.-)	50'000	50'000
Actions nominatives (valeur nominale de CHF 100.-)	200'000	200'000
Moyenne pondérée du nombre d'actions pour le calcul du résultat par action (à la valeur nominale de CHF 500.-) après déduction de la détention des propres titres	87'164	87'666
Résultat par action au porteur CHF	681,54	1'326,22
Résultat par action nominative CHF	136,31	265,24

	2012			2011		
	Suisse	Etranger	Total	Suisse	Etranger	Total
<b>43 Répartition du compte de résultat entre la Suisse et l'Etranger</b> (en milliers de CHF)						
Produit des intérêts et des escomptes	21'107	23'268	44'375	28'625	41'940	70'565
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce	57	18	75	66	54	120
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	4'346	180	4'526	4'553	178	4'731
Charges d'intérêts	839	6'072	6'911	1'545	9'029	10'574
Résultat des opérations d'intérêts	24'671	17'394	42'065	31'699	33'143	64'842
Produit des commissions sur les opérations de crédit	756	614	1'370	779	586	1'365
Produit des commissions sur les opérations de négoce de titres et les placements	225'598	289'308	514'906	223'134	333'541	556'675
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de services	27'364	32'244	59'608	26'292	44'194	70'486
Charges de commissions	47'481	63'031	110'512	46'380	77'988	124'368
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	206'237	259'135	465'372	203'825	300'333	504'158
Résultat des opérations de négoce	39'910	51'525	91'435	43'454	44'397	87'851
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	784	600	1'384	5'215	(288)	4'927
Produit total des participations	16'050	2'012	18'062	17'602	4'387	21'989
Résultat des immeubles	1'371	518	1'889	1'242	593	1'835
Autres produits ordinaires	8'290	6'089	14'379	10'553	4'511	15'064
Autres charges ordinaires	980	2'411	3'391	1'408	122	1'530
Autres résultats ordinaires	25'515	6'808	32'323	33'204	9'081	42'285
Charges de personnel	209'755	176'295	386'050	190'408	166'574	356'982
Autres charges d'exploitation	66'849	68'966	135'815	65'825	68'624	134'449
Charges d'exploitation	276'604	245'261	521'865	256'233	235'198	491'431
Bénéfice brut	19'729	89'601	109'330	55'949	151'756	207'705
Amortissements sur l'actif immobilisé	29'260	11'009	40'269	25'213	10'825	36'038
Correctifs de valeurs, provisions et pertes	12'454	3'554	16'008	1'768	4'369	6'137
Résultat intermédiaire	(21'985)	75'038	53'053	28'968	136'562	165'530
Produits extraordinaires	23'393	15'550	38'943	8'203	4'072	12'275
Charges extraordinaires	8'142	662	8'804	11'784	11'263	23'047
Impôts	10'211	6'630	16'841	10'922	18'772	29'694
<b>Bénéfice du Groupe</b>	<b>(16'945)</b>	<b>83'296</b>	<b>66'351</b>	<b>14'465</b>	<b>110'599</b>	<b>125'064</b>

La répartition entre la Suisse et l'étranger s'effectue selon le principe du domicile de l'exploitation.

# Rapport de gestion

92	Chiffres-clés
93	Rapport du Conseil d'Administration
98	Rapport de l'organe de révision
100	Bilan
102	Compte de résultat
103	Annexe aux comptes annuels

# Chiffres-clés

de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève

	2012	2011	Variations	
			(milliers de CHF)	(en %)
<b>Bilan</b> (en milliers de CHF)				
Créances sur les banques	3'224'857	3'031'382	193'475	6,4
Avances à la clientèle	626'232	508'271	117'961	23,2
Engagements envers les banques	871'905	670'861	201'044	30,0
Fonds de la clientèle	5'818'279	5'459'098	359'181	6,6
Fonds propres après répartition	664'922	684'028	(19'106)	(2,8)
Total du bilan	7'783'184	7'443'327	339'857	4,6
<b>Compte de résultat</b> (en milliers de CHF)				
Résultat des opérations d'intérêts	20'808	27'495	(6'687)	(24,3)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services	177'809	175'365	2'444	1,4
Résultat des opérations de négoce	35'710	40'715	(5'005)	(12,3)
Charges d'exploitation (frais de personnel et frais généraux)	272'021	241'506	30'515	12,6
Bénéfice de l'exercice	30'322	101'551	(71'229)	(70,1)
<b>Effectif</b>				
Effectif en fin d'année (en places de travail à temps complet)	644	607	37	6,1
<b>Rentabilité</b>				
Rendement des fonds propres (en %) bénéfice net/moyenne des fonds propres après répartition	4,5	15,1	-	-
Rendement de l'actif (en %) bénéfice net/moyenne des actifs	0,4	1,5	-	-
<b>Actions</b>				
Dividende (en milliers de CHF)	56'250	78'750	(22'500)	(28,6)
Dividende (en % du capital-actions)	125	175	(50)	(28,6)
Capitalisation boursière (en milliers de CHF)	1'500'600	1'968'000	(467'400)	(23,8)
<b>Données par action au porteur</b>				
- Bénéfice net par action	337	1'128	(791)	(70,1)
- Dividende	625	875	(250)	(28,6)
- Cours au 31 décembre	18'300	24'000	(5'700)	(23,8)
- Rendement brut (en %)	3,4	3,6	-	-

Au 31 décembre, les actions nominatives ont été prises en compte avec une décote de 20%

# Rapport du Conseil d'Administration

sur les comptes statutaires de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
à l'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires du 26 avril 2013

## Analyse du bilan

Au 31 décembre 2012, le total du bilan s'élève à CHF 7,8 milliards, en augmentation de CHF 340 millions par rapport à l'exercice précédent.

A l'actif, les liquidités et créances résultant de papiers monétaires s'élèvent à CHF 2,4 milliards, en augmentation de 180 millions par rapport à 2011.

Les créances sur les banques augmentent de CHF 193,5 millions pour atteindre CHF 3,2 milliards, dont CHF 3 milliards auprès de correspondants avec lesquels nous avons conclu des conventions de reverse repo.

Les liquidités, les créances résultant de papiers monétaires et les créances sur les banques s'élèvent à CHF 5,7 milliards. Ce poste représente 72,8 % du total du bilan.

Les avances à la clientèle s'élèvent à CHF 626,2 millions, en augmentation de 23,2 % par rapport à 2011. Elles représentent 8 % du total du bilan.

Les portefeuilles de titres et métaux précieux destinés au négoce s'élèvent à CHF 3,8 millions, en forte diminution de 77,4 % par rapport à l'exercice précédent.

Les investissements financiers s'élèvent à CHF 971,5 millions, en augmentation de CHF 37 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation provient essentiellement du stock des métaux précieux servant à couvrir les comptes métaux de nos clients.

Les participations s'élèvent à CHF 223,7 millions, comparés à CHF 223,4 en 2011.

Les immobilisations corporelles s'élèvent à CHF 165,4 millions, en diminution de CHF 1,3 million.

Les autres actifs s'élèvent à CHF 109,3 millions, comparés à CHF 283,1 en 2011. Cette forte diminution de CHF 173,8 millions est due à l'évolution de la valeur de remplacement des opérations sur devises en cours à la fin de l'année.

Au passif, les engagements envers les banques augmentent de CHF 201 millions pour atteindre CHF 871,9 millions. Cette hausse s'inscrit dans le cadre de la gestion de la liquidité du Groupe

A la fin de l'exercice 2012, le total des avoirs de la clientèle s'élève à CHF 5,8 milliards comparés à CHF 5,5 milliards en 2011. Il représente 74,8 % du total du bilan.

Les autres passifs s'élèvent à CHF 122,7 millions. Leur forte diminution provient de l'évolution de la valeur de remplacement des opérations sur devises en cours à la fin de l'année.

Le poste correctifs de valeurs et provisions baisse de CHF 5,9 millions pour s'établir à CHF 174,5 millions.

Après la distribution proposée du bénéfice, les fonds propres s'élèvent à CHF 664,9 millions, soit 8,5 % du total du bilan.

La rentabilité des fonds propres est de 4,5 % en 2012. En appliquant les règles de la BRI (Bâle II), les fonds propres requis s'élèvent à CHF 124 millions, tandis que les fonds propres pouvant être pris en compte s'élèvent à CHF 506,5 millions. Le ratio BRI s'établit à 32,7 %.

## Analyse des résultats

Le bénéfice net de l'année 2012 s'élève à CHF 30,3 millions, en diminution de 70,1 % par rapport à l'année précédente.

### Evolution des produits

Le résultat des opérations d'intérêts s'établit à CHF 20,8 millions, en diminution de 24,3 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat des opérations de commissions et de prestations de services est en augmentation de 1,4 % pour s'établir à CHF 177,8 millions comparés à CHF 175,4 millions en 2011.

Le résultat des opérations de négoce s'élève à CHF 35,7 millions comparé à CHF 40,7 millions l'exercice précédent.

Les autres résultats ordinaires diminuent de 26,1 % pour atteindre CHF 102,3 millions. Cette diminution est essentiellement due aux dividendes reçus de nos filiales, des aliénations d'immobilisations financières et l'adaptation de valeur des propres actions.

### **Evolution des charges**

Les charges d'exploitation s'élèvent à CHF 272 millions, en augmentation de 12,6 % par rapport à l'exercice 2011. Les charges du personnel augmentent de 14,9 % et les autres charges d'exploitation progressent de 6,4 %.

Le bénéfice brut diminue de 54 % pour s'établir à CHF 64,6 millions comparés à CHF 140,5 millions en 2011.

Les amortissements sur l'actif immobilisé augmentent de CHF 4,9 millions par rapport à l'exercice précédent pour atteindre CHF 29,2 millions.

Le poste de correctifs de valeurs, provisions et pertes s'élève à CHF 19 millions, en augmentation de CHF 5,6 millions par rapport à l'exercice précédent.

La charge fiscale de l'exercice 2012 est estimée à CHF 7,5 millions, en diminution de 10,6 % par rapport à l'exercice précédent.

## Approbation des comptes et proposition de répartition

Nous soumettons à votre approbation les comptes de l'exercice 2012, ainsi que notre proposition d'affectation du solde disponible.

### Proposition du Conseil d'Administration relative à l'affectation du solde bénéficiaire

Le bénéfice net de l'exercice 2012 s'élève à	CHF	30'322'222.-
auquel s'ajoute le report de l'exercice précédent	CHF	4'643'306.-
<b>soit un solde disponible de</b>	<b>CHF</b>	<b>34'965'528.-</b>

que nous vous proposons d'utiliser de la façon suivante :

Distribution d'un dividende ordinaire de 125 % 200 000 actions nominatives de CHF 100.- nominal CHF 20 000 000.- à 125 %	CHF	25'000'000.-
50 000 actions au porteur de CHF 500.- nominal CHF 25 000 000.- à 125 %	CHF	31'250'000.-
<b>Total du dividende ordinaire</b>	<b>CHF</b>	<b>56'250'000.-</b>
Attribution à la réserve légale générale		Néant
Utilisation de la réserve spéciale	CHF	(25'821'375.-)
Report à nouveau	CHF	4'536'903.-
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>34'965'528.-</b>

Si vous acceptez nos propositions, le coupon N° 26 sera mis en paiement à tous les guichets en Suisse de l'UBS, du Credit Suisse et de Rothschild Bank AG, ainsi que de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., à partir du 8 mai 2013, à raison de CHF 125.- par action nominative de CHF 100.- nominal et de CHF 625.- par action au porteur de CHF 500.- nominal, sous déduction de l'impôt anticipé de 35 %.

Après utilisation de CHF 25 821 375.- de la réserve spéciale, les fonds propres s'élèveront à CHF 664 921 903.-, représentant 8,5% du total du bilan.



## Nominations statutaires

Les mandats, de Messieurs Klaus Jenny, E. Trevor Salathé et Jacques-André Reymond expirent à la date de la présente assemblée. Conformément aux dispositions de l'article 19 des Statuts de notre Société, nous vous proposons le renouvellement de leur mandat pour une période statutaire d'un an.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration propose l'élection de Monsieur Maurice Monbaron pour une période statutaire de trois ans.

Il sera procédé à un vote individuel.

Nous proposons également de renouveler pour l'exercice 2013 le mandat de la société PricewaterhouseCoopers S.A. à Genève en qualité d'Organe de révision.

## Perspectives pour l'année 2013

En 2013, le métier de Private Banking continuera à être confronté à un environnement très exigeant; les prescriptions sur le secret bancaire et le poids des réglementations pèseront encore sur la rentabilité.

Il sera plus que jamais nécessaire de renforcer et rajeunir tant nos équipes de professionnels que nos moyens technologiques. La qualité du service à nos clients, tout comme notre compétitivité en dépendent.

La nouvelle Direction installée en avril 2012, sous la conduite de Christophe de Backer a produit un plan stratégique à l'échelle du Groupe Edmond de Rothschild. La mise en œuvre de ce plan d'une durée de quatre ans doit permettre d'optimiser progressivement notre efficacité commerciale dans nos deux principaux métiers que sont la banque privée et la gestion d'actifs. Ce plan devrait également permettre de réaliser de substantielles économies par la mutualisation à l'échelle du Groupe Edmond de Rothschild, d'un certain nombre de fonctions et de poste de frais.

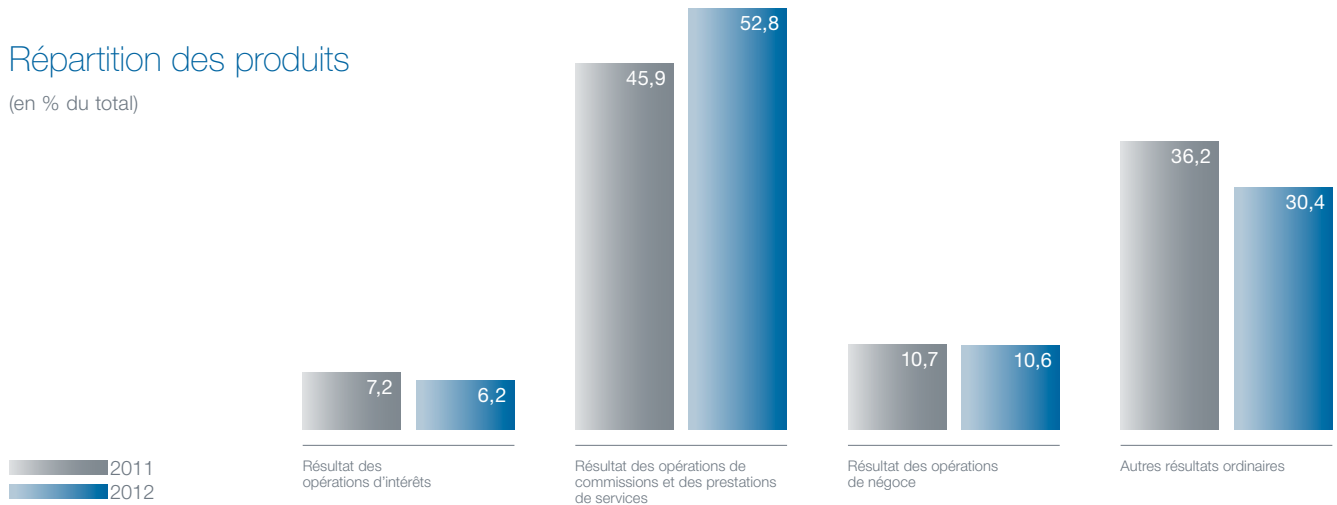
La prudence restera toutefois de rigueur dans un monde financier en pleine mutation et dans un environnement de marché encore très volatil.

Nous ne terminerons pas ce rapport sans réitérer à nos actionnaires et à nos clients l'expression de notre reconnaissance pour la confiance dont ils veulent bien nous honorer.

Le Conseil d'Administration

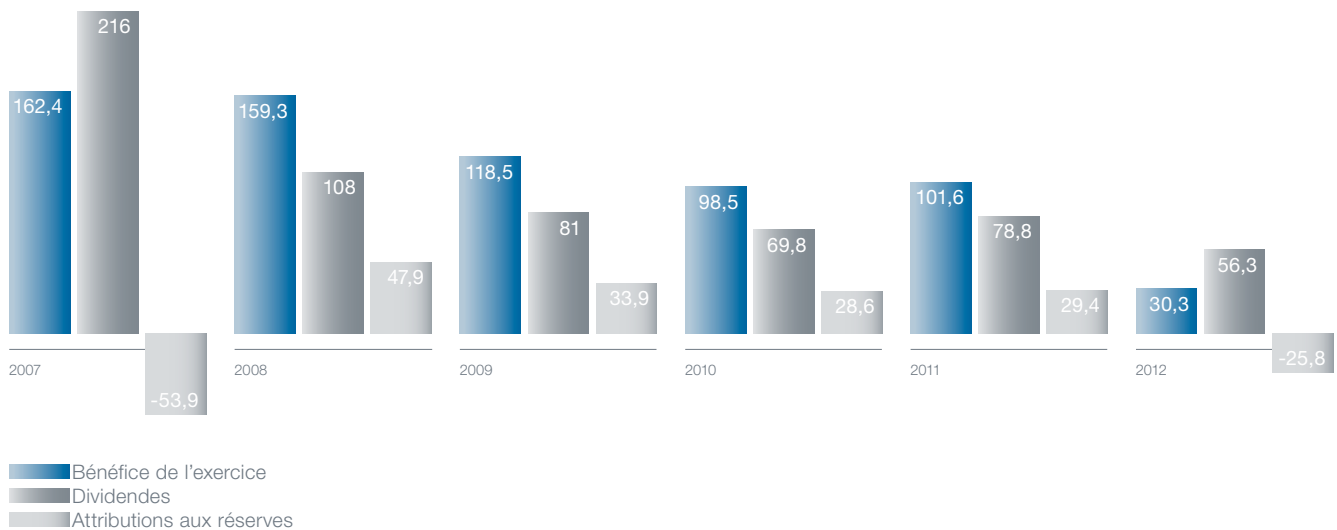
## Répartition des produits

(en % du total)



## Répartition du bénéfice

(en millions de CHF)





Rapport de l'organe de révision  
à l'Assemblée générale de  
Banque Privée Edmond de Rothschild SA  
Genève

## Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Banque Privée Edmond de Rothschild SA, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe (pages 100 à 114) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012.

### *Responsabilité du Conseil d'administration*

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées ainsi que des estimations comptables adéquates.

### *Responsabilité de l'organe de révision*

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

### *Opinion d'audit*

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2012 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

---

PricewaterhouseCoopers SA, Avenue Giuseppe-Motta 50, Case postale, 1211 Genève 2  
Téléphone: +41 58 792 91 00, Téléfax: +41 58 792 91 10, [www.pwc.ch](http://www.pwc.ch)

PricewaterhouseCoopers SA fait partie d'un réseau global de sociétés juridiquement autonomes, indépendantes les unes des autres.



### Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA



Beresford Calota  
Expert-réviseur  
Réviseur responsable



Alain Lattafi  
Expert-réviseur

Genève, le 20 mars 2013

# Bilan

avant répartition du bénéfice au 31 décembre 2012 (en milliers de CHF)

	Notes	2012	2011	Variations	
				(milliers de CHF)	(en %)
<b>Actifs</b>					
Liquidités		2'179'244	2'240'464	(61'220)	(2,7)
Créances résultant de papiers monétaires		258'690	17'024	241'666	1'419,6
Créances sur les banques	1	3'224'857	3'031'382	193'475	6,4
Créances sur la clientèle		603'225	497'644	105'581	21,2
Créances hypothécaires		23'007	10'627	12'380	116,5
Total des avances à la clientèle		626'232	508'271	117'961	23,2
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	2	3'816	16'848	(13'032)	(77,4)
Immobilisations financières	3	971'527	934'504	37'023	4,0
Participations	4	223'687	223'387	300	0,1
Immobilisations corporelles	5	165'429	166'716	(1'287)	(0,8)
Comptes de régularisation		20'416	21'647	(1'231)	(5,7)
Autres actifs	6	109'286	283'084	(173'798)	(61,4)
<b>Total des actifs</b>	7, 14	<b>7'783'184</b>	<b>7'443'327</b>	<b>339'857</b>	<b>4,6</b>
Total des créances de rang subordonné		-	-	-	-
Total des créances sur les sociétés du Groupe et les participants qualifiés	4, 11	115'448	253'508	(138'060)	(54,5)
<b>Passifs</b>					
Engagements résultant de papiers monétaires		679	33	646	1'957,6
Engagements envers les banques		871'905	670'861	201'044	30,0
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne		-	-	-	-
Autres engagements envers la clientèle	8	5'818'279	5'459'098	359'181	6,6
Total des fonds de la clientèle		5'818'279	5'459'098	359'181	6,6
Comptes de régularisation		73'894	75'168	(1'274)	(1,7)
Autres passifs	9	122'713	294'934	(172'221)	(58,4)
Correctifs de valeurs et provisions	10	174'542	180'455	(5'913)	(3,3)
Réserves pour risques bancaires généraux	10	50'000	50'000	-	-
Capital social	11	45'000	45'000	-	-
Réserve légale générale		119'385	119'385	-	-
Autres réserves		471'822	435'561	36'261	8,3
<i>dont: - réserve propres titres de participation</i>		49'337	53'304	(3'967)	(7,4)
Bénéfice reporté		4'643	11'281	(6'638)	(58,8)
Bénéfice de l'exercice		30'322	101'551	(71'229)	(70,1)
Total des fonds propres avant répartition	11, 12, 13	721'172	762'778	(41'606)	(5,5)
<b>Total des passifs</b>	14	<b>7'783'184</b>	<b>7'443'327</b>	<b>339'857</b>	<b>4,6</b>
Total des engagements de rang subordonné		-	-	-	-
Total des engagements envers les sociétés du Groupe et les participants qualifiés	4, 11	873'922	646'924	226'998	35,1

# Bilan

au 31 décembre 2012 (en milliers de CHF)

	Notes	2012	2011	Variations	
				(milliers de CHF)	(en %)
<b>Opérations hors bilan</b>					
Engagements conditionnels	16	193'599	187'134	6'465	3,5
Engagements irrévocables		26'052	13'400	12'652	94,4
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires		2'107	2'309	(202)	(8,7)
Instruments financiers dérivés:					
- valeurs de remplacement positives		107'555	281'299	(173'744)	(61,8)
- valeurs de remplacement négatives		107'286	276'128	(168'842)	(61,1)
- montants des sous-jacents		15'085'233	18'125'569	(3'040'336)	(16,8)
Opérations fiduciaires	17	1'493'066	2'337'514	(844'448)	(36,1)

# Compte de résultat

de l'exercice au 31 décembre 2012 (en milliers de CHF)

	Notes	2012	2011	Variations	
				(milliers de CHF)	(en %)
Produit des intérêts et des escomptes		19'961	29'556	(9'595)	(32,5)
Produit des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		45	56	(11)	(19,6)
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		2'620	2'367	253	10,7
Charges d'intérêts		1'818	4'484	(2'666)	(59,5)
Résultat des opérations d'intérêts		20'808	27'495	(6'687)	(24,3)
Produit des commissions sur les opérations de crédit		859	759	100	13,2
Produit des commissions sur les opérations de négoce de titres et les placements		202'970	202'499	471	0,2
Produit des commissions sur les autres opérations de prestations de services		24'179	23'472	707	3,0
Charges de commissions		50'199	51'365	(1'166)	(2,3)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de services		177'809	175'365	2'444	1,4
Résultat des opérations de négoce	18	35'710	40'715	(5'005)	(12,3)
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		162	6'307	(6'145)	(97,4)
Produit des participations		110'405	122'943	(12'538)	(10,2)
Résultat des immeubles		1'009	903	106	11,7
Autres produits ordinaires		7'328	9'419	(2'091)	(22,2)
Autres charges ordinaires		16'637	1'163	15'474	1'330,5
Autres résultats ordinaires		102'267	138'409	(36'142)	(26,1)
Charges de personnel		202'338	176'039	26'299	14,9
Autres charges d'exploitation		69'683	65'467	4'216	6,4
Charges d'exploitation		272'021	241'506	30'515	12,6
Bénéfice brut		64'573	140'478	(75'905)	(54,0)
Amortissements sur l'actif immobilisé		29'196	24'289	4'907	20,2
Correctifs de valeurs, provisions et pertes		18'991	13'373	5'618	42,0
Résultat intermédiaire		16'386	102'816	(86'430)	(84,1)
Produits extraordinaires	19	21'451	7'134	14'317	200,7
Charges extraordinaires	19	19	17	2	11,8
Impôts		7'496	8'382	(886)	(10,6)
<b>Bénéfice de l'exercice</b>		<b>30'322</b>	<b>101'551</b>	<b>(71'229)</b>	<b>(70,1)</b>

# Annexe aux comptes annuels

## Principes d'établissement des comptes annuels

Les comptes annuels de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève ont été établis conformément aux dispositions du Code des obligations suisse, de la Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, de l'Ordonnance d'exécution (OB) révisée au 1<sup>er</sup> février 1995 et des directives de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA. Les comptes individuels de la Banque donnent un aperçu aussi sûr que possible du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Banque. La constitution de réserves latentes dans le compte de résultat est effectuée par les rubriques amortissements sur l'actif immobilisé, correctifs de valeurs, provisions et pertes ou charges extraordinaires. La dissolution de réserves latentes est effectuée par la rubrique produits extraordinaires.

## Commentaires relatifs à l'activité et mention de l'effectif du personnel

La Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. est une banque universelle spécialisée dans la gestion de patrimoine de clients privés et institutionnels. Elle est membre de la Bourse électronique suisse. Elle a obtenu, en date du 3 avril 1998, le statut de négociant en valeurs mobilières.

L'effectif de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. converti en emploi à temps complet, s'élevait à la fin de l'exercice à 644 collaborateurs comparés à 607 collaborateurs pour l'exercice précédent.

La Banque, au travers de ses entités en Suisse et à l'étranger, exécute pour le compte de sa clientèle l'ensemble des opérations usuellement proposées par les banques de gestion de patrimoine. La gestion de fortune, les opérations relatives aux dépôts fiduciaires, le trafic de paiements ainsi que le négoce de titres, de métaux précieux et de dérivés pour le compte de la clientèle représentent l'essentiel des opérations de commissions et de prestations de services.

En outre, la Banque pratique pour son propre compte un négoce actif de titres de créance, de titres de participation, de devises, de métaux précieux ainsi que d'instruments financiers dérivés. Le négoce des matières premières et des marchandises ne fait pas partie de ses activités.

La Banque ne fait pas appel à des prestations relevant de l'outsourcing.

## Principes d'évaluation et de comptabilisation

Les principes d'évaluation et de comptabilisation du Groupe s'appliquent aux comptes annuels de la Maison Mère à l'exception des postes du bilan suivants :

### « Participations »

Cette position comprend les participations détenues dans le dessein d'un placement permanent ainsi que les participations à caractère d'infrastructure (indépendamment du taux de détention). Ces participations figurent au plus à leur valeur d'acquisition.

### « Immobilisations corporelles »

Ce poste regroupe les immeubles à l'usage de la Banque, les autres immeubles, le mobilier, le matériel et l'équipement, ainsi que les valeurs immatérielles. Les immobilisations corporelles sont évaluées au prix d'acquisition, déduction faite des amortissements propres à chacune des catégories d'actifs immobilisés.

## Gestion des risques

Les principes de gestion des risques de marché, de crédit, de taux et de risques pays du Groupe s'appliquent à la Maison Mère.



		2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
<b>1 Créances sur les banques</b>	<b>Total</b>	<b>3'224'857</b>	<b>3'031'382</b>	<b>6,4</b>
Créances sur les banques		237'051	300'812	(21,2)
Reverse repo		2'987'806	2'730'570	9,4
		<b>3'224'857</b>	<b>3'031'382</b>	

		2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
<b>2 Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce</b>	<b>Total</b>	<b>3'816</b>	<b>16'848</b>	<b>(77,4)</b>
Actions et autres titres suisses :				
- Banques		2'562	2'712	(5,5)
<i>dont: - propres titres de participation</i>		2'562	2'712	
- Autres		-	140	(100,0)
Actions et autres titres étrangers		1'254	13'996	(91,0)
		<b>3'816</b>	<b>16'848</b>	

		2012 (nbre d'actions)	2011 (nbre d'actions)	Variations (en %)
<b>Propres actions de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, au 31 décembre</b>	<b>Total</b>	<b>140</b>	<b>113</b>	<b>23,9</b>

Les opérations sur propres actions sont effectuées au cours du marché du jour de l'opération dans le cadre de l'activité commerciale usuelle de la Banque.

		2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
<b>3 Immobilisations financières</b>	<b>Total</b>	<b>971'527</b>	<b>934'504</b>	<b>4,0</b>
<b>Obligations suisses :</b>				
Confédération		9'587	8'407	
Cantons et communes		2'422	2'116	
Banques		22'193	21'535	
Sociétés financières		1'351	1'000	
Assurances		3'964	2'861	
Entreprises industrielles		12'369	12'553	
		<b>51'886</b>	<b>48'472</b>	<b>7,0</b>
<b>Actions et autres titres suisses :</b>				
- Banques		49'337	53'304	
<i>dont: - propres titres de participation</i>		49'337	53'304	
		<b>49'337</b>	<b>53'304</b>	<b>(7,4)</b>
<b>Obligations étrangères :</b>				
Collectivités de droit public		6'774	4'933	
Autres		60'100	58'184	
		<b>66'874</b>	<b>63'117</b>	<b>6,0</b>
<b>Actions et autres titres étrangers</b>		<b>742</b>	<b>1'148</b>	<b>(35,4)</b>
<b>Métaux précieux</b>		<b>785'749</b>	<b>756'992</b>	<b>3,8</b>
<b>Parts de fonds de placement</b>		<b>16'939</b>	<b>11'471</b>	<b>47,7</b>
		<b>971'527</b>	<b>934'504</b>	

		2012 (nbre d'actions)	2011 (nbre d'actions)	Variations (en %)
<b>Propres actions de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, au 31 décembre</b>		<b>2'696</b>	<b>2'221</b>	<b>21,4</b>



	2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
<b>5 Valeurs d'assurance incendie des immobilisations corporelles</b>			
Immeubles à l'usage de la Banque	130'185	128'429	1,4
Mobilier, matériel, équipement	89'125	89'125	-

	Total	2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
<b>6 Autres actifs</b>	<b>109'286</b>	<b>109'286</b>	<b>283'084</b>	<b>(61,4)</b>
Valeurs de remplacement positives des instruments financiers dérivés	107'555	107'555	281'299	(61,8)
Compte de compensation	7	7	-	-
Autres	1'724	1'724	1'785	(3,4)
	<b>109'286</b>	<b>109'286</b>	<b>283'084</b>	

	2012		2011	
	Valeur comptable des actifs	Engagements effectifs correspondants	Valeur comptable des actifs	Engagements effectifs correspondants
<b>7 Limitations du droit de propriété pour engagements propres</b> (en milliers de CHF)				
Titres remis en nantissement auprès de la Chambre de la Bourse et en garantie du trafic des paiements	26'575	-	22'196	-
Cédules hypothécaires mises en gage pour propres immeubles	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Actifs mis en gage ou cédés en garantie de propres engagements	26'575	-	22'196	-
Actifs faisant l'objet d'une réserve de propriété	-	-	-	-
Total des limitations du droit de propriété pour engagements propres	26'575	-	22'196	-

	2012	2011
<b>Opérations de prêt et de pension effectuées avec des titres</b>		
Prétentions découlant de la mise en gage de «cash» lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension	2'987'806	2'730'570
Engagements découlant du «cash» reçu lors du prêt de titres ou lors de la mise en pension	-	-
Titres détenus pour propre compte, prêtés ou transférés en qualité de sûretés dans le cadre de l'emprunt de titres ainsi que lors d'opération de mise en pension	-	-
<i>dont: - ceux pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction</i>	-	-
Titres reçus en qualité de garantie dans le cadre du prêt de titres ainsi que titres reçus dans le cadre de l'emprunt de titres et par le biais de prises en pension, pour lesquels le droit de procéder à une aliénation ou une mise en gage subséquente a été octroyé sans restriction	2'989'758	2'655'446
<i>dont: - titres ci-dessus aliénés ou remis à un tiers en garantie</i>	-	-

Les droits reçus ou payés en relation avec les opérations de prêts de titres sont délimités sur la durée des opérations et comptabilisés comme produits ou charges d'intérêts. Les transactions reverse repo sont utilisées en relation avec la gestion de la trésorerie. Elles sont enregistrées comme avances garanties par des titres de première qualité. Le produit des intérêts des opérations de revente et les charges des intérêts des opérations de rachat sont délimités sur la durée des transactions sous-jacentes.

**8 Engagements envers les propres institutions de prévoyance professionnelle** **Total** **46'303** **51'700** **(10,4)**

Les indications relatives aux plans de prévoyance se trouvent sous la **note 35** des comptes consolidés.

<b>9 Autres passifs</b>	<b>Total</b>	<b>122'713</b>	<b>294'934</b>	<b>(58,4)</b>
Valeurs de remplacement négatives des instruments financiers dérivés		107'286	276'128	(61,1)
Compte de compensation		90	98	(8,2)
Autres		15'337	18'708	(18,0)
		<b>122'713</b>	<b>294'934</b>	

Etat fin 2011	Utilisations et dissolutions conformes à leur but	Modifications de l'affectation (nouvelles affectations)	Recouvrements, intérêts compromis, différences de change	Nouvelles constitutions à charge du compte de résultat	Dissolutions au profit du compte de résultat	Etat fin 2012
---------------	---	---	--	--	--	---------------

**10 Correctifs de valeurs et provisions**

**Réserves pour risques bancaires généraux** (en milliers de CHF)

Correctifs de valeurs et provisions pour risques de défaillance et autres risques:

- correctifs de valeurs et provisions pour risques de défaillance (risques de recouvrement et risques-pays)	12'058	(29)	-	45	24	-	12'098
- correctifs de valeurs et provisions pour autres risques d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-
- autres provisions	176'955	(194)	-	-	15'431	(21'150)	171'042
Sous-total	189'013	(223)	-	45	15'455	(21'150)	183'140
<b>Total des correctifs de valeurs et provisions</b>	<b>189'013</b>	<b>(223)</b>	<b>-</b>	<b>45</b>	<b>15'455</b>	<b>(21'150)</b>	<b>183'140</b>
Moins correctifs de valeurs compensés directement à l'actif:	8'558						8'598
<i>dont: - clientèle</i>	8'558						8'598
<b>Total des correctifs de valeurs et provisions selon le bilan</b>	<b>180'455</b>						<b>174'542</b>
<b>Réserves pour risques bancaires généraux</b>	<b>50'000</b>	-	-	-	-	-	<b>50'000</b>

Les réserves pour risques bancaires généraux ne sont pas taxées.

	2012			2011		
	Valeur nominale (milliers de CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers de CHF)	Valeur nominale (milliers de CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (milliers de CHF)

**11 Capital social**

Actions nominatives entièrement libérées de CHF 100.- nominal	20'000	200'000	20'000	20'000	200'000	20'000
Actions au porteur entièrement libérées de CHF 500.- nominal	25'000	50'000	25'000	25'000	50'000	25'000
<b>Total du capital social</b>	<b>45'000</b>			<b>45'000</b>		

Concernant les actions détenues en propre, voir sous **notes 1 et 2**.

(suite annexe 11: page suivante)

	2012			2011		
	Nominal	Taux de participation au capital	Taux de participation à l'ensemble des voix	Nominal	Taux de participation au capital	Taux de participation à l'ensemble des voix
	(milliers de CHF)	(en %)	(en %)	(milliers de CHF)	(en %)	(en %)
<b>Actionnaires importants</b>						
Edmond de Rothschild Holding S.A. <sup>(1)</sup>	36'379,5	80,8	86,7	36'169,5	80,4	86,5
Rothschild Holding AG, Zürich <sup>(2)</sup>	3'800,0	8,4	9,4	3'800,0	8,4	9,4

(1) La totalité du capital-actions de Edmond de Rothschild Holding S.A. est contrôlée directement ou indirectement par des membres de la famille Rothschild. La Baronne Edmond de Rothschild détient 17 % du capital (6,77 % des voix) de cette société, alors que le Baron Benjamin de Rothschild en détient 66,33 % (89,84 % des voix).

(2) Rothschild Holding AG, Zurich est détenu par les personnes / entités suivantes : 1) Eric de Rothschild, Paris ; 2) David de Rothschild, Paris ; 3) Alexandre de Rothschild, Paris ; 4) Stéphanie Lifford de Buffévent, Paris ; 5) Louise de Rothschild, Paris ; 6) Financière de Tournon SAS, Paris ; 7) Financière de Reux SAS, Paris ; 8) Béro SCA, Paris ; 9) Ponthieu Rabelais SAS, Paris ; 10) Integritas Investments B.V., Amsterdam ; 11) Rothschild Trust (Schweiz) AG, Zürich ; 12) A.Y.R.E. Corporation (1972) Limited, Amsterdam ; 13) Edouard de Rothschild, Paris ; 14) Holding Financier Jean Goujon SAS Paris, (ensemble les personnes / entités précitées constituent le « RCSAS-Group ») ; 15) Rothschild Concordia SAS, Paris ; 16) Philippe de Nicolay, Paris ; 17) Olivier Pécoux, Paris ; 18) François Henrot, Paris ; 19) Compagnie Financière Martin-Maurel S.A., Marseille ; 20) Eranda Foundation, UK ; 21) PO Gestion SAS, Paris ;

22) PO Commandité SAS, Paris (ensemble les entités 1), 2), 3), 6), 8), 9), 13) à 22) constituent le « PO-Group » ; Rothschild Holding AG, Zurich détient ensemble 20 000 actions nominatives et 3 598 actions au porteur de la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève, représentant au total 8,4 % du capital et 9,4 % des droits de vote.

Rothschild Holding AG, Zurich détient une majorité de contrôle dans Rothschild Concordia SAS, Paris, laquelle contrôle Concordia Holding SARL Paris. Concordia Holding contrôle Rothschild Concordia AG, Zug, qui à son tour détient une majorité de contrôle dans Rothschilds Continuation Holdings AG, Zug. Rothschilds Continuation Holdings AG contrôle Rothschild Holding AG, Zurich, qui détient une participation directe dans la Banque Privée Edmond de Rothschild S.A., Genève.

Au cours de l'exercice sous revue, la Banque a, conformément à l'article 20 al. 1 de la Loi sur les bourses et valeurs mobilières (LBVM), annoncé les changements intervenus au sein du Groupe Rothschild Holding AG, notamment dans la composition du RCSAS-Group, rejoint par Edouard de Rothschild et la Holding Financier Jean Goujon.

	2012			2011		
	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital	Taux de participation à l'ensemble des voix	Nombre des droits de participations détenus	Taux de participation au capital	Taux de participation à l'ensemble des voix
		(en %)	(en %)		(en %)	(en %)
<b>Participations croisées</b>						
Rothschild Holding AG, Zürich	10'161	9,5	9,5	10'161	9,5	9,5

	2012	2011	Variations
	(milliers de CHF)	(milliers de CHF)	
<b>Créances et engagements envers les participants qualifiés</b>			
Créances et engagements envers Edmond de Rothschild Holding S.A., seul actionnaire détenant une participation qualifiée dans la Maison Mère :			
Créances sur la clientèle	44'687	37'638	
Autres actifs	165	3'238	
<b>Total des créances</b>	<b>44'852</b>	<b>40'876</b>	<b>9,7</b>
Autres engagements envers la clientèle	9'867	15'215	
Autres passifs	316	1'252	
<b>Total des engagements</b>	<b>10'183</b>	<b>16'467</b>	<b>(38,2)</b>

	2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	2010 (milliers de CHF)	Variations (en %)
<b>12 Justification des capitaux propres avant répartition du bénéfice</b>				
Capitaux propres au début de l'exercice de référence:				
- Capital social	45'000	45'000	45'000	-
- Réserve légale générale	119'385	119'385	119'385	-
- Réserves pour risques bancaires généraux	50'000	50'000	50'000	-
- Autres réserves	435'561	403'076	366'143	8,1
<i>dont: - réserve propres titres de participation</i>	53'304	53'249	34'430	0,1
Bénéfice au bilan	112'832	109'655	126'047	2,9
<b>Total des capitaux propres au début de l'exercice de référence</b> (avant répartition du bénéfice)	<b>762'778</b>	<b>727'116</b>	<b>706'575</b>	<b>4,9</b>
Attributions / prélèvements sur les réserves	6'822	3'861	3'077	76,7
Moins dividende prélevé sur le bénéfice de l'exercice précédent	(78'750)	(69'750)	(81'000)	12,9
Bénéfice de l'exercice	30'322	101'551	98'464	(70,1)
<b>Total des capitaux propres à la fin de l'exercice de référence</b> (avant répartition du bénéfice)	<b>721'172</b>	<b>762'778</b>	<b>727'116</b>	<b>(5,5)</b>
<i>dont: - capital social</i>	45'000	45'000	45'000	
<i>- réserve légale générale</i>	119'385	119'385	119'385	
<i>- réserves pour risques bancaires généraux</i>	50'000	50'000	50'000	
<i>- autres réserves</i>	471'822	435'561	403'076	
<i>dont: - réserve propres titres de participation</i>	49'337	53'304	53'249	
<i>- bénéfice au bilan</i>	34'965	112'832	109'655	

<b>13 Capitaux propres après répartition du bénéfice</b>				
Capitaux propres avant répartition du bénéfice	721'172	762'778	727'116	(5,5)
Moins dividende de l'exercice	(56'250)	(78'750)	(69'750)	(28,6)
<b>Total des capitaux propres après répartition</b>	<b>664'922</b>	<b>684'028</b>	<b>657'366</b>	<b>(2,8)</b>
<i>dont: - capital social</i>	45'000	45'000	45'000	
<i>- réserve légale générale</i>	119'385	119'385	119'385	
<i>- réserves pour risques bancaires généraux</i>	50'000	50'000	50'000	
<i>- autres réserves</i>	446'000	465'000	431'700	
<i>dont: - réserve propres titres de participation</i>	49'337	53'304	53'249	
<i>- bénéfice reporté</i>	4'537	4'643	11'281	

<b>14 Créances et engagements envers les sociétés liées</b>				
Créances sur les banques	416	434		
Comptes de régularisation	390	487		
Autres actifs	2'116	-		
<b>Total des créances</b>	<b>2'922</b>	<b>921</b>		<b>217,3</b>
Autres engagements envers la clientèle	2'093	2'648		
Comptes de régularisation	-	542		
Autres passifs	24	-		
<b>Total des engagements</b>	<b>2'117</b>	<b>3'190</b>		<b>(33,6)</b>

Les sociétés liées sont constituées par les participations majoritaires détenues par Edmond de Rothschild Holding S.A., qui ne font pas partie du Groupe Banque Privée Edmond de Rothschild.

Toutes les transactions avec les parties liées sont effectuées aux conditions usuelles aussi bien auprès de la Banque en Suisse qu'auprès des filiales à l'étranger.

	2012		2011	
	Crédits accordés aux organes de la Banque	Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie	Crédits accordés aux organes de la Banque	Engagements pris pour le compte de ces personnes à titre de garantie
<b>15 Crédits aux organes de la Banque</b>				
<b>Engagements pris pour le compte des organes de la Banque à titre de garantie</b>				
<b>Rémunérations des organes de la Banque</b> (en milliers de CHF)				
<b>Conseil d'Administration</b>	<b>45'307</b>	<b>21</b>	<b>37'917</b>	<b>21</b>
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	44'791	-	37'637	-
Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-
Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire (depuis le 26.04.2012)</i>	-	-	-	-
Luc J. Argand	1	18	-	-
Rajna Gibson Brandon <i>(depuis le 26.04.2012)</i>	-	-	-	-
François Hottinger	-	-	-	-
Klaus Jenny	-	-	-	-
Veit de Maddalena	-	-	-	-
Claude Messulam <i>(depuis le 26.04.2012)</i>	515	4	-	-
Jacques-André Reymond	-	-	-	-
E. Trevor Salathé	-	-	-	-
Manuel Dami <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	-	280	21
John Alexander <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	-	-	-
Walter Blum Gentilomo <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	-	-	-
Michel Cicurel <i>(jusqu'au 09.11.2012)</i>	-	-	-	-
Daniel Yves Trèves <i>(jusqu'au 28.04.2011)</i>	-	-	-	-
Guy Wais <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	-	-	-
<b>Comité Exécutif</b>	<b>777</b>	<b>139</b>	<b>901</b>	<b>115</b>
Philippe Currat	630	8	626	11
<b>Services de l'Audit interne</b>	<b>-</b>	<b>37</b>	<b>-</b>	<b>31</b>
<b>Organes de révision</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>46'084</b>	<b>198</b>	<b>38'818</b>	<b>167</b>

Les crédits octroyés le sont sous forme de découverts en comptes courants passagers ou sous forme de limites confirmées et/ou d'avances à terme fixe, en blanc ou gagés (par le nantissement des avoirs des clients déposés auprès de la Banque) et de prêts hypothécaires à taux variables ou fixes.

Les intérêts perçus sur les prêts hypothécaires correspondent aux taux usuels du marché. Cependant, comme dans le cas des prêts hypothécaires octroyés aux employés de la Banque, les membres des organes bénéficient d'une réduction de 25 % du taux appliqué sur leur prêt hypothécaire. Cette rétrocession est toutefois limitée à hauteur d'un prêt maximum de CHF 750'000.-.

Au 31 décembre 2012, les taux appliqués aux prêts hypothécaires variaient entre 0,7 % et 2,5 %. Ceux pratiqués pour les prêts lombards allaient de 1,5 % à 3,5 % pour les principales devises. Le montant global des crédits accordés aux membres du Comité Exécutif s'élève à 777 (en milliers de CHF). Le montant global des crédits accordés aux membres exécutifs du Conseil d'Administration s'élève à 45'307 (en milliers de CHF).

(suite annexe 15: page suivante)

	2012				2011			
	Indemnités fixes		Indemnités variables		Indemnités fixes		Indemnités variables	
	Espèce	Nombres d'actions	Espèce	Nombres d'actions	Espèce	Nombres d'actions	Espèce	Nombres d'actions
<b>Rémunérations allouées aux membres:</b> (en milliers de CHF)								
<b>Conseil d'Administration</b>	<b>1'621</b>	-	<b>120</b>	-	<b>2'199</b>	-	<b>2'011</b>	-
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire (depuis le 26.04.2012)</i>	169	-	-	-	32	-	-	-
Luc J. Argand	64	-	-	-	64	-	-	-
Rajna Gibson Brandon <i>(depuis le 26.04.2012)</i>	64	-	-	-	-	-	-	-
François Hottinger	62	-	-	-	62	-	-	-
Klaus Jenny	168	-	-	-	64	-	-	-
Veit de Maddalena	60	-	-	-	189	-	-	-
Claude Messulam <i>(depuis le 26.04.2012)</i>	124	-	-	-	-	-	-	-
Jacques-André Reymond	151	-	-	-	60	-	-	-
E. Trevor Salathé	314	-	120	-	422	-	123	-
Manuel Dami <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	139	-	-	-	219	-	-	-
John Alexander <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	123	-	-	-	433	-	1'888	-
Walter Blum Gentilomo <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	56	-	-	-	187	-	-	-
Michel Cicurel <i>(jusqu'au 09.11.2012)</i>	64	-	-	-	128	-	-	-
Daniel Yves Trèves <i>(jusqu'au 28.04.2011)</i>	-	-	-	-	213	-	-	-
Guy Wais <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	63	-	-	-	126	-	-	-
<b>Comité Exécutif</b>	<b>7'244</b>	-	<b>30'948</b>	-	<b>5'717</b>	-	<b>12'454</b>	-
Claude Messulam <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	233	-	19'071	-	822	-	3'777	-
<b>Total</b>	<b>8'865</b>	-	<b>31'068</b>	-	<b>7'916</b>	-	<b>14'465</b>	-



	2012		2011	
	Charges de prévoyance professionnelle	Total	Charges de prévoyance professionnelle	Total
<b>Rémunérations allouées aux membres:</b> (en milliers de CHF)				
<b>Conseil d'Administration</b>	-	<b>1'741</b>	-	<b>4'210</b>
Baron Benjamin de Rothschild <i>Président</i>	-	-	-	-
Baronne Benjamin de Rothschild <i>Vice-Présidente</i>	-	-	-	-
Jean Laurent-Bellue <i>Secrétaire (depuis le 26.04.2012)</i>	-	169	-	32
Luc J. Argand	-	64	-	64
Rajna Gibson Brandon <i>(depuis le 26.04.2012)</i>	-	64	-	-
François Hottinger	-	62	-	62
Klaus Jenny	-	168	-	64
Veit de Maddalena	-	60	-	189
Claude Messulam <i>(depuis le 26.04.2012)</i>	-	124	-	-
Jacques-André Reymond	-	151	-	60
E. Trevor Salathé	-	434	-	545
Manuel Dami <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	139	-	219
John Alexander <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	123	-	2'321
Walter Blum Gentilomo <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	56	-	187
Michel Cicurel <i>(jusqu'au 09.11.2012)</i>	-	64	-	128
Guy Wais <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	63	-	126
Daniel Yves Trèves <i>(jusqu'au 28.04.2011)</i>	-	-	-	213
<b>Comité Exécutif</b>	<b>1'162</b>	<b>39'354</b>	<b>1'123</b>	<b>19'294</b>
Claude Messulam <i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	42	19'346	125	4'724
<b>Total</b>	<b>1'162</b>	<b>41'095</b>	<b>1'123</b>	<b>23'504</b>

Compte-tenu du fait que les montants d'indemnités individuels ne sont arrêtés qu'après la clôture des comptes annuels, les indemnités ci-dessus correspondent aux montants évalués selon la méthode dite « accrual basis ».

		2012		2011	
		Nombre d'actions au porteur	Nombre d'actions nominatives	Nombre d'actions au porteur	Nombre d'actions nominatives
<b>Détention d'actions BPER S.A. Genève :</b>					
<b>Conseil d'Administration et proches</b>		<b>1'178</b>	<b>7</b>	<b>826</b>	<b>9</b>
Baron Benjamin de Rothschild	<i>Président</i>	101	-	236	-
Baronne Benjamin de Rothschild	<i>Vice-Présidente</i>	1	1	-	1
Jean Laurent-Bellue	<i>Secrétaire (depuis le 26.04.2012)</i>	-	1	-	1
Luc J. Argand		67	1	67	1
Rajna Gibson Brandon	<i>(depuis le 26.04.2012)</i>	-	1		
François Hottinger		10	1	10	1
Klaus Jenny		-	1	-	1
Veit de Maddalena		1	-	1	-
Claude Messulam	<i>(depuis le 26.04.2012)</i>	500	-		
Jacques-André Reymond		5	-	5	-
E. Trevor Salathé		260	1	270	1
Manuel Dami	<i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	36	-	40	-
John Alexander	<i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	-	-	1
Walter Blum Gentilomo	<i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	197	-	197	1
Michel Cicurel	<i>(jusqu'au 09.11.2012)</i>	-	-	-	1
Daniel Yves Trèves	<i>(jusqu'au 28.04.2011)</i>	-	-	-	-
Guy Wais	<i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	-	-	-
<b>Comité Exécutif et proches</b>		<b>43</b>	<b>-</b>	<b>1'183</b>	<b>-</b>
Christophe de Backer	<i>Directeur général</i>	-	-	-	-
Manuel Leuthold	<i>Directeur général adjoint</i>	-	-	-	-
Luc Baatard		2	-	2	-
Frédéric Binggeli		-	-	-	-
Alexandre Col		-	-	4	-
Philippe Currat		-	-	-	-
Martin Leuthold		-	-	4	-
Michel Lusa		-	-	-	-
Bernard Schaub		5	-	5	-
Claude Messulam	<i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	-	1'075	-
Sylvain Roditi	<i>(jusqu'au 31.05.2012)</i>	36	-	88	-
Jean-Pierre Pieren	<i>(jusqu'au 26.04.2012)</i>	-	-	5	-
<b>Total</b>		<b>1'221</b>	<b>7</b>	<b>2'009</b>	<b>9</b>

Le 23 mars 2012, la Banque et l'ancien Directeur général ont signé un accord concernant le rachat sur 2 ans de 1075 actions propres détenues par ce dernier avec un cours plancher et un cours plafond. En application de cet accord, 575 titres ont été rachetés par la Banque en mai 2012. L'engagement résiduel de rachat a généré une perte non réalisée de CHF 1,85 million au 31 décembre 2012.

		2012 (milliers de CHF)	2011 (milliers de CHF)	Variations (en %)
<b>16 Obligations de garantie en faveur de tiers</b>	<b>Total</b>	<b>193'599</b>	<b>187'134</b>	<b>3,5</b>
Cautionnements		4'098	3'488	17,5
Garanties		189'501	183'646	3,2
		<b>193'599</b>	<b>187'134</b>	

<b>17 Opérations fiduciaires</b>	<b>Total</b>	<b>1'493'066</b>	<b>2'337'514</b>	<b>(36,1)</b>
Placements fiduciaires auprès de banques tierces		1'405'436	2'074'306	(32,2)
Placements fiduciaires auprès de banques du Groupe		87'630	260'298	(66,3)
Prêts fiduciaires		-	2'910	(100,0)
		<b>1'493'066</b>	<b>2'337'514</b>	

<b>18 Résultat des opérations de négoce</b>	<b>Total</b>	<b>35'710</b>	<b>40'715</b>	<b>(12,3)</b>
Résultat sur titres (y compris instruments dérivés sur titres / indices)		1'605	(104)	-
Devises (y compris instruments dérivés sur devises)		33'379	39'786	(16,1)
Métaux précieux (y compris instruments dérivés sur métaux précieux)		726	1'033	(29,7)
		<b>35'710</b>	<b>40'715</b>	

<b>19 Produits et charges extraordinaires</b>				
Produits extraordinaires		21'451	7'134	200,7
Charges extraordinaires		19	17	11,8

La rubrique produits extraordinaires contient essentiellement la dissolution d'autres provisions devenues non nécessaires à l'exploitation de CHF 21,2 millions en 2012 et de CHF 6,0 millions en 2011.

# Adresses

Banque Privée Edmond de Rothschild

## Siège

### Genève

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
18, rue de Hesse  
1204 Genève  
T. +41 58 818 91 11  
F. +41 58 818 91 21  
[www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch)

## Succursales

### Chine

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
Hong Kong Branch  
Suite 5001, 50th floor, One Exchange Square  
8 Connaught Place  
Central – Hong Kong  
T. +852 37 65 06 00  
F. +852 28 77 21 85  
[www.edmond-de-rothschild.hk](http://www.edmond-de-rothschild.hk)

### Fribourg

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
11, rue de Morat - CP 144  
1701 Fribourg  
T. +41 26 347 24 24  
F. +41 26 347 24 20  
[www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch)

### Lausanne

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
2, avenue Agassiz  
1003 Lausanne  
T. +41 21 318 88 88  
F. +41 21 323 29 22  
[www.edmond-de-rothschild.ch](http://www.edmond-de-rothschild.ch)

## Filiales

### Fribourg

Rouiller, Zurkinden & Cie Finance S.A.  
11, rue de Morat - CP 1296  
1701 Fribourg  
T. +41 26 347 26 00  
F. +41 26 347 26 15

### Genève

Privaco Family Office S.A.  
5, boulevard du Théâtre  
1204 Genève  
T. +41 58 818 96 19  
F. +41 58 818 91 78

### Lugano

Banca Privata Edmond de Rothschild  
Lugano S.A.  
Via Ginevra 2 - CP 5882  
6901 Lugano  
T. +41 91 913 45 00  
F. +41 91 913 45 01  
[www.edr-privata.ch](http://www.edr-privata.ch)

## A l'étranger

### Filiales

#### Bahamas

Banque Privée Edmond de Rothschild Ltd.  
Lyford Financial Centre – Lyford Cay no. 2  
West Bay Street  
P.O. Box SP-63948  
Nassau  
T. +1 242 702 80 00  
F. +1 242 702 80 08  
[www.edmond-de-rothschild.bs](http://www.edmond-de-rothschild.bs)

#### Channel Islands

LCF Edmond de Rothschild  
Holdings (C.I.) Limited  
- LCF Edmond de Rothschild (C.I.) Limited  
- LCF Edmond de Rothschild Asset  
Management (C.I.) Limited  
Hirzel Court Suite D  
St. Peter Port – Guernsey GY1 2NH  
T. +44 1481 716 336  
F. +44 1481 714 416  
[www.edmond-de-rothschild.gg](http://www.edmond-de-rothschild.gg)

#### Chine

Privaco Family Office (HK) Limited  
(Filiale de Privaco Family Office S.A.)  
Suite 5004, 50th floor, One Exchange Square  
8 Connaught Place  
Central - Hong Kong  
T. +852 3125 16 00  
F. +852 2869 16 18

## Luxembourg

Banque Privée Edmond de Rothschild  
Europe  
(Détails page 117)

## Monaco

Banque de Gestion Edmond de Rothschild -  
Monaco  
Les Terrasses  
2, avenue de Monte-Carlo - BP 317  
98006 Monaco Cedex  
T. +377 93 10 47 47  
F. +377 93 25 75 57  
www.edmond-de-rothschild.mc

Edmond de Rothschild Conseil  
et Courtage d'Assurance - Monaco  
(Filiale de Banque de Gestion  
Edmond de Rothschild - Monaco)  
Les Terrasses  
2, avenue de Monte-Carlo  
98000 Monaco  
T. +377 97 98 28 00  
F. +377 97 98 28 01

Edmond de Rothschild Gestion - Monaco  
(Filiale de Banque de Gestion  
Edmond de Rothschild - Monaco)  
Les Terrasses  
2, avenue de Monte-Carlo  
98000 Monaco  
T. +377 97 98 22 14  
F. +377 97 98 22 18

## Nouvelle-Zélande

Privaco Trust Limited  
(Filiale de Privaco Family Office S.A.)  
Level 3, Parnell road 280  
Parnell  
Auckland 1052 – New Zealand  
T. +64 93 07 39 50  
F. +64 93 66 14 82

## Royaume-Uni

*Edmond de Rothschild Limited*  
- LCF Edmond de Rothschild Securities  
Limited  
- LCF Edmond de Rothschild Asset  
Management Limited  
- Edmond de Rothschild Fund Management  
Limited  
- Edmond de Rothschild Private Merchant  
Banking LLP  
Orion House  
5 Upper St. Martin's Lane  
WC2H 9EA London  
T. +44 20 7845 5900  
F. +44 20 7845 5901  
www.edmond-de-rothschild.co.uk

## Taiwan

Priasia Limited  
(Edmond de Rothschild Group)  
205 Tun Hwa North Road, Suite 202  
Taipeh 105  
T. +886 2 2545 0505  
F. +886 2 2545 1407

## Bureaux de représentation

### Emirats Arabes Unis

Banque Privée Edmond de Rothschild S.A.  
Banking Representative Office  
Sunset, office 46, 2nd floor  
Jumeirah-3, Jumeirah Road  
P.O. Box 214924  
Dubai  
T. +9714 346 53 88  
F. +9714 346 53 89

### Uruguay

Representación B.P.  
Edmond de Rothschild S.A.  
World Trade Center Montevideo  
Torre II - Piso 21  
Avenida Luis Alberto de Herrera 1248  
11300 Montevideo  
T. +598 2 623 24 00  
F. +598 2 623 24 01

# Banque Privée Edmond de Rothschild Europe

## Siège

### Luxembourg

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe  
20, boulevard Emmanuel Servais  
2535 Luxembourg  
T. +352 24 88 1  
F. +352 24 88 82 22  
www.edmond-de-rothschild.eu

## Filiales

### Luxembourg

Adjutoris Conseil  
18, boulevard Emmanuel Servais  
2535 Luxembourg  
T. +352 26 26 23 92  
F. +352 26 26 23 94

Edmond de Rothschild Investment Advisors  
16, boulevard Emmanuel Servais  
2535 Luxembourg  
T. +352 24 88 27 32  
F. +352 24 88 84 02

## A l'étranger

### Succursales

#### Belgique

*Siège de Bruxelles*  
Banque Privée Edmond de Rothschild Europe  
Avenue Louise 480 Bte 16A  
1050 Bruxelles  
T. +32 2 645 57 57  
F. +32 2 645 57 20  
www.edmond-de-rothschild.be

#### Agence d'Anvers

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe  
Frankrijklei 103  
2000 Antwerpen  
T. +32 3 212 21 11  
F. +32 3 212 21 22  
www.edmond-de-rothschild.be

#### Agence de Liège

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe  
Quai de Rome 56  
4000 Liège  
T. +32 4 234 95 95  
F. +32 4 234 95 75  
www.edmond-de-rothschild.be

#### Espagne

##### *Siège de Madrid*

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe  
Paseo de la Castellana 55  
28046 Madrid  
T. +34 91 364 66 00  
F. +34 91 364 66 63  
www.edmond-de-rothschild.es

##### *Agence de Barcelone*

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe  
Josep Bertrand 11  
08021 Barcelone  
T. +34 93 362 30 00  
F. +34 93 362 30 50  
www.edmond-de-rothschild.es

#### Italie

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe  
Via Ulrico Hoepli, 7  
20121 Milan  
T. +39 02 72 17 44 11  
F. +39 02 72 17 44 57  
www.bpere.edmond-de-rothschild.it

#### Portugal

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe  
Rua D. Pedro V, 130  
1250-095 Lisbonne  
T. +351 21 045 46 60  
F. +351 21 045 46 87/88  
www.edmond-de-rothschild.pt

## Bureaux de représentation

### Israël

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe  
46, boulevard Rothschild  
66883 Tel-Aviv  
T. +972 356 69 818  
F. +972 356 69 821  
www.bpere.edmond-de-rothschild.co.il

### République Tchèque

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe  
Pařížská 26  
110 00 Prague 1  
T. +42 02 55 729 420  
F. +42 02 55 729 421

### Slovaquie

Banque Privée Edmond de Rothschild Europe  
Hlavné námestie 4  
811 01 Bratislava  
T. +421 2 5443 0940  
F. +421 2 5443 4084  
www.edmond-de-rothschild.sk

## Société en joint-venture

### Japon

Edmond de Rothschild  
Nikko Cordial Co., Ltd  
1-12-1, Yurakucho, Chiyoda-ku  
Tokyo # 100-0006  
T. +81 3 3283-3535  
F. +81 3 3283-1611

## Autres sociétés du Groupe Edmond de Rothschild

### La Compagnie Financière Edmond de Rothschild

#### Siège

##### France

La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild Banque  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25  
F. +33 1 40 17 24 02  
www.edmond-de-rothschild.fr

#### Bureaux de représentation

##### Bordeaux

La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild Banque  
Hôtel de Saige  
23, cours du Chapeau Rouge  
33000 Bordeaux  
T. +33 5 56 44 20 66  
F. +33 5 56 51 66 03  
www.edmond-de-rothschild.fr

##### Lille

La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild Banque  
116, rue de Jemmapes  
59800 Lille  
T. +33 3 62 53 75 00  
F. +33 3 28 04 96 20  
www.edmond-de-rothschild.fr

##### Lyon

La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild Banque  
55, avenue Foch  
69006 Lyon  
T. +33 4 72 82 35 25  
F. +33 4 78 93 59 56  
www.edmond-de-rothschild.fr

##### Marseille

La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild Banque  
165, avenue du Prado  
13272 Marseille  
T. +33 4 91 29 90 80  
F. +33 4 91 29 90 85  
www.edmond-de-rothschild.fr

##### Nantes

La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild Banque  
11, rue Lafayette  
44000 Nantes  
T. +33 2 53 59 10 00  
F. +33 2 53 59 10 09  
www.edmond-de-rothschild.fr

##### Strasbourg

La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild Banque  
6, avenue de la Marseillaise  
67000 Strasbourg  
T. +33 3 68 33 90 00  
F. +33 3 88 35 64 86  
www.edmond-de-rothschild.fr

##### Toulouse

La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild Banque  
22, rue Croix Baragnon  
31000 Toulouse  
T. +33 5 67 20 49 00  
F. +33 5 61 73 49 04  
www.edmond-de-rothschild.fr

#### Filiales et sous-filiales

##### Paris

Edmond de Rothschild Asset Management  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25  
F. +33 1 40 17 24 42  
www.edram.fr

Edmond de Rothschild Corporate Finance  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris cedex 08  
T. +33 1 40 17 21 11  
F. +33 1 40 17 25 01  
www.edrcf.com

Edmond de Rothschild Private Equity Partners  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25  
F. +33 1 40 17 23 91  
www.edmond-de-rothschild.fr

Edmond de Rothschild Capital Partners  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25  
F. +33 1 40 17 23 91  
www.edrcp.com

Edmond de Rothschild Investment Partners  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris cedex 08  
T. +33 1 40 17 25 25  
F. +33 1 40 17 31 43  
www.edrip.fr

Assurances Saint-Honoré Patrimoine  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris cedex 08  
T. +33 1 40 17 22 32  
F. +33 1 40 17 89 40  
www.ashp.fr

Edmond de Rothschild  
Entreprises Patrimoniales  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75401 Paris cedex 08  
T. +33 1 40 17 31 63  
F. +33 1 40 17 23 93  
www.edrep.fr

##### Lyon

Edmond de Rothschild  
Entreprises Patrimoniales  
55, avenue Foch  
69006 Lyon  
T. +33 4 26 72 95 00  
F. +33 4 37 42 51 91  
www.edrep.fr

## A l'étranger

### Bureaux de représentation

#### Chine

La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild Banque  
Room 3, 28F China Insurance Building  
166 East Lujiazui Road, Pudong New Area  
200120 Shanghai  
T. +86-21 58 76 51 90  
F. +86-21 58 76 71 80  
[www.edmond-de-rothschild.fr](http://www.edmond-de-rothschild.fr)

### Filiales, sous-filiales et succursales

#### Allemagne

Edmond de Rothschild Asset  
Management Deutschland  
Opernturm  
60306 Frankfurt am Main  
T. +49 69 244 330 200  
F. +49 69 244 330 215  
[www.edram.fr](http://www.edram.fr)

#### Belgique

Edmond de Rothschild Asset  
Management Benelux  
Avenue Louise, 480  
1050 Bruxelles  
T. +32 2274 05 50  
F. +32 2503 56 88  
[www.edram.fr](http://www.edram.fr)

#### Chili

Edmond de Rothschild Asset  
Management Chile  
Apoquindo 4001 oficina 305  
Las Condes  
Santiago  
T. +56 2598 99 00  
F. +56 2598 99 01  
[www.edram.fr](http://www.edram.fr)

#### Chine

Edmond de Rothschild Asset Management  
Hong Kong Ltd  
Suite 4101-04, 41 F, Exchange Square Two  
8 Connaught Place  
Central - Hong Kong  
T. +852 3926 5199  
F. +852 3926 5008  
[www.edram.fr](http://www.edram.fr)

Edmond de Rothschild Asia Ltd  
Suite 4101-04, 41 F, Exchange Square Two  
8 Connaught Place  
Central - Hong Kong  
T. +852 3926 5199  
F. +852 3926 5008  
[www.edram.fr](http://www.edram.fr)

Edmond de Rothschild China Ltd  
Room 02, 28F China Insurance Building  
166 East Lujiazui Road,  
Pudong New Area  
Shanghai 200120  
T. +86 21 6086 2503  
F. +86 21 6086 2503

#### Espagne

Edmond de Rothschild Asset  
Management Espagne  
Paseo de la Castellana 55  
28046 Madrid  
T. +34 91 781 49 75  
F. +34 91 789 32 29  
[www.edram.fr](http://www.edram.fr)

#### Israël

Edmond de Rothschild Investment  
Services Limited  
Alrov Tower  
46, Rothschild Boulevard  
66883 Tel Aviv  
T. +972 3 713 03 00  
F. +972 3 566 66 89  
[www.edris.co.il](http://www.edris.co.il)

#### Italie

La Compagnie Financière  
Edmond de Rothschild Banque  
Edmond de Rothschild S.G.R. SpA  
Palazzo Chiesa  
Corso Venezia 36  
20121 Milan  
T. +39 02 76 061 200  
F. +39 02 76 061 222



## Autres sociétés du Groupe Edmond de Rothschild

### La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A.

#### **Suisse**

La Compagnie Benjamin de Rothschild S.A.  
29, route de Pré-Bois  
CP 490  
1215 Genève 15  
T. +41 58 201 75 00  
F. +41 58 201 75 09  
[www.cbr.edmond-de-rothschild.ch](http://www.cbr.edmond-de-rothschild.ch)

### COGIFRANCE

#### **France**

COGIFRANCE  
47, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75408 Paris  
T. +33 1 40 17 25 25  
F. +33 1 40 17 24 02

Mise en pages :  
Théorème S.A., CH-1205 Genève, [www.theoreme.ch](http://www.theoreme.ch)  
Impression :  
Atar Roto Presse S.A., CH-1214 Vernier/Genève, [www.atar.ch](http://www.atar.ch)